

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER  
MINISTRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Publications périodiques

### Comptes annuels

**BNP PARIBAS PERSONAL FINANCE**

Société anonyme au capital de 583 834 454 Euros  
Siège social : 1, Boulevard Haussmann 75009 Paris  
542 097 902 R.C.S. Paris

**A. — Etats financiers de au 31 décembre 2024.****I. — Compte de résultat de l'exercice 2024.**

(En milliers d'Euros)	Notes	Exercice 2024	Exercice 2023
Intérêts et produits assimilés	2.A	1 884 384	1 838 638
Intérêts et charges assimilées	2.A	-1 408 081	-1 219 214
Produits sur opérations de crédit-bail et assimilés		29 552	30 709
Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées		-25 407	-26 315
Revenus des titres à revenu variable	2.B	214 792	446 017
Commissions (produits)	2.C	84 237	97 467
Commissions (charges)	2.C	-24 899	-34 426
Gains nets sur opérations des portefeuilles de négociation	2.D	9 421	1 071
Gains nets sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	2.D	-31	
Autres produits d'exploitation bancaire	2.E	493 472	350 601
Autres charges d'exploitation bancaire	2.E	-160 037	-16 728
<b>Produit net bancaire</b>		<b>1 097 403</b>	<b>1 467 820</b>
Frais de personnel	5	-420 673	-746 877
Autres frais administratifs		-532 960	-608 591
Dotation aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles		-55 986	-75 745
<b>Résultat brut d'exploitation</b>		<b>87 784</b>	<b>36 607</b>
Coût du risque	2.F	-391 883	-558 986
<b>Résultat d'exploitation</b>		<b>-304 099</b>	<b>-522 379</b>
Gains ou pertes nets sur actifs immobilisés	2.G	5 044	-200 851
Dotations ou reprises nettes aux provisions réglementées		-253	16 455
<b>Résultat courant avant impôt</b>		<b>-299 308</b>	<b>-706 775</b>
Résultat exceptionnel			
Impôt sur les bénéfices	2.H	-100 636	232 921
<b>Résultat net</b>		<b>-399 944</b>	<b>-473 854</b>

**II. — Bilan au 31 décembre 2024.**

(En milliers d'Euros.)

Actif	Notes	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Caisse, banques centrales et CCP		1	8 241
Effets publics et valeurs assimilées			
Créances sur les établissements de crédit	3.B	5 308 157	4 665 251
Opérations avec la clientèle	3.C	16 887 568	17 921 414
Obligations et autres titres à revenu fixe	3.E	214 184	350 076
Actions et autres titres à revenu variable	3.E	92	92
Participations et autres titres détenus à long terme	3.E	589 278	556 520
Parts dans les entreprises liées	3.E	3 859 605	4 238 238
Crédit-bail et location avec option d'achat	3.F	72 266	83 760
Immobilisations incorporelles	3.G	194 808	198 493
Immobilisations corporelles	3.G	32 777	32 500
Autres actifs	3.H	300 617	530 511
Comptes de régularisation	3.I	328 597	466 588
<b>Total actif</b>		<b>27 787 950</b>	<b>29 051 684</b>

Passif	Notes	31 décembre 2024	31 décembre 2023
<b>Dettes</b>			
Banques centrales et CCP		382	809
Dettes envers les établissements de crédit	3.B	18 729 563	19 321 242
Opérations avec la clientèle	3.C	257 172	375 368
Dettes représentées par un titre			
Autres passifs	3.H	313 736	393 448
Comptes de régularisation	3.I	328 936	340 740
Provisions	3.J	276 276	519 257
Fonds pour risques bancaires généraux			
Dettes subordonnées	3.K	1 902 290	2 221 562
<b>Total dettes</b>		<b>21 808 355</b>	<b>23 172 426</b>
<b>Capitaux propres</b>	<b>6.A</b>		
Capital souscrit		617 280	583 834
Prime d'émission		4 889 306	4 422 751
Réserves		872 953	1 346 527
Résultat de l'exercice		-399 944	-473 854
<b>Total capitaux propres</b>		<b>5 979 595</b>	<b>5 879 258</b>
<b>Total passif</b>		<b>27 787 950</b>	<b>29 051 684</b>

Hors bilan	Notes	31 décembre 2024	31 décembre 2023
<b>Engagements donnés :</b>			
Engagements de financement	4.A	7 735 528	8 124 074
Engagements de garantie	4.B	1 328 693	3 670 623
<b>Engagements reçus :</b>			
Engagements de financement	4.A	194 000	229 200
Engagements de garantie	4.B	4 215 161	4 962 313

### III. — Annexe.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration de BNP Paribas Personal Finance le 1<sup>er</sup> avril 2025.

#### 1. – Résumé des principes comptables appliqués par BNP Personal Finance SA.

Les comptes sociaux de BNP Paribas Personal Finance sont établis conformément aux principes comptables généraux applicables en France aux établissements de crédit tels que figurant dans le règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 et les règlements l'ayant modifié depuis cette date.

Les faits marquants de l'exercice sont les suivants :

##### — CETELEM SA de CV (Mexique) :

Le 31 mars 2024, BNP Paribas Personal Finance et Banco Inbursa ont conclu la cession de 80% du capital de Cetelem Mexico. La participation résiduelle de 20% restera enregistrée dans sa catégorie d'origine (catégorie « Titres de participation »). La plus-value de cessions s'élève à 206 M€ et a été comptabilisée en Gains nets sur actifs immobilisés.

##### — BNP Paribas Personal Finance Bratislava branch (Slovaquie) :

La cession des activités de la succursale BNPP PF Bratislava Branch SK en Slovaquie a été réalisée le 2 avril 2024. La moins-value de cessions s'élève à 22,7 M€.

##### — Magyar Cetelem Bank ZRT (Hongrie) :

Cetelem Hongrie a été cédée dans son intégralité à Cofidis SA le 30 septembre 2024. La plus-value de cession s'élève à 13,7 M€.

##### — Augmentation de capital :

Par décision du Conseil d'administration en date du 27 novembre 2024, agissant sur délégation de compétence donnée par décision extraordinaire des actionnaires en date du 14 mai 2024, le capital social de la société a été augmenté de 33 445 461 €, par l'émission de 4 777 923 actions nouvelles de 7 € de valeur nominale, pour le porter à 617 279 915 €, et une prime d'émission a été constatée pour 466 554 539 €. Cette augmentation de capital a été constatée par décision de la Directrice Générale en date du 5 décembre 2024.

**1.A. Conversion des comptes en devises étrangères.**

Tous les éléments d'actif et de passif, monétaires ou non monétaires, des succursales étrangères exprimés en devises sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice.

L'écart résultant de la conversion des dotations en capital des succursales étrangères est enregistré dans les comptes de régularisation.

**1.B. Operations en devises.**

Les positions de change sont, d'une manière générale, évaluées aux cours de change officiels de fin de période. Les profits et les pertes de change résultant des opérations courantes conclues en devises sont enregistrés dans le compte de résultat.

Les écarts de change résultant de la conversion des actifs en devises détenus de façon durable, comprenant les autres titres détenus à long terme, les dotations des succursales et les titres des filiales et participations étrangères, libellés en devises et financés en euros, sont inscrits dans des comptes d'écarts de conversion rattachés aux comptes de bilan en registrant ces différents actifs.

Les écarts de change résultant de la conversion des actifs en devises détenus de façon durable, comprenant les autres titres détenus à long terme, les dotations des succursales et les titres des filiales et participations étrangères, libellés et financés en devises, sont comptabilisés de manière symétrique aux écarts de change des financements correspondants.

**1.C. Operations avec la clientèle.**

Les montants des créances sur la clientèle incluent les encours douteux nets des dépréciations.

Il est distingué les différentes catégories d'encours suivantes :

- Les *encours sains* se composent des crédits n'ayant pas d'incident de paiement notable dans le paiement des échéances de capital et d'intérêt.
- Les *encours restructurés* constituent une sous-catégorie des encours sains et se composent des créances ayant fait l'objet d'une renégociation liée à la situation financière du débiteur.
- Les *créances douteuses* sont celles pour lesquelles la Banque estime qu'il existe un risque de voir les débiteurs dans l'impossibilité d'honorer tout ou partie de leurs engagements. La définition du défaut est cohérente avec celle du défaut bâlois, qui tient compte des orientations de l'EBA du 28 septembre 2016, notamment sur les seuils applicables en cas d'impayés et les périodes probatoires. Les crédits présentant des échéances impayées depuis plus de 90 jours, ainsi que les crédits faisant l'objet d'une procédure contentieuse sont considérés comme douteux. La classification en douteux d'une créance entraîne immédiatement celle de l'ensemble des encours et des engagements relatifs au débiteur dans cette même catégorie.
- Les *encours douteux compromis* se composent des échéances impayées et du capital restant dû des crédits classés en douteux depuis plus d'un an, des créances contentieuses, des dossiers ayant fait l'objet d'un rééchelonnement ou d'une restructuration qui présentent au moins un impayé ainsi que des dossiers en attente d'un plan de rééchelonnement notamment dans le cadre de la loi sur le surendettement des particuliers depuis plus d'un an.

Pour les encours relatifs à l'immobilier, sont considérées comme douteuses compromises, les créances classées en douteux depuis plus d'un an, pour lesquelles un défaut de paiement a été constaté et qui ne sont pas assorties de garanties de recouvrement quasi intégral de la créance.

Lorsque le paiement des échéances initiales d'un crédit devenu douteux a repris de manière régulière, celui-ci peut à nouveau être classé dans la catégorie des créances saines. De même, les créances douteuses ayant fait l'objet d'une restructuration dont les termes sont respectés, et pour lesquelles le risque de crédit n'est plus avéré, sont également reclassées en créances saines.

Une créance est passée en perte lorsqu'elle est jugée irrécouvrable.

Des dépréciations sur base individuelle et collective sont constituées sur les crédits dès lors qu'il existe une indication objective de perte de valeur liée à un événement survenu postérieurement à la mise en place du prêt ou à l'acquisition de l'actif, que cet événement affecte les flux de trésorerie futurs dans leur quantum ou leur échéancier et que ses conséquences peuvent être estimées de façon fiable. L'analyse de l'existence éventuelle d'une dépréciation est menée au niveau individuel ou au niveau d'un portefeuille.

Constitue notamment une indication objective de perte de valeur toute donnée observable afférente aux événements suivants : l'existence d'impayés, la connaissance ou l'observation de toutes autres difficultés financières significatives de la contrepartie, les concessions consenties aux termes des crédits, qui ne l'auraient pas été en l'absence de difficultés financières de l'emprunteur.

La dépréciation est mesurée comme la différence entre la valeur comptable avant dépréciation et la valeur actualisée des flux futurs estimés recouvrables, sur la base d'une approche statistique du risque ou au niveau de chaque dossier en tenant compte des éventuelles garanties. Deux approches statistiques sont appliquées, la méthode statistique basée sur les EAD (Exposure at default), PD (Probabilité de défaut) et LGD (Loss Given Default) des pertes de crédit attendues qui est applicable au portefeuille de crédit consommation de la France ; et la méthode statistique historique de mesure de pertes de crédit attendues sur les autres portefeuilles de crédit.

Compte-tenu des caractéristiques de ses portefeuilles de crédit, BNP Paribas Personal Finance utilise par simplification les taux d'intérêt contractuels clients pour l'actualisation et non les taux d'intérêt effectifs.

Par ailleurs, des contextes particuliers peuvent conduire BNP Paribas Personal Finance à constater en coût du risque des ajustements complémentaires lorsque nécessaire.

Lorsqu'intervient la restructuration d'une créance pour cause de difficultés financières de l'emprunteur, celle-ci est spécifiquement identifiée et donne lieu au calcul d'une décote représentant l'écart, en valeur actualisée, entre les nouvelles conditions de rémunération et les conditions initiales de rémunération de ladite créance. Les décotes constituées à la restructuration sont comptabilisées en déduction de l'actif. Elles sont reprises en résultat de façon actuarielle sur la durée de vie résiduelle de la créance.

Au compte de résultat, les dotations et reprises de provisions et de dépréciations, les pertes sur créances irrécupérables, les récupérations sur créances amorties et les constitutions de décotes calculées sur les créances restructurées sont regroupées dans la rubrique « coût du risque ».

L'étalement actuariel de la décote sur créances restructurées et la reprise des effets d'actualisation figurent au même titre que les intérêts dans le produit net bancaire.

#### **1.D. Operations de titrisation.**

BNP Paribas Personal Finance procède à des opérations de titrisation par le biais de fonds communs de créances classiques et de fonds communs de titrisation rechargeables ou à compartiments.

Le montant des crédits figurant au bilan se trouve réduit des créances cédées dans le cadre de ces opérations.

Une réserve constituée au sein du fonds est soit prélevée sur l'excédent des flux des premiers mois, soit appelée à la création du fonds. Elle est utilisée comme garantie des parts prioritaires ou spécifiques émises par le fonds.

#### **1.E.Titres.**

Les titres sont classés dans les catégories suivantes : titres de placement, autres titres détenus à long terme, titres de participation et parts dans les entreprises liées.

— **Titres de placement** : Sont acquis avec un objectif de détention supérieure à 6 mois, sans que cet objectif implique une conservation jusqu'à l'échéance, sont évalués au plus bas de leur prix d'acquisition et de leur prix de marché.

Conformément à la réglementation, les parts spécifiques émises par les fonds communs de créances qui supportent par priorité les risques de défaillance des débiteurs de créances constituant ces fonds entrent dans cette catégorie.

— **Titres de participation, autres titres détenus à long terme et parts dans les entreprises liées** : Les autres titres détenus à long terme sont des actions et valeurs assimilées que la société entend détenir durablement pour en retirer à plus ou moins longue échéance une rentabilité satisfaisante, sans pour autant intervenir dans la gestion des entreprises dont les titres sont détenus, mais avec l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice.

Les titres de participation sont constitués des participations pour lesquelles BNP Paribas Personal Finance dispose d'une influence notable sur les organes d'administration des sociétés émettrices et des participations présentant un caractère stratégique pour le développement des activités de BNP Paribas Personal Finance.

Les parts dans les entreprises liées sont constituées d'actions et autres titres à revenu variable détenus dans les entreprises liées pour lesquelles BNP Paribas Personal Finance dispose d'un contrôle exclusif, c'est-à-dire celles susceptibles d'être incluses par intégration globale dans le Groupe.

Les titres détenus dans ces catégories sont comptabilisés individuellement au plus bas de leur valeur d'acquisition ou de leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée, pour chaque titre, par référence à une méthode d'évaluation documentée fondée sur les éléments disponibles tels que l'actualisation des flux futurs, l'actif net réévalué et/ou les multiples communément utilisés qui leur sont relatifs pour apprécier les perspectives de rentabilité.

Les plus ou moins-values de cession et les mouvements de dotation ou reprises de dépréciation sont enregistrés dans la rubrique "Gains ou pertes sur actifs immobilisés" du compte de résultat.

Les dividendes sont enregistrés dès que leur paiement a fait l'objet d'une résolution d'Assemblée Générale ou lors de leur encaissement lorsque la décision de l'Assemblée n'est pas connue. Ils sont enregistrés dans la rubrique « Revenus des titres à revenu variable ».

#### **1.F. Crédit-bail, location avec option d'achat.**

Les contrats de location d'actifs loués à des tiers, pour lesquels il y a un transfert au preneur de l'essentiel des risques et avantages de l'actif sont enregistrés dans cette rubrique.

Ces actifs sont comptabilisés en tant qu'immobilisations. Cette rubrique comprend les immobilisations nettes d'amortissements et les loyers impayés nets des dépréciations. Ces dépréciations correspondent à la différence entre la valeur brute de l'encours et la valeur actualisée au taux de rendement interne des flux futurs estimés recouvrables sur la base d'une approche statistique du risque.

L'encours douteux des opérations de crédit-bail et de location avec option d'achat comprend les échéances impayées des dossiers présentant au moins un loyer impayé depuis plus de trois mois. Des délais de déclassement plus courts peuvent être retenus, notamment pour les créances rendues exigibles ou dépréciées.

Les encours douteux compromis qui constituent une sous-catégorie des encours douteux se composent des créances contentieuses et les loyers impayés des dossiers classés en douteux depuis plus d'un an.

Les durées d'amortissement pratiquées sur les principales catégories de matériels financés sont :

- 4 ans pour les automobiles, deux-roues et camping-cars,
- 5 ans pour les caravanes,
- de 5 à 10 ans pour les bateaux.

BNP Paribas Personal Finance suit les préconisations du communiqué du CNC du 6 décembre 2005 ainsi que de l'avis 2006C du 4 octobre 2006 du Comité d'Urgence, relatifs aux modalités d'amortissement des immobilisations faisant l'objet d'opérations de crédit-bail ou de location avec option d'achat et assimilées prévues aux articles 313-1 et 313-7 du Code monétaire et financier. Cette option permet aux crédits bailleurs d'appliquer le mode d'amortissement financier, la dotation à l'amortissement de chaque exercice est alors égale à la fraction du loyer acquise au titre de cet exercice, qui correspond à l'amortissement du capital engagé pour l'acquisition des biens donnés en location.

### 1.G. Immobilisations.

Les immobilisations sont enregistrées à leur coût d'acquisition augmenté des frais directement attribuables, et des coûts d'emprunt encourus lorsque la mise en service des immobilisations est précédée d'une période de construction ou d'adaptation.

Les logiciels développés par la Banque, lorsqu'ils remplissent les critères d'immobilisation sont immobilisés pour leur coût direct de développement qui inclut les dépenses externes et les frais de personnel directement affectables au projet.

Après comptabilisation initiale, les immobilisations sont évaluées à leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes éventuelles de valeur.

Les immobilisations sont amorties selon le mode linéaire et sur la durée d'utilité attendue du bien. Les dotations aux amortissements sont comptabilisées dans la rubrique « Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles » du compte de résultat.

La fraction des amortissements pratiqués qui excède l'amortissement économique, principalement calculé sur le mode linéaire, est enregistrée dans la rubrique « Provisions réglementées : amortissements dérogatoires » au passif du bilan. Aucun effet d'impôt différé n'est calculé sur les amortissements dérogatoires.

Lorsqu'une immobilisation est composée de plusieurs éléments pouvant faire l'objet de remplacement à intervalles réguliers, ayant des utilisations différentes ou procurant des avantages économiques selon un rythme différent, chaque élément est comptabilisé séparément et chacun des composants est amorti selon un plan d'amortissement qui lui est propre. Cette approche par composants a été retenue pour les immeubles d'exploitation.

Les durées d'amortissement pour les immeubles de bureaux sont de 60 ans pour le gros œuvre, 30 ans pour les façades, 20 ans pour les installations générales et techniques et 10 ans pour les agencements.

Les logiciels sont amortis selon leur nature, sur des durées n'excédant pas 3 ou 5 ans pour les développements essentiellement liés à la production de services rendus à la clientèle et 8 ans pour les développements d'infrastructure.

Les immobilisations amortissables font en outre l'objet d'un test de dépréciation lorsqu'à la date de clôture, d'éventuels indices de perte de valeur sont identifiés. Les immobilisations non amortissables font l'objet d'un test de dépréciation systématique au moins une fois par an.

Si un indice de dépréciation est identifié, la nouvelle valeur recouvrable de l'actif est comparée à la valeur nette comptable de l'immobilisation. En cas de perte de valeur significative, une dépréciation est constatée en compte de résultat. La dépréciation est reprise en cas de modification de l'estimation de la valeur recouvrable ou de disparition des indices de dépréciation sauf dans le cas du fonds commercial et du mali technique résiduel (cf. infra) affecté au fonds commercial. Les dépréciations sont comptabilisées dans la rubrique « Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles » du compte de résultat.

- Le fonds commercial est présumé avoir une durée d'utilisation non limitée dans le temps. Il est donc non amortissable, sans qu'il soit nécessaire d'en justifier. Toutefois, cette présomption est réfutable, ce qui signifie que s'il existe une durée d'utilisation limitée dans le temps, le fonds commercial doit être amorti sur sa durée d'utilisation réelle ou forfaitaire (10 ans) s'il n'est pas possible d'évaluer cette durée de façon fiable. Par ailleurs, si le fonds commercial n'est pas amorti, il doit être soumis à un test de dépréciation annuel qu'il y ait ou qu'il n'y ait pas d'indice de perte de valeur.
- Le mali technique résultant des opérations de fusions et assimilées est affecté aux différents éléments apportés dans la limite des plus-values latentes identifiées. Cette affectation est effectuée dans des sous-comptes dédiés des actifs concernés et suit les règles d'amortissement et de provisionnement de ces actifs.
- Le mali technique résiduel après affectation aux différents actifs sous-jacents (cf. supra) est porté pour son solde net en fonds commercial.

Les plus ou moins-values de cession des immobilisations d'exploitation sont enregistrées au compte de résultat dans la rubrique « Gains ou pertes sur actifs immobilisés ».

## 1.H. Créances et dettes envers les établissements de crédit.

Les créances et dettes envers les établissements de crédit sont présentées selon leur nature. Les intérêts courus sur ces créances et ces dettes sont enregistrés au bilan parmi les créances et les dettes rattachées.

— Créances sur établissements de crédit : Les créances sur les établissements de crédit recouvrent l'ensemble des créances, y compris les créances subordonnées, détenues au titre d'opérations bancaires sur des établissements de crédit à l'exception de celles matérialisées par un titre. Les créances sur les établissements de crédit sont inscrites au bilan à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus non échus.

— Dettes envers les établissements de crédit : Les dettes envers les établissements de crédit sont présentées selon leur nature : à vue ou à terme pour les établissements de crédit ; titres et valeurs donnés en pension. Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés au bilan parmi les dettes rattachées.

### 1.I. Instruments financiers à terme.

Les engagements sur instruments financiers à terme sont contractés sur différents marchés pour des besoins de couverture spécifique ou globale des actifs et des passifs ou à des fins de transaction.

Les engagements relatifs à ces instruments sont enregistrés au hors-bilan pour la valeur nominale des contrats. Leur traitement comptable dépend de la stratégie de gestion de ces instruments.

— Instruments financiers dérivés détenus à des fins de couverture : Les produits et charges relatifs aux instruments financiers dérivés à terme utilisés à titre de couverture, affectés dès l'origine à un élément ou à un ensemble homogène d'éléments identifiés, sont constatés dans les résultats de manière symétrique à la prise en compte des produits et des charges sur les éléments couverts et sous la même rubrique comptable. Les charges et produits relatifs aux instruments financiers à terme ayant pour objet de couvrir et de gérer un risque global de taux d'intérêt sont inscrits au prorata temporis au résultat.

### 1.J. Avantages bénéficiant au personnel.

Les avantages consentis au personnel de BNP Paribas Personal Finance sont classés en quatre catégories :

- Les indemnités de fin de contrat de travail versées notamment dans le cadre de plans de cessation anticipée d'activité ;
- Les avantages à court terme tels que les salaires, les congés annuels, l'intéressement, la participation, l'abondement ;
- Les avantages à long terme qui comprennent les congés rémunérés (le compte épargne temps) et les primes liées à l'ancienneté, certaines rémunérations différées versées en numéraire ;
- Les avantages postérieurs à l'emploi constitués notamment en France par les compléments de retraite bancaire versés par les Caisses de retraite de BNP Paribas Personal Finance, par les primes de fin de carrière, et à l'étranger par les régimes de retraite portés pour certains d'entre eux par des fonds de pension.

— **Indemnités de fin de contrat de travail** : Les indemnités de fin de contrat de travail résultent de l'avantage accordé aux membres du personnel. Lors de la résiliation par BNP Paribas Personal Finance du contrat de travail avant l'âge légal du départ en retraite ou de la décision de membres du personnel de partir volontairement en échange d'une indemnité. Les indemnités de fin de contrat de travail exigibles plus de douze mois après la date de clôture font l'objet d'une actualisation.

— **Avantages à court terme** : L'entreprise comptabilise une charge lorsqu'elle a utilisé les services rendus par les membres du personnel en contrepartie des avantages qui leur ont été consentis.

— **Avantages à long terme** : Les avantages à long terme désignent les avantages, autres que les avantages postérieurs à l'emploi et les indemnités de fin de contrat de travail, qui ne sont pas dus intégralement dans les douze mois suivant la fin de l'exercice pendant lequel les membres du personnel ont rendu les services correspondants. La méthode d'évaluation actuarielle est similaire à celle qui s'applique aux avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies, mais les écarts actuariels sont comptabilisés immédiatement tout comme l'effet lié à d'éventuelles modifications de régime.

Sont notamment concernées par cette catégorie les rémunérations versées en numéraire et différées de plus de douze mois, qui sont provisionnées dans les comptes des exercices au cours desquels le salarié rend les services correspondants. Lorsque ces rémunérations variables différées sont soumises à une condition d'acquisition liée à la présence, les services sont présumés reçus sur la période d'acquisition et la charge de rémunération correspondante est inscrite, *prorata temporis* sur cette période, en frais de personnel en contrepartie d'un passif. La charge est révisée pour tenir compte de la non-réalisation des conditions de présence ou de performance, et pour les rémunérations différées indexées sur le cours de l'action BNP Paribas, de la variation de valeur du titre.

En l'absence de condition de présence, la rémunération variable différée est provisionnée immédiatement sans étalement dans les comptes de l'exercice auquel elle se rapporte ; le passif est ensuite réestimé à chaque clôture en fonction des éventuelles conditions de performance et pour les rémunérations différées indexées sur le cours de l'action BNP Paribas, de la variation de valeur du titre, et ce jusqu'à son règlement.

En France, les changements induits par la réforme des retraites promulguée le 14 avril 2023 constituent une modification de régime pour les indemnités de fin de carrière selon dont l'impact comptabilisé en compte de résultat est non significatif.

— **Avantages postérieurs à l'emploi** : Les avantages postérieurs à l'emploi dont bénéficient les salariés de BNP Paribas Personal Finance en France et à l'étranger résultent de régimes à cotisations définies et de régimes à prestations définies.

Les régimes qualifiés de « régimes à cotisations définies », comme la Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse qui verse une pension de retraite aux salariés français de BNP Paribas Personal Finance ainsi que les régimes de retraite nationaux

complémentaires et interprofessionnels, ne sont pas représentatifs d'un engagement pour l'Entreprise et ne font l'objet d'aucune provision. Le montant des cotisations appelées pendant l'exercice est constaté en charges.

Seuls les régimes qualifiés de « régimes à prestations définies », soit notamment les compléments de retraite versés par les Caisses de retraite de BNP Paribas Personal Finance et les primes de fin de carrière, sont représentatifs d'un engagement à la charge de l'Entreprise qui donne lieu à évaluation et provisionnement.

Le classement dans l'une ou l'autre de ces catégories s'appuie sur la substance économique du régime pour déterminer si BNP Paribas Personal Finance est tenu ou pas, par les clauses d'une convention ou par une obligation implicite, d'assurer les prestations promises aux membres du personnel.

Les avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies font l'objet d'évaluations actuarielles tenant compte d'hypothèses démographiques et financières. Le montant provisionné de l'engagement est déterminé en utilisant les hypothèses actuarielles retenues par l'Entreprise et en appliquant la méthode des unités de crédit projetées. Cette méthode d'évaluation tient compte d'un certain nombre de paramètres tels que des hypothèses démographiques, de départs anticipés, d'augmentations des salaires et de taux d'actualisation et d'inflation, ces paramètres tiennent compte des conditions propres au pays de la société. La valeur d'actifs éventuels de couverture est ensuite déduite du montant de l'engagement. Lorsque le montant des actifs de couverture excède la valeur de l'engagement, un actif n'est comptabilisé que s'il est représentatif d'un avantage économique futur prenant la forme d'une économie de cotisations futures ou d'un remboursement attendu d'une partie des montants versés au régime.

La mesure de l'obligation résultant d'un régime et de la valeur de ses actifs de couverture peut évoluer fortement d'un exercice à l'autre en fonction de changements d'hypothèses actuarielles et entraîner des écarts actuariels. Les écarts actuariels et les effets de plafonnement de l'actif sont comptabilisés intégralement en résultat ; le produit attendu des placements est déterminé en utilisant le taux d'actualisation des engagements.

Concernant les indemnités de fin de carrière comptabilisées dans les avantages postérieurs à l'emploi L'IFRIC (« IFRS Interpretations Committee » ou « Comité d'interprétation des normes IFRS ») a émis en juin 2021 une proposition de décision validée par l'International Accounting Standards Board qui modifie la manière de calculer les engagements relatifs à certains régimes à prestations définies de type Indemnités de Fin de Carrière (IFC). Ces régimes ouvrent progressivement des droits à indemnités qui ne seront réglés que s'il y a un départ effectif en retraite mais le nombre d'années de prise en compte des droits est plafonné. Jusqu'alors les droits à indemnités étaient comptabilisés linéairement de la date d'entrée dans la société jusqu'à la date de départ effective en retraite sans tenir compte du plafonnement des droits. Maintenant les droits à indemnités sont comptabilisés linéairement en prenant une date de départ des droits tenant compte du nombre d'années plafonnées jusqu'à la date de départ en retraite. En normes comptables françaises, les droits seront également comptabilisés de la même façon, en appliquant par choix la méthode 2 b) prévue dans la recommandation de l'Autorité des Normes Comptables n° 2013-02 du 7 novembre 2013 modifiée en date du 5 novembre 2021.

#### **1.K. Enregistrement des produits et des charges.**

Les intérêts et commissions assimilées sont comptabilisés pour leur montant couru, constaté prorata temporis. Les commissions assimilées aux intérêts comprennent notamment certaines commissions perçues lorsque celles-ci sont incorporées dans la rémunération des prêts (frais de dossier). Les coûts marginaux de transaction que la Banque supporte à l'occasion de l'octroi ou de l'acquisition d'un concours font également l'objet d'un étalement sur la durée de vie effective du crédit.

Les commissions non assimilées à des intérêts et correspondant à des prestations de service sont enregistrées à la date de réalisation de la prestation ou de façon proratisée sur la durée du service rendu lorsque celui-ci est continu.

Les frais d'acquisition de titres sont inscrits directement en charges.

#### **1.L. Coût du risque.**

La rubrique « coût du risque » comprend les charges résultant de la manifestation de risques de contrepartie et de crédit, litiges et fraudes inhérents à l'activité bancaire réalisée avec des tiers.

Les dotations nettes aux provisions ne relevant pas de tels risques sont classées dans les rubriques du compte de résultat correspondant à leur nature.

#### **1.M. Impôt sur les sociétés.**

L'impôt sur les bénéfices constitue une charge de la période à laquelle se rapportent les produits et les charges, quelle que soit la date de son paiement effectif.

Lorsque la période sur laquelle les produits et les charges concourant au résultat comptable ne coïncide pas avec celle au cours de laquelle les produits sont imposés et les charges déduites, BNP Paribas Personal Finance comptabilise un impôt différé, déterminé selon la méthode du report variable prenant pour base l'intégralité des différences temporaires entre les valeurs comptables et fiscales des éléments du bilan et les taux d'imposition applicables dans le futur dès lors qu'ils ont été votés.

Les impôts différés actifs font l'objet d'un enregistrement comptable tenant compte de la probabilité de récupération qui leur est attachée.

Faisant suite aux préconisations du Pilier II de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) portant sur la réforme de la fiscalité internationale, l'Union Européenne a adopté le 14 décembre 2022 la directive 2022/2523 instaurant une imposition minimale des groupes internationaux en matière d'impôt sur le résultat, applicable au 1er janvier 2024. A l'instar de ce qui est prévu dans les comptes consolidés du Groupe, BNP Paribas Personal Finance applique également dans ses comptes sociaux l'exception obligatoire et temporaire offerte par l'IASB de ne pas comptabiliser les impôts différés liés à cette



imposition complémentaire. La réforme Pilier II n'a pas d'impact pour le Groupe lors de son adoption, car au 1er janvier 2024 le Groupe ne détient aucune filiale avec un taux d'imposition inférieur à 15%.

**1.N. Participation des salaires.**

Conformément à la réglementation française, BNP Paribas Personal Finance enregistre le montant de la participation dans le compte de résultat de l'exercice au titre duquel le droit des salariés est né. La dotation est inscrite dans la rubrique « Frais de personnel ».

**2. – Notes relatives au compte de résultat de l'exercice 2024.****2.A. Intérêts produits et charges assimilés :**

(En milliers d'Euros)	Exercice 2024		Exercice 2023	
	Produits	Charges	Produits	Charges
<b>Etablissements de crédit</b>	<b>154 468</b>	<b>-995 963</b>	<b>132 253</b>	<b>-910 720</b>
Comptes à vue, prêts et emprunts	109 382	-843 866	83 756	-764 093
Titres reçus (donnés) en pension livrée		-4 820		-5 438
Prêts subordonnés	45 086	-147 277	48 497	-141 189
<b>Clientèle</b>	<b>1 001 494</b>	<b>-2 711</b>	<b>1 026 479</b>	<b>-6 515</b>
Comptes à vue, prêts et comptes à terme	998 350	-2 711	1 023 407	-6 515
Prêts subordonnés	3 144		3 072	
<b>Dettes représentées par un titre</b>				
<b>Obligations et autres titres à revenu fixe</b>	<b>22 105</b>	<b>-932</b>	<b>36 596</b>	<b>-1 399</b>
Titres de placement	22 105	-932	36 596	-1 399
Titres d'investissement				
<b>Instruments de macro-couverture</b>	<b>706 317</b>	<b>-408 475</b>	<b>643 310</b>	<b>-300 580</b>
<b>Produits et charges d'intérêts</b>	<b>1 884 384</b>	<b>-1 408 081</b>	<b>1 838 638</b>	<b>-1 219 214</b>

**2.B. Revenus de titres à revenu variable :**

(En milliers d'Euros)	Exercice 2024	Exercice 2023
Titres de placement et assimilés		
Participations et autres titres détenus à long terme	20 352	43 192
Parts dans les entreprises liées	194 440	402 825
<b>Revenus des titres à revenu variable</b>	<b>214 792</b>	<b>446 017</b>

**2.C. Commissions nettes :**

(En milliers d'Euros)	Exercice 2024		Exercice 2023	
	Produits	Charges	Produits	Charges
<b>Opérations bancaires et financières</b>	<b>35 225</b>	<b>-9 151</b>	<b>40 149</b>	<b>-19 165</b>
Opérations avec la clientèle	34 988	-8 575	39 929	-17 928
Autres	237	-576	220	-1 237
<b>Prestations de services financiers</b>	<b>49 012</b>	<b>-15 748</b>	<b>57 318</b>	<b>-15 261</b>
<b>Produits et charges de commissions</b>	<b>84 237</b>	<b>-24 899</b>	<b>97 467</b>	<b>-34 426</b>

**2.D. Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociations, de placement et assimilés :**

(En milliers d'Euros)	Exercice 2024	Exercice 2023
Résultat sur opérations des instruments financiers		-10
Résultat sur opérations de change	9 421	1 081
<b>Gains nets sur opérations des portefeuilles de négociation</b>	<b>9 421</b>	<b>1 071</b>
Résultat sur opération des titres de placement	-31	
<b>Gains nets sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés</b>	<b>-31</b>	

**2.E. Autres produits et charges d'exploitation bancaire.**

Sont notamment enregistrées dans ce poste :

- Les ristournes et commissions diverses rétrocédées par les compagnies d'assurance qui participent à la couverture des risques liés aux opérations de crédit,
- Les commissions provenant du placement auprès de la clientèle de produits d'assurance vie, de capitalisation et d'assistance,
- Les quotes-parts de résultats de sociétés en participation et des sociétés en nom collectif dont la société est membre.

Les encours de crédits gérés dans des sociétés en participation dont BNP Paribas Personal Finance est membre, et qui ne figurent pas à son propre bilan, ont évolué de la manière suivante :

(En milliers d'Euros)	Exercice 2024	Exercice 2023
SEP avec des partenaires du monde de la distribution	3 082 353	2 867 315
SEP avec des partenaires du monde financier	727 130	753 075
<b>Total</b>	<b>3 809 483</b>	<b>3 620 390</b>

BNP Paribas Personal Finance s'est associée avec des partenaires dans le cadre de sociétés en participation. A ce titre, la société perçoit de celles-ci des produits qui rémunèrent ses apports aux opérations de crédit communes sous forme de quotes-parts de résultat. En contrepartie, elle enregistre directement dans ses comptes, sans passer par les résultats des sociétés en participation, les charges qui lui incombent au titre de la réalisation des apports.

Les encours gérés peuvent être portés, selon les cas, soit au bilan d'un autre associé de la société en participation ayant le statut d'établissement financier, celui-ci pouvant être une société détenue conjointement par BNP Paribas Personal Finance et son partenaire, soit directement au bilan de BNP Paribas Personal Finance.

Les produits dégagés par les opérations de crédit communes, c'est à dire la quote-part de résultat lui revenant, sont inclus dans les " Autres produits d'exploitation bancaire ".

## 2.F. Coût du risque :

(En milliers d'Euros)	Exercice 2024	Exercice 2023
<b>Dotations ou reprises nettes aux provisions de l'exercice</b>	<b>-9 649</b>	<b>250 730</b>
Clientèle et établissements de crédit	-312	254 934
Engagements par signature	-9 338	-4 203
Titres	1	-1
<b>Créances irrécouvrables</b>	<b>-424 004</b>	<b>-846 323</b>
<b>Récupération sur créances amorties</b>	<b>41 770</b>	<b>36 607</b>
<b>Coût du risque</b>	<b>-391 883</b>	<b>-558 986</b>

## 2.G. Gains ou pertes nets sur actifs immobilisés :

(En milliers d'Euros)	Exercice 2024		Exercice 2023	
	Produits	Charges	Produits	Charges
<b>Participations et autres titres détenus à long terme</b>	<b>10 447</b>	<b>-54 826</b>	<b>3 459</b>	<b>-52 387</b>
Cessions	3	-1 901	689	-10
Provisions	10 444	-52 925	2 770	-52 377
<b>Parts dans les entreprises liées</b>	<b>219 693</b>	<b>-145 654</b>	<b>449 509</b>	<b>-579 923</b>
Cessions	219 693		18 609	-491 417
Provisions		-145 654	430 900	-88 506
<b>Immobilisations d'exploitation</b>	<b>160</b>	<b>-24 776</b>	<b>184</b>	<b>-21 693</b>
<b>Total</b>	<b>230 300</b>	<b>-225 256</b>	<b>453 152</b>	<b>-654 003</b>
<b>Gains nets sur actifs immobilisés</b>	<b>5 044</b>		<b>-200 851</b>	

**2.H. Impôt sur les bénéfices.** — La société est membre du groupe d'intégration fiscale dont BNP PARIBAS est la société-mère. Le poste « Impôts sur les sociétés » se décompose comme suit :

(En milliers d'Euros)	Exercice 2024	Exercice 2023
Impôts courants de l'exercice	-17 984	129 309
Impôts différés de l'exercice	-82 652	103 612
<b>Impôt sur les bénéfices</b>	<b>-100 636</b>	<b>232 921</b>

En 2024, la convention d'intégration fiscale entre BNP Paribas SA et BNP Paribas PF SA a été modifiée, un avenant a donc été signé courant 2024 applicable rétroactivement au 1er janvier 2024. Cet avenant revient à un régime dit « standard », ainsi les gains et pertes liés à l'intégration fiscale sont conservés par la tête du Groupe.

## 3. – Notes relatives au bilan au 31 décembre 2024.

## 3.A. Operations en devises :

(En milliers d'Euros)	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Actif	1 144 986	1 996 847
Passif	727 279	1 248 226

Ces opérations concernent principalement les titres de participation et d'entreprises liées, les créances à la clientèle et le refinancement correspondant.

## 3.B. Créances et dettes envers les établissements de crédit :

(En milliers d'Euros)	31 décembre 2024	31 décembre 2023
<b>Prêts et créances</b>	<b>5 308 157</b>	<b>4 665 272</b>
Comptes ordinaires débiteurs	166 407	176 464
Comptes à terme et prêts	4 626 862	3 769 524
Prêts subordonnés	514 888	719 284
<b>Prêts et créances sur les établissements de crédit avant dépréciation</b>	<b>5 308 157</b>	<b>4 665 272</b>
<i>Dont créances rattachées</i>	32 299	25 619
<i>Créances ratt. Provisions</i>		
Dépréciations relatives aux prêts et créances sur les EDC		-21
<b>Prêts et créances sur les établissements de crédit nettes de dépréciation</b>	<b>5 308 157</b>	<b>4 665 251</b>

(En milliers d'Euros)	31 décembre 2024	31 décembre 2023
<b>Dépôts et emprunts</b>	<b>18 645 582</b>	<b>19 210 815</b>
Comptes ordinaires créditeurs	167 441	143 743
Comptes à terme et emprunts	18 478 141	19 067 072
<b>Titres et valeurs donnés en pension</b>	<b>83 981</b>	<b>110 427</b>
<b>Dettes envers les établissements de crédit</b>	<b>18 729 563</b>	<b>19 321 242</b>
<i>Dont dettes rattachées</i>	338 657	326 986

## 3.C. Operations avec la clientèle :

(En milliers d'Euros)	31 décembre 2024	31 décembre 2023
<b>Prêts et créances</b>	<b>17 837 436</b>	<b>18 833 818</b>
Crédits à la clientèle	17 763 775	18 541 939
Prêts à la clientèle financière	22 670	232 492
Prêts subordonnés	50 991	59 387
<b>Opérations avec la clientèle avant dépréciation - Actif</b>	<b>17 837 436</b>	<b>18 833 818</b>
<i>Dont créances rattachées</i>	109 266	98 349
<i>Dont décotes sur crédits restructurés (*)</i>	-43 184	-247 557
<i>Dont créances douteuses</i>	1 510 365	1 474 841
<i>Dont créances douteuses compromises</i>	756 346	818 447
Dépréciations relatives aux créances sur la clientèle	-949 868	-912 404
<b>Opérations avec la clientèle nettes de dépréciation - Actif</b>	<b>16 887 568</b>	<b>17 921 414</b>

\* Dont la décote liée à Helvet Immo

(En milliers d'Euros)	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Comptes à terme	192 347	309 044
Comptes d'épargne à régime spécial	893	1 309
Autres sommes dues à la clientèle	63 932	65 015
<b>Opérations avec la clientèle - Passif</b>	<b>257 172</b>	<b>375 368</b>
<i>Dont dettes rattachées</i>	300	367

3.D. Cessions de créances (Operations de titrisation) :

(En milliers d'Euros)	Date de création du fonds	Montant cédé à l'origine	Cessions complémentaires de l'exercice	Cessions complémentaires depuis l'origine	Capital restant dû	Boni au 31/12/2024
Autonoria 2019	sept.-19	950 000		403 421		
Noria 2021	juil.-21	900 000		323 651	310 676	4 170
Noria 2023	juil.-23	500 000	133 575	215 166	449 364	-4 006

En 2024, le fonds de titrisation Autonoria 2019 a été liquidé en février 2024

3.E. Titres détenus :

(En milliers d'Euros)	31 décembre 2024	31 décembre 2023
	Valeur nette comptable	Valeur nette comptable
Placement	214 184	350 076
Investissement		
<b>Obligations et autres titres à revenu fixe</b>	<b>214 184</b>	<b>350 076</b>
Placement	92	92
<b>Actions et autres titres à revenu variable</b>	<b>92</b>	<b>92</b>
Participations	588 882	555 852
<i>Dont provisions</i>	-181 344	-129 206
Autres titres détenus à long terme	396	668
<i>Dont provisions</i>	-3	-1
<b>Participations et autres titres détenus à long terme</b>	<b>589 278</b>	<b>556 520</b>
Parts dans les entreprises liées	3 859 605	4 238 238
<i>Dont provisions</i>	-378 804	-240 768
<b>Parts dans les entreprises liées</b>	<b>3 859 605</b>	<b>4 238 238</b>

L'évolution des titres de participation, autres titres détenus à long terme et parts dans les entreprises liées au cours de l'exercice est présentée ci-après :

(En milliers d'Euros)	Valeurs brutes					Provisions					Valeurs nettes	
	01/01/2024	Acquisitions	Remboursements et cessions	Transferts et autres variations	31/12/2024	01/01/2024	Dotations	Reprises	Autres variations	31/12/2024	31/12/2024	31/12/2023
Titres d'investissements												
Part et ATDLT	685 727	54 432	-2 113	32 579	770 625	129 207	52 924	-784		181 347	589 278	556 520
<i>Dont mali de fusion sur titres de participation</i>	100 000				100 000	49 668	50 332			100 000		50 332
Parts dans les entreprises liées	4 479 006	86 128	-319 044	-7 681	4 238 409	240 768	138 029		7	378 804	3 859 605	4 238 238
<i>Dont mali de fusion sur parts dans les entreprises liées</i>	89 683				89 683	77 898	11 785			89 683		11 785
Immobilisations financières	5 164 733	140 560	-321 157	24 898	5 009 034	369 975	190 953	-784	7	560 151	4 448 883	4 794 758

Cessions de Magyar Cetelem Bank ZRT (Hongrie) et de 80% de Cetelem SA de CV (Mexique), les 20% restants ont été reclassés en autres titres détenus à long terme.

**3.F. Operations de Crédit-bail :**

(En milliers d'Euros)	31 décembre 2023	Acquisitions	Cessions	31 décembre 2024
Valeurs brutes	129 905	31 524	-46 633	114 796
Amortissements	-48 129	-24 200	28 016	-44 313
<b>Valeur nette comptable</b>	<b>81 776</b>	<b>7 324</b>	<b>-18 617</b>	<b>70 483</b>
Créances rattachées	1 798			1 617
Créances douteuses	1 364			1 930
Dépréciation pour créances douteuses	-1 178			-1 764
<b>Opérations de crédit bail</b>	<b>83 760</b>	<b>7 324</b>	<b>-18 617</b>	<b>72 266</b>

**3.G. Immobilisations d'exploitation :**

(En milliers d'Euros)	31 décembre 2024			31 décembre 2023
	Montant brut	Amort. et provisions	Montant net	Montant net
Logiciels informatiques	826 652	-734 640	92 012	87 368
Autres immobilisations incorporelles	808 348	-705 552	102 796	111 125
<b>Dont Immobilisations incorporelles - Mali de Fusion</b>	<b>729 500</b>	<b>-703 768</b>	<b>25 732</b>	<b>30 978</b>
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>1 635 000</b>	<b>-1 440 192</b>	<b>194 808</b>	<b>198 493</b>
Terrains et constructions	27 780	-15 250	12 530	12 708
Equipement, mobilier, installations	126 063	-105 816	20 247	19 792
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>153 843</b>	<b>-121 066</b>	<b>32 777</b>	<b>32 500</b>
<b>Totaux</b>	<b>1 788 843</b>	<b>-1 561 258</b>	<b>227 585</b>	<b>230 993</b>

**3.H. Autres actifs et passifs :**

(En milliers d'Euros)	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Comptes de règlement relatif aux opérations sur titres		1 053
Etat impôts et taxes	99 501	323 290
Avances permanentes aux GIE	18 470	18 630
Autres actifs divers	182 646	187 538
<b>Autres actifs</b>	<b>300 617</b>	<b>530 511</b>

(En milliers d'Euros)	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Etat impôts et taxes	11 155	16 526
Dépôts de garantie	292	404
Autres passifs divers	302 289	376 518
<b>Autres passifs</b>	<b>313 736</b>	<b>393 448</b>

**3.I. Comptes de régularisation :**

(En milliers d'Euros)	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Produits à recevoir	292 831	368 237
Valeurs à l'encaissement	3 343	53 057
Charges constatées d'avance	7 183	19 948
Autres comptes de régularisation débiteurs	25 240	25 346
<b>Comptes de régularisation - actif</b>	<b>328 597</b>	<b>466 588</b>

(En milliers d'Euros)	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Réévaluation des instruments dérivés et de change		-67
Charges à payer	285 228	275 524
Produits constatés d'avance	9 421	11 146
Autres comptes de régularisation créditeurs	34 287	54 137
<b>Comptes de régularisation - passif</b>	<b>328 936</b>	<b>340 740</b>

**3.J. Provisions :**

(En milliers d'Euros)	31 décembre 2023	Dotations	Reprises	Autres variations	31 décembre 2024
Provisions pour engagements sociaux	26 539	4	-5 823	4 961	25 681
Provisions pour engagements par signature	33 375	9 338	-10 859	-1	31 853
Autres provisions	459 343	43 662	-283 721	-542	218 742
<b>Provisions</b>	<b>519 257</b>	<b>53 004</b>	<b>-300 403</b>	<b>4 418</b>	<b>276 276</b>

Les reprises de provisions « Autres provisions » sont principalement constituées de la reprise de provision pour restructuration réimagine pour -89 M€ et de la reprise de provision sur le litige Helvet immo pour -157 M€.

**3.K. Dettes subordonnées :**

(En milliers d'Euros)	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Dettes subordonnées remboursables	1 888 175	2 204 550
Dettes rattachées	14 115	17 012
<b>Dettes subordonnées</b>	<b>1 902 290</b>	<b>2 221 562</b>

Ces emprunts subordonnés remboursables sont échéancés de la manière suivante :

(En milliers d'Euros)	Total	Durée restant à courir				
		Jusqu'à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts à durée déterminée	1 902 290					1 902 290

**4. – Engagements de financement et de garantie.****4.A. Engagements de financement.**

Les engagements de financement donnés sont relatifs aux crédits accordés à la clientèle non encore financés. Les engagements de financement reçus correspondent principalement à des lignes de refinancement accordées par BNP PARIBAS SA.

**4.B. Engagements de garantie.**

Les engagements de garantie donnés concernent essentiellement les garanties que BNP Paribas Personal Finance accorde pour couvrir le risque de défaillance de ses filiales lorsque ces dernières empruntent auprès des banques, et des garanties accordées à des filiales du groupe BNP PARIBAS.

**4.C. Engagements sur instruments financiers à terme.**

Les opérations sur instruments financiers à terme figurant au hors-bilan sont engagées dans le cadre de la couverture des fluctuations de taux et de change. Les montants notionnels des divers instruments financiers utilisés sont présentés ci-après :

(En milliers d'Euros)	31 décembre 2024	31 décembre 2023
<b>Opérations fermes de gré à gré</b>	<b>21 325 508</b>	<b>24 582 649</b>
Dont swaps de taux	21 325 508	24 582 649
Dont swaps de devises		
<b>Total</b>	<b>21 325 508</b>	<b>24 582 649</b>

**5. – Rémunérations et avantages consentis au personnel.**

(En milliers d'Euros)	Exercice 2024	Exercice 2023
Salaires et traitements	-324 374	-335 926
Charges sociales et fiscales	-63 218	-381 032
Participation et Intéressement des salariés	-33 081	-29 919
<b>Total frais de personnel</b>	<b>-420 673</b>	<b>-746 877</b>

Les effectifs moyens permanents en 2024 se décomposent comme suit :

Effectif au	Exercice 2024	Exercice 2023
Dont cadres	3 200	3 638
Dont techniciens de la banque	1 843	2 237
<b>Total BNP Paribas Personal finance</b>	<b>5 043</b>	<b>5 875</b>

Le montant global des rémunérations versées aux membres des organes de direction et d'administration s'est élevé à 1 375 milliers d'euros en 2024 contre 1 537 milliers d'euros en 2023.

**6. – Informations complémentaires.****6.A. Tableau de passage des capitaux propres :**

(En milliers d'Euros)	Capital	Primes d'émission et autres primes	Réserve légale	Autres réserves	Résultat de la période	Total capitaux propres
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2022</b>	<b>546 602</b>	<b>3 869 984</b>	<b>54 660</b>	<b>1 534 768</b>	<b>-243 136</b>	<b>5 762 878</b>
Résultat 2022				-243 136	243 136	
Augmentations de capital	37 233	552 767				590 000
Provisions réglementées				313		313
Autres variations	-1			-78		-79
Résultat de l'exercice 2023					-473 854	-473 854
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2023</b>	<b>583 834</b>	<b>4 422 751</b>	<b>54 660</b>	<b>1 291 867</b>	<b>-473 854</b>	<b>5 879 258</b>
Résultat 2023				-473 854	473 854	
Augmentations de capital	33 445	466 555				500 000
Provisions réglementées				254		254
Autres variations	1			26		27
Résultat de l'exercice 2024					-399 944	-399 944
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2024</b>	<b>617 280</b>	<b>4 889 306</b>	<b>54 660</b>	<b>818 293</b>	<b>-399 944</b>	<b>5 979 595</b>

**6.B. Echéances des emplois et des ressources :**

(En milliers d'Euros)	Opérations	Durée restant à courir					
	à vue au jour le jour	Jusqu'à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Dont Provisions	Total
<b>Emplois</b>							
Caisse, banques centrales et CCP		1					1
Effets publics et valeurs assimilées							
Créances sur les établissements de crédit	3 258 686	402 970	97 150	1 020 981	528 370		5 308 157
Opérations avec la clientèle et crédit-bail	770 588	1 081 619	2 265 664	6 994 628	5 847 334	-951 633	16 959 833
Obligations et autres titres à revenu fixe	3 286	33			210 865	-2 968	214 184
Actions et autres titres revenu variable		92					92
<b>Ressources</b>							
Dettes envers les établissements de crédit et Banques Centrales et CCP	738 345	2 983 275	4 677 904	9 498 828	831 594		18 729 945
Opérations avec la clientèle	103 464	63 708			90 000		257 172
Dettes représentées par un titre							

**6.C. Actifs donnés et reçus en garantie.**

Il n'y a pas d'engagements de garantie financière reçus au 31 décembre 2024 contre 10 millions d'euros au 31 décembre 2023.



6.D. Evènements post clôture.

Pas d'évènement post clôture.

6.E. Informations relatives aux entreprises liées et aux entreprises ayant un lien de participation :

(En milliers d'Euros)	Sociétés liées	Sociétés avec lien de participation
<b>Hors bilan</b>		
Engagements donnés en faveur d'établissements de crédit	339 824	115
Engagements reçus d'établissements de crédit	90 000	

Sont considérées comme entreprises liées, toutes les entreprises contrôlées de manière exclusive, incluses ou susceptibles d’ être incluses par intégration globale dans les comptes consolidés de BNP PARIBAS.

6.F. Informations sur les filiales, participations et parts sociales :

Libellé titre	Siren	Dev.	Capital	Réserves et RAN avant affectation des résultats	Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos)	PNB	Capital	Réserves et RAN avant affectation des résultats	Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos)	PNB	Quote-part de capital détenue
			en milliers de devises					en milliers d'Euros			
1. Renseignements détaillés sur chaque filiale et participation dont la valeur nette excède 1% du capital de BNP Paribas Personal Finance											
1. Filiales (détenues à + de 50%)											
Banco Cetelem SAU 3-3è Calle Retam 28045 Madrid Espagne	341 891 653	EUR	64 385	654 117	-1 171	355 341	64 385	654 117	-1 171	355 341	100%
Crédit moderne Antilles Guyane Rue René Rabat ZI Jarry 97122 Baie Mahault Guadeloupe		EUR	18 727	26 097	15 890	59 372	18 727	26 097	15 890	59 372	100%
Crédit Moderne Océan Indien 22 rue pierre Aubet 97490 sainte-Clotilde réunion	333 353 944	EUR	4 576	37 241	11 810	50 788	4 576	37 241	11 810	50 788	98%
Cofica bail 1 boulevard Haussmann 75009 paris France	399 181 924	EUR	14 486	152 971	5 415	33 672	14 486	152 971	5 415	33 672	100%
Findomestic Banca Spa 48 Via Jacopo da Diacceto 50123 Firenze Italie	412 768 160	EUR	659 403	1 153 747	86 547	956 531	659 403	1 153 747	86 547	956 531	100%
Cofiplan 1 boulevard Haussmann 75009 paris France		EUR	47 500	155 630	4 950	16 283	47 500	155 630	4 950	16 283	100%
Domofinance 1 boulevard Haussmann 75009 paris France	450 275 490	EUR	53 000	7 024	5 711	31 709	53 000	7 024	5 711	31 709	55%
Ekspres Bank AS Oldenburg allé 3 2630 Taastrup Danemark	562 068 684	DKK	1 488 000	2 059 960	-284 819	343 118	199 509	276 197	-38 188	46 005	100%
BNPP Personal Finance South Africa Ltd Liberty Grande CNR Voortrekker rd et Vangaurd drive 7460 Goodwood Afrique du Sud		ZAR	4	398 150	320 563	329 730		20 366	16 397	16 866	100%
Stellantis Bank 1,avenue du maïs 95105 Argenteuil cedex France		EUR	131 102	1 556 384	-37 086	-17 566	131 102	1 556 384	-37 086	-17 566	50%
2. Participations (détenues entre 10 et 50%)											
Carrefour Banque 1 place Copenic 91080 Courcouronnes France	313 811 515	EUR	151 333	332 266	-45 090		151 333	332 266	-45 090		40%
Union de Credits Inmobiliarios SA 3 rue retama Madrid Espagne		EUR	227 438	295 604	-58 068	61 187	227 438	295 604	-58 068	61 187	40%

<b>Servicios Financieros Carrefour EFC SA</b> 11-9a Calle Juan Esplandiu 28007 Madrid Espagne		EUR	18 567	253 807	-3 864		18 567	253 807	-3 864		37%
<b>Axa banque financement</b> 203-205 rue Camot - 94138 Fontenay sous bois cedex France	348 211 244	EUR	33 855	29 791	-1 008		33 855	29 791	-1 008		35%
<b>Zhejiang Wisdom Puhua Financial Leasing Co Ltd</b> No 88 Qixing avenue, Meishan, Beilun District, Ningbo City, Zhejiang Province		CNY	731 284	1 250 786	-400 509	610 746	98 132	167 844	-53 745	81 957	20%
<b>Evollis AO</b> 22-26 Quai de Bataclan 33300 Bordeaux	530 612 571	EUR	166	-386	183		166	-386	183		49%
<b>Genius Auto-Finance Co Ltd</b> 308 Jinkang road Pudong new area Shanghai chine		CNY	4 000 000	3 757 712	1 400 489	2 729 791	536 764	504 251	187 933	366 314	20%

Liste des sociétés dont BNP Paribas PERSONAL FINANCE est associé indéfiniment responsable :

<b>Sociétés en nom collectif</b> CORELIM	1, boulevard Haussmann, 75009 Paris
<b>Groupements d'intérêt économique</b> NEUILLY CONTENTIEUX	143, Rue Anatole France 92300 Levallois Perret
GEP CB	1, boulevard Haussmann, 75009 Paris
GAM CB	3, rue d'Antin, 75002 Paris
GIE CARTE BANCAIRE	151 Bis, rue St Honoré, 75001 Paris

#### 6.G. Identification de la société consolidante.

BNP Paribas Personal Finance est consolidée par intégration globale dans les comptes de BNP Paribas ayant son siège 16, boulevard des Italiens, 75009 Paris.

#### 6.H. Rapport de gestion.

Le rapport de gestion est tenu à la disposition des actionnaires à l'adresse du siège administratif de la société situé 143 rue Anatole France 92300 Levallois-Perret.

### IV. — Affectation du résultat.

<b>Résultat à répartir :</b>	
Résultat net	-399 944 649,50 €
Report à nouveau créateur	566 879 988,91€
<b>Total à affecter</b>	<b>166 935 339,41€</b>
<b>Emplois :</b>	
Réserves légales	0,00 €
Dividendes	0,00 €
Report à nouveau créateur	<b>166 935 339,41€</b>
<b>Total affecté</b>	<b>166 935 339,41€</b>

**V. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels.**

(Exercice clos le 31 décembre 2024.)

À l'assemblée générale de la société BNP Paribas Personal Finance

**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société BNP Paribas Personal Finance relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.821-67 du code de commerce.

**Fondement de l'opinion****Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

**Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Par ailleurs, les services autres que la certification des comptes que nous avons fournis au cours de l'exercice à votre société et aux entités qu'elle contrôle et qui ne sont pas mentionnés dans le rapport de gestion ou l'annexe des comptes annuels sont principalement l'émission d'attestations d'informations comptables et financières et l'émission d'attestation portant sur les procédures convenues relatives à certaines données utilisées pour le calcul des contributions au Fonds de Résolution Unique (« FRU »).

**Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

<b>Appréciation et évaluation du risque de crédit</b> <i>(Se référer aux notes 1.C, 1L, 2F, 3.C de l'annexe aux comptes annuels)</i>	
Risque identifié	Réponse du collège des commissaires aux comptes face à ce risque
<p>BNP Paribas Personal Finance comptabilise des dépréciations pour couvrir les risques de crédit inhérents à ses activités bancaires.</p> <p>Dans un contexte d'harmonisation de l'évaluation du risque de crédit avec le groupe BNP Paribas, BNP Paribas Personal Finance a progressivement mis en place une nouvelle méthode d'évaluation des pertes de crédit attendues (nouvelle estimation du critère d'augmentation significative du risque de crédit, des expositions en cas de défaut, des probabilités de défaut et des pertes en cas de défaut). Pour les portefeuilles non migrés au 31.12.2024, la méthode statistique historique est toujours appliquée.</p> <p>Pour ces deux méthodes, l'estimation des dépréciations fait intervenir le jugement de la direction notamment pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Apprécier la dégradation significative du risque de crédit et classer les encours douteux;</li> <li>- Estimer les paramètres de risque entrant dans le calcul des ECL</li> <li>- Ajuster le cas échéant les estimations des modèles pour tenir compte d'incertitudes qui ne seraient pas capturées par les modèles existants (provisions complémentaires).</li> </ul> <p>Dans ce contexte, nous avons considéré que l'estimation des pertes de crédit avérées (et en particulier les provisions complémentaires) constituaient un point clé de l'audit.</p> <p>Au 31 décembre 2024, le montant brut des opérations avec la clientèle exposée au risque de crédit s'élève à 17 764 millions d'euros ; le montant total des dépréciations s'élève à 950 millions d'euros.</p>	<p>Nous nous sommes assurés de la conformité des méthodologies de provisionnement appliquées par BNP Paribas Personal Finance avec le référentiel comptable en vigueur.</p> <p>Pour les portefeuilles ayant migré sous la nouvelle méthodologie, nous avons mené des diligences spécifiques suite à la mise en place de cette nouvelle méthodologie :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Prise de connaissance du processus opérationnel de calcul et identification des contrôles clés permettant de couvrir les risques opérationnels associés à ce processus; nous avons apprécié le design et l'implémentation de ces contrôles ainsi que leur efficacité opérationnelle.</li> <li>- Revue des modalités de calcul des paramètres de risques entrant dans l'estimation des pertes attendues issues du modèle (CHR, EAD, PD, LGD-cure, LGD Non Cure, Forward Looking), du processus de validation indépendante; nous avons reperformé le calcul d'une sélection d'indicateur</li> <li>- Mise d'un contre-calcul des pertes attendues sur un périmètre représentatif afin de s'assurer de la correcte application des paramètres aux différentes classes de risque ainsi que la bonne application des règles relatives à l'augmentation significative du risque de crédit</li> <li>- Analyses détaillées des impacts de transition (passage entre l'ancienne et la nouvelle norme ainsi que la revue de la stabilité des calculs entre la date de transition et la clôture du 31.12.24</li> </ul> <p>S'agissant des portefeuilles non migrés, nous avons revu :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Prise de connaissance du processus opérationnel de calcul et identification des contrôles clés permettant de couvrir les risques opérationnels associés à ce processus; nous avons apprécié le design et l'implémentation de ces contrôles ainsi que leur efficacité opérationnelle.</li> <li>- Le backtesting de paramètres de risque.</li> </ul> <p>Enfin, nous avons réalisé une revue de la variation de des taux de couverture et de la charge du risque et des éléments non récurrents.</p> <p>Et nous avons également examiné les informations publiées en annexe relatives au risque de crédit.</p>

<b>Evaluation des titres de participation, autres titres détenus à long-terme et parts dans les entreprises liées</b> <i>(Se référer aux notes 1.E., 2.B., 2.G., 3.E. de l'annexe aux comptes annuels)</i>	
<b>Risque identifié</b>	<b>Réponse du collège des commissaires aux comptes face à ce risque</b>
<p>Les titres de participation, autres titres détenus à long-terme et parts dans les entreprises liées sont comptabilisés au bilan pour une valeur nette comptable de 4 449 millions d'euros au 31 décembre 2024.</p> <p>Ils sont comptabilisés individuellement au plus bas de leur valeur d'acquisition ou de leur valeur d'utilité.</p> <p>La valeur d'utilité est déterminée, pour chaque titre, par référence à une méthode d'évaluation documentée fondée sur les éléments disponibles tels que l'actualisation des flux futurs ou l'actif net réévalué.</p> <p>Lorsque la valeur d'utilité des titres est inférieure à la valeur nette comptable, une dépréciation est constituée du montant de la différence.</p> <p>Compte tenu de leur poids au bilan, de la sensibilité des modèles utilisés aux hypothèses sur lesquelles se fondent les estimations, nous avons considéré l'évaluation de ces titres comme un point clé de notre audit.</p>	<p>Nos travaux ont consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Apprécier, sur la base d'échantillons, la justification des méthodes d'évaluation et hypothèses retenues par la direction pour déterminer les valeurs d'utilité ;</li><li>- Tester par sondage l'exactitude arithmétique des calculs des valeurs d'utilité retenues par la société.</li></ul> <p>Enfin, nous avons examiné les informations relatives aux titres de participation, autres titres détenus à long-terme et parts dans les entreprises liées publiées en annexe.</p>

**Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

**Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires**

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

**Informations relatives au gouvernement d'entreprise**

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

**Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires**

**Désignation des commissaires aux comptes**

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société BNP Paribas Personal Finance par l'assemblée générale d'avril 2006 pour le cabinet Deloitte & Associés et par l'assemblée générale tenue de mai 2023 pour le cabinet BDO Paris.

Au 31 décembre 2024, le cabinet Deloitte & Associés était dans la 19<sup>ème</sup> année de sa mission sans interruption et dans la 2<sup>ème</sup> année sans interruption pour le cabinet BDO Paris.

**Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.821-67 du code de commerce de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration du 1<sup>er</sup> avril 2025.

### **Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

#### **Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

#### **Rapport au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.821-67 du code de commerce**

Nous remettons au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.821-67 du code de commerce un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Nous fournissons également au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.821-67 du code de commerce la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.821-67 du code de commerce des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris et Paris-La Défense, le 23 avril 2025

Les commissaires aux comptes

BDO Paris  
Benjamin IZARIÉDeloitte & Associés  
Laurence DUBOIS**B. — Etats financiers consolidés 31 décembre 2024 établis selon les normes comptables IFRS adoptées par l'Union Européenne.**

Les états financiers consolidés du Groupe BNP Paribas Personal Finance sont présentés au titre des deux exercices 2024 et 2023. Il est précisé que l'exercice 2022 est consultable dans les états financiers consolidés 2023 disponibles sur le site des Journaux Officiels ([www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)).

**I. — Compte de résultat de l'exercice 2024.**

(En millions d'Euros)	Notes	Exercice 2024	Exercice 2023
Intérêts et produits assimilés	2.a	6 463	6 253
Intérêts et charges assimilées	2.a	-3 811	-3 419
Commissions (produits)	2.b	754	887
Commissions (charges)	2.b	-123	-181
Gains nets sur instruments financiers à la valeur de marché par résultat	2.c	6	19
Gains nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti			
Produits des autres activités	2.d	323	244
Charges des autres activités	2.d	-267	-204
<b>Produit net bancaire</b>		<b>3 345</b>	<b>3 599</b>
Frais de personnel	7.a	-1 015	-1 331
Autres charges générales d'exploitation	2.e	-921	-1 053
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	5.k	-165	-171
<b>Résultat brut d'exploitation</b>		<b>1 244</b>	<b>1 044</b>
Coût du risque	2.f	-1 125	-1 221
Autres charges nettes pour risque sur instruments financiers	2.g		-221
<b>Résultat d'exploitation</b>		<b>119</b>	<b>-398</b>
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	5.j	-16	4
Gains nets sur autres actifs immobilisés	2.h	65	-377
Ecart d'acquisition	5.l		
<b>Résultat avant impôt</b>		<b>168</b>	<b>-771</b>
Impôt sur les bénéfices	2.i	-284	34
<b>Résultat net</b>		<b>-116</b>	<b>-737</b>
<i>Dont intérêts minoritaires</i>	8.d	110	133
Résultat net, part du groupe		-226	-870
Résultat par action	8.a	-2,70	-10,83

**II. — Etat du résultat net et des variations d'actifs et de passifs comptabilisées directement en capitaux propres.**

(En millions d'Euros)	Exercice 2024	Exercice 2023
<b>Résultat net</b>	<b>-116</b>	<b>-737</b>
<b>Variations d'actifs et passifs comptabilisées directement en capitaux propres</b>	<b>-29</b>	<b>310</b>
<b>Eléments pouvant être rapportés au résultat</b>	<b>-38</b>	<b>322</b>
Variations de valeur des éléments relatifs aux parités monétaires	51	495
Variations de valeur différées des instruments dérivés de couverture		
Variations de valeur portées en capitaux propres	-102	-138
Variations de valeur rapportées au résultat de la période		
Impôts sur les bénéfices	27	34
Variations de valeur des éléments relatifs aux sociétés mises en équivalence nettes d'impôt	-14	-69
<b>Eléments ne pouvant être rapportés au résultat</b>	<b>9</b>	<b>-12</b>
Variations de valeur des actifs financiers en valeur de marché par capitaux propres sur option	1	
Effets des réestimations sur les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	12	-17
Impôts sur les bénéfices	-4	5
Variations de valeur des éléments relatifs aux sociétés mises en équivalence nettes d'impôt		
<b>Total</b>	<b>-145</b>	<b>-427</b>
Part du Groupe	-278	-572
Part des minoritaires	133	145

**III. — Bilan au 31 décembre 2024.**  
 (En millions d'Euros)

Actif	Notes	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Caisse, banques centrales		746	916
Instruments financiers en valeur de marché par résultat			
Portefeuille de titres	5.a	31	79
Prêts et opérations de pension	5.a		
Instruments financiers dérivés	5.a	10	34
Instruments financiers dérivés de couverture	5.b	475	817
Actifs financiers en valeur de marché par capitaux propres			
Instruments de capitaux propres	5.c	3	2
Actifs financiers au coût amorti			
Prêts et créances sur les établissements de crédit	5.e	5 978	6 062
Prêts et créances sur la clientèle	5.e	81 893	84 012
Titres de dette	5.e	145	221
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	5.b	54	-280
Actifs d'impôts courants et différés	5.h	737	1 065
Comptes de régularisation et actifs divers	5.i	2 134	1 899
Participations dans les entreprises mises en équivalence	5.j	1 014	1 028
Immobilisations corporelles et immeubles de placement	5.k	697	882
Immobilisations incorporelles	5.k	357	391
Ecarts d'acquisition	5.l	1 128	1 215
<b>Total actif</b>		<b>95 402</b>	<b>98 343</b>



<b>Dettes</b>	<b>Notes</b>	<b>31 décembre 2024</b>	<b>31 décembre 2023</b>
<b>Dettes</b>			
Instruments financiers en valeur de marché par résultat			
Instruments financiers dérivés	5.a	11	34
Instruments financiers dérivés de couverture	5.b	515	299
Passifs financiers au coût amorti			
Dettes envers les établissements de crédit	5.f	67 747	70 314
Dettes envers la clientèle	5.f	8 319	5 739
Dettes représentées par un titre	5.g	4 286	6 388
Dettes subordonnées	5.g	1 813	1 926
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	5.b	-6	-6
Passifs d'impôts courants et différés	5.h	216	197
Comptes de régularisation et passifs divers	5.i	1 972	2 639
Provisions pour risques et charges	5.m	471	782
<b>Total dettes</b>		<b>85 344</b>	<b>88 312</b>
<b>Capitaux propres</b>			
Capital et réserves		<b>9 206</b>	<b>9 776</b>
Résultat de la période, part du Groupe		<b>-226</b>	<b>-870</b>
<b>Total capital, réserves consolidées et résultat de la période, part du Groupe</b>		<b>8 980</b>	<b>8 906</b>
Variations d'actifs et passifs comptabilisées directement en capitaux propres		-132	-80
<b>Total part du Groupe</b>		<b>8 848</b>	<b>8 826</b>
Intérêts minoritaires	8.d	1 210	1 205
<b>Total capitaux propres</b>		<b>10 058</b>	<b>10 031</b>
<b>Total passif</b>		<b>95 402</b>	<b>98 343</b>

## IV. — Tableau des flux de trésorerie relatifs à l'exercice 2024.

(En millions d'Euros)	Notes	Exercice 2024	Exercice 2023
<b>Résultat avant impôt</b>		<b>168</b>	<b>-771</b>
<b>Eléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôt et autres ajustements hors résultat</b>		<b>1 009</b>	<b>1 544</b>
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles		207	202
Dotations nettes aux provisions des autres immobilisations et dépréciation des écarts d'acquisition			-1
Dotations nettes aux provisions		962	1 640
Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence		16	-4
Charges (produits) nets des activités d'investissement		-58	384
Produits nets des activités de financement		-1	-3
Autres mouvements		-117	-674
<b>Diminution nette liée aux actifs et passifs provenant des activités opérationnelles</b>		<b>-213</b>	<b>-2 210</b>
Diminution nette liée aux opérations avec la clientèle et les établissements de crédit		-467	-3 073
Augmentation nette liée aux opérations affectant les autres actifs ou passifs financiers		35	882
Diminution nette liée aux opérations affectant les actifs ou passifs non financiers		133	-53
Impôts versés		86	34
<b>Diminution (augmentation) nette de la trésorerie générée par l'activité opérationnelle</b>		<b>964</b>	<b>-1 437</b>
Augmentation (Diminution) nette liée aux actifs financiers et aux participations		123	405
Diminution nette liée aux immobilisations corporelles et incorporelles		-162	-208
<b>Augmentation (diminution) nette de la trésorerie liée aux opérations d'investissement</b>		<b>-39</b>	<b>197</b>
Augmentation de trésorerie liée aux opérations réalisées avec les actionnaires		191	911
Diminution de trésorerie provenant des autres activités de financement		-1 498	-277
<b>Augmentation (diminution) nette de la trésorerie liée aux opérations de financement</b>		<b>-1 307</b>	<b>634</b>
<b>Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et assimilée</b>		<b>3</b>	<b>29</b>
<b>Diminution nette de la trésorerie</b>		<b>-379</b>	<b>-508</b>
<i>Dont augmentation (diminution) nette de la trésorerie des activités destinées à être cédées</i>			69
<b>Solde des comptes de trésorerie et assimilée à l'ouverture de la période</b>		<b>3 039</b>	<b>3 547</b>
Comptes actifs de caisse, banques centrales		916	382
Prêts à vue aux établissements de crédit		2 350	3 332
Emprunts à vue auprès des établissements de crédit	5.f	-228	-169
Déduction des créances et dettes rattachées sur les comptes de trésorerie et assimilée		1	2
<b>Solde des comptes de trésorerie et assimilée à la clôture de la période</b>		<b>2 660</b>	<b>3 039</b>
Comptes actifs de caisse, banques centrales		746	916
Prêts à vue aux établissements de crédit		2 187	2 350
Emprunts à vue auprès des établissements de crédit	5.f	-276	-228
Déduction des créances et dettes rattachées sur les comptes de trésorerie et assimilée		3	1
<b>Diminution des soldes des comptes de trésorerie et assimilée</b>		<b>-379</b>	<b>-508</b>

## V. — Tableau de passage des capitaux propres.

(En millions d'Euros)	Capital et réserves				Variations d'actifs et passifs comptabilisées directement en capitaux propres ne pouvant être reclassées en résultat		
	Actions ordinaires et réserves liées	Instruments de capitaux propres subordonnés	Réserves non distribuées	Total	Instruments financiers en valeur de marché par capitaux propres sur option	Réestimations sur les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	Total
<b>Situation au 31 décembre 2022</b>	<b>4 317</b>	<b>930</b>	<b>3 914</b>	<b>9 161</b>	<b>2</b>	<b>20</b>	<b>22</b>
<b>Affectation du résultat de l'exercice 2022</b>							
<b>Distribution de réserves</b>							
Augmentations de capital et émissions	590	100		690			
Réduction ou remboursement de capital							
Mouvements sur titres propres							
Opérations résultant de plans de paiement en actions							
Rémunération des instruments subordonnés et des actions de préférence			-78	-78			
Opérations internes affectant les actionnaires minoritaires							
Mouvements de périmètre affectant les intérêts minoritaires							
Opérations d'acquisition de participation complémentaire ou de cession partielle							
Variation des engagements de rachat de participation aux actionnaires minoritaires			1	1			
Autres variations			1	1			
Transfert en réserves d'éléments non recyclables			1	1	-1		-1
Variations d'actifs et passifs comptabilisées directement en capitaux propres						-6	-6
<b>Résultat net de l'exercice 2023</b>			<b>-870</b>	<b>-870</b>			
<b>Situation au 31 décembre 2023</b>	<b>4 907</b>	<b>1 030</b>	<b>2 969</b>	<b>8 906</b>	<b>1</b>	<b>14</b>	<b>15</b>
<b>Affectation du résultat de l'exercice 2023</b>							
<b>Distribution de réserves</b>							
Augmentations de capital et émissions	500			500			
Réduction de capital		-100		-100			
Rémunération des instruments subordonnés et des actions de préférence			-99	-99			
Mouvements de périmètre affectant les intérêts minoritaires							
Opérations d'acquisition de participation complémentaire ou de cession partielle							
Variation des engagements de rachat de participation aux actionnaires minoritaires			-1	-1			
Autres variations							
Transfert en réserves d'éléments non recyclables							
Variations d'actifs et passifs comptabilisées directement en capitaux propres					1	6	7
<b>Résultat net de l'exercice 2024</b>			<b>-226</b>	<b>-226</b>			
<b>Situation au 31 décembre 2024</b>	<b>5 407</b>	<b>930</b>	<b>2 643</b>	<b>8 980</b>	<b>2</b>	<b>20</b>	<b>22</b>

du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2024.

Variations d'actifs et passifs comptabilisées directement en capitaux propres pouvant être reclassées en résultat			Total part du groupe	Intérêts minoritaires (8.d)	Capitaux propres totaux
Parités monétaires	Instruments dérivés de couverture	Total			
-576	177	-399	8 784	776	9 560
				-7	-7
			690	310	1 000
			-78	-3	-81
				-17	-17
			1	1	2
			1		1
465	-161	304	298	12	310
			-870	133	-737
-111	16	-95	8 826	1 205	10 031
				-123	-123
			500		500
			-100		-100
			-99	-8	-107
			-1	2	1
				1	1
47	-106	-59	-52	23	-29
			-226	110	-116
-64	-90	-154	8 848	1 210	10 058

**V. — Notes annexes aux états financiers**  
**établis selon les normes comptables IFRS adoptées par l'Union Européenne.**

**1. — Résumé des principes comptables appliqués par le groupe.**

**1.a. Normes comptables.**

**1.a.1. Normes comptables applicables.**

Les comptes consolidés du Groupe BNP Paribas Personal Finance sont établis conformément aux normes comptables internationales (International Financial Reporting Standards – IFRS), telles qu'elles ont été adoptées au sein de l'Union européenne<sup>1</sup>. A ce titre, certaines dispositions de la norme IAS 39 relatives à la comptabilité de couverture ont été exclues.

Les informations relatives à la nature et à l'étendue des risques afférents aux instruments financiers requises par IFRS 7 « Instruments financiers : informations à fournir » ainsi que les informations sur les fonds propres réglementaires prescrites par IAS 1 « Présentation des états financiers » seront présentées dans le rapport « Risques et adéquation des fonds propres du Groupe

<sup>1</sup> Le référentiel intégral des normes adoptées au sein de l'Union européenne peut être consulté sur le site internet de la Commission européenne à l'adresse suivante :  
[https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/company-reporting-and-auditing/company-reporting\\_en](https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/company-reporting-and-auditing/company-reporting_en)

BNP Paribas Personal Finance au 31 décembre 2024 ». Le chapitre 3 Risque de crédit du Pilier 3 présente notamment les informations relatives à IFRS 7 concernant les expositions au risque de crédit et dépréciations correspondantes détaillées en fonction de leur statut, performant ou non performant, par zone géographique et par secteur.

- Faisant suite aux préconisations du Pilier II de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) portant sur la réforme de la fiscalité internationale, l'Union européenne a adopté en décembre 2022 la Directive 2022/2523 instaurant une imposition minimale des groupes internationaux en matière d'impôt sur le résultat, applicable au 1er janvier 2024. En décembre 2023, la loi de finances 2024 a transposé cette directive en droit français.

Afin de clarifier les impacts éventuels de cette directive, l'IASB a émis le 23 mai 2023 une série d'amendements à la norme IAS 12 « Impôt sur le résultat », qui ont été adoptés par l'Union européenne le 8 novembre 2023. Conformément aux dispositions prévues par ces amendements, le Groupe applique l'exception obligatoire et temporaire de ne pas comptabiliser les impôts différés associés à cette imposition complémentaire.

La réforme Pilier II n'a pas d'impact pour le Groupe lors de son adoption, car au 1<sup>er</sup> janvier 2024 le Groupe ne détient aucune filiale avec un taux d'imposition inférieur à 15%.

- En France, les changements induits par la réforme des retraites promulguée le 14 avril 2023 constituent une modification de régime pour les indemnités de fin de carrière selon IAS 19 § 104 dont l'impact comptabilisé en compte de résultat est non significatif.

L'entrée en vigueur des autres normes, amendements et interprétations d'application obligatoire à partir du 1er janvier 2024 en particulier l'amendement d'IFRS 16 sur les cessions-bail, n'a pas eu d'effet sur les états financiers du Groupe au 31 décembre 2024.

### 1.a.2. Principales nouvelles normes publiées et non encore applicables.

Le Groupe n'a pas anticipé l'application des nouvelles normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union européenne lorsque l'application en 2024 est optionnelle.

L'évaluation de l'impact des nouvelles normes et amendements non encore applicables par le Groupe est présentée ci-dessous :

— Amendements des normes IFRS 9 « Instruments Financiers » et IFRS 7 « Instruments Financiers : Informations à fournir » relatives à la classification et à la mesure des instruments financiers.

Le 30 mai 2024, l'IASB a publié des amendements aux normes IFRS 9 et IFRS 7, qui seront applicables pour les exercices annuels à compter du 1er janvier 2026. Ces amendements :

- précisent la date de comptabilisation et de décomptabilisation de certains actifs et passifs financiers, avec une nouvelle exception pour certains passifs financiers réglés par le biais d'un système de paiement électronique;
- clarifient et ajoutent des indications permettant d'évaluer si un actif financier satisfait au critère des flux de trésorerie qui sont seulement des remboursements de principal et des versements d'intérêts sur le principal restant dû (SPPI);
- requièrent la communication d'informations dans les notes annexes pour certains instruments dont les termes contractuels pourraient modifier les flux de trésorerie en cas de réalisation ou de non-réalisation d'un événement conditionnel (par exemple pour les instruments financiers avec des caractéristiques liées à la réalisation d'objectifs environnementaux, sociaux et de gouvernance); et
- mettent à jour les obligations d'informations relatives aux instruments de capitaux propres désignés à la valeur de marché par capitaux propres.

— Publication de la norme IFRS 18 "Présentation et information à fournir dans les états financiers" en remplacement d'IAS 1 « Présentation des états financiers ».

IFRS 18 sera d'application obligatoire à compter du 1er janvier 2027, avec effet rétroactif.

La norme IFRS 18 reprend un grand nombre des exigences de la norme IAS 1 sans modification et les complète par de nouvelles exigences relatives :

- à la présentation de catégories spécifiques (exploitation, investissement et financement) et de sous-totaux dans l'état des résultats;
- aux informations à communiquer dans les notes annexes des états financiers sur les mesures de performance définies par la direction (MPM);
- à l'agrégation et la désagrégation de l'information dans l'état des résultats.

La Banque évalue actuellement les implications détaillées de l'application d'IFRS 18 aux états financiers consolidés du Groupe.

### 1.b. Principes de consolidation.

#### 1.b.1. Périmètre de consolidation.

Les comptes consolidés de BNP Paribas Personal Finance regroupent les entreprises contrôlées, contrôlées conjointement, et sous influence notable hormis celles dont la consolidation présente un caractère négligeable pour l'établissement des comptes consolidés du Groupe. Sont également consolidées les entités portant à leur actif des titres de participation de sociétés consolidées.

Une filiale est consolidée à partir de la date à laquelle le Groupe obtient effectivement son contrôle. Les entités temporairement contrôlées sont également intégrées dans les comptes consolidés jusqu'à la date de leur cession.

### 1.b.2. Méthodes de consolidation.

— Contrôle exclusif : Les entreprises contrôlées par le Groupe sont consolidées par intégration globale. Le Groupe exerce le contrôle sur une filiale lorsque ses relations avec l'entité l'exposent ou lui donnent droit à des rendements variables et qu'il a la capacité d'influencer ces rendements du fait du pouvoir qu'il exerce sur cette dernière.

Pour les entités régies par des droits de vote, le Groupe contrôle généralement l'entité s'il détient, directement ou indirectement, la majorité des droits de vote (et s'il n'existe pas de dispositions contractuelles venant altérer le pouvoir de ces droits de vote) ou si le pouvoir de diriger les activités pertinentes de l'entité lui est conféré par des accords contractuels.

Les entités structurées sont des entités établies de telle sorte qu'elles ne sont pas régies par des droits de vote, comme lorsque ceux-ci sont limités à des décisions administratives, alors que la gestion des activités pertinentes est régie par des accords contractuels. Elles présentent souvent des caractéristiques telles que des activités circonscrites, un objet précis et bien défini et des capitaux propres insuffisants pour leur permettre de financer leurs activités sans recours à un soutien financier subordonné.

Pour ces entités, l'analyse du contrôle considère les raisons ayant présidé à leur création, les risques auxquels il a été prévu qu'elles seraient exposées et dans quelle mesure le Groupe en absorbe la variabilité. L'évaluation du contrôle tient compte de tous les faits et circonstances permettant d'apprécier la capacité pratique du Groupe à prendre les décisions susceptibles de faire varier significativement les rendements qui lui reviennent même si ces décisions sont contingentes à certaines circonstances ou événements futurs incertains.

Lorsqu'il évalue s'il a le pouvoir, le Groupe tient seulement compte des droits substantiels relatifs à l'entité, à sa main ou détenus par des tiers. Pour être substantiel, un droit doit donner à son détenteur la capacité pratique de l'exercer, au moment où les décisions relatives aux activités essentielles de l'entité doivent être prises.

L'analyse du contrôle est réexaminée dès lors qu'un des critères caractérisant le contrôle est modifié.

Lorsque le Groupe est contractuellement doté du pouvoir de décision, par exemple lorsque le Groupe intervient en qualité de gestionnaire de fonds, il convient de déterminer s'il agit en tant qu'agent ou principal. En effet, associé à un certain niveau d'exposition à la variabilité des rendements, ce pouvoir décisionnel peut indiquer qu'il agit pour son propre compte et qu'il a donc le contrôle sur ces entités.

Les intérêts minoritaires sont présentés séparément dans le résultat consolidé, ainsi que dans le bilan consolidé au sein des capitaux propres. La détermination des intérêts minoritaires tient compte le cas échéant des actions préférentielles cumulatives en circulation émises par les filiales et classées comme des instruments de capitaux propres, dès lors qu'elles sont détenues par des entreprises hors du Groupe.

Pour les fonds consolidés par intégration globale, les parts détenues par des investisseurs tiers sont enregistrées en dettes à la valeur de marché dès lors que les parts émises par ces fonds sont remboursables à la valeur de marché au gré du détenteur.

Lors de transactions aboutissant à une perte de contrôle, la quote-part résiduelle éventuellement conservée est réévaluée à sa valeur de marché par la contrepartie du résultat.

— Contrôle conjoint : Lorsque le Groupe poursuit une activité avec un ou plusieurs partenaires et que le contrôle est partagé en vertu d'un accord contractuel qui nécessite que les décisions relatives aux activités pertinentes (celles qui affectent significativement les rendements de l'entité) soient prises à l'unanimité, le Groupe exerce un contrôle conjoint sur l'activité. Lorsque l'activité contrôlée conjointement est menée via une structure juridique distincte sur l'actif net de laquelle les partenaires ont un droit, cette coentreprise est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence. Quand l'activité contrôlée conjointement n'est pas opérée via une structure juridique distincte ou que les partenaires ont des droits sur les actifs et des obligations relatives aux passifs de l'activité contrôlée conjointement, le Groupe comptabilise ses actifs, ses passifs et les produits et charges lui revenant selon les normes IFRS applicables.

— Influence notable : Les entreprises sous influence notable, ou entreprises associées, sont mises en équivalence. L'influence notable est le pouvoir de participer aux décisions de politique financière et opérationnelle d'une entité, sans en détenir le contrôle. Elle est présumée si le Groupe détient, directement ou indirectement, 20 % ou plus des droits de vote dans une entité. Les participations inférieures à ce seuil peuvent être incluses dans le périmètre de consolidation si le Groupe y exerce une influence notable effective. Tel est par exemple le cas des sociétés développées en partenariat avec d'autres associés, dans lesquelles le Groupe BNP Paribas Personal Finance participe aux décisions stratégiques de l'entreprise en étant représenté dans les organes de direction, ou exerce une influence sur la gestion opérationnelle de l'entreprise associée par la mise à disposition de systèmes de gestion ou de personnel dirigeant, ou apporte sa collaboration technique au développement de cette entreprise.

Les variations de capitaux propres des sociétés mises en équivalence sont comptabilisées à l'actif du bilan sous la rubrique « Participations dans les sociétés mises en équivalence » et au passif du bilan sous la rubrique de capitaux propres appropriée. L'écart d'acquisition constaté sur une société consolidée par mise en équivalence figure également sous la rubrique « Participations dans les sociétés mises en équivalence ».

Dès lors qu'il existe un indicateur de perte de valeur, la valeur comptable de la participation mise en équivalence (y compris l'écart d'acquisition) est soumise à un test de dépréciation, en comparant sa valeur recouvrable (égale au montant le plus important entre la valeur d'utilité et la valeur de marché nette des coûts de cession) avec sa valeur comptable. Le cas échéant, une dépréciation est comptabilisée sous la rubrique « Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence » du compte de résultat consolidé et peut être reprise ultérieurement.

Si la quote-part du Groupe dans les pertes d'une entreprise mise en équivalence est égale ou supérieure à ses intérêts dans cette entreprise, le Groupe cesse de prendre en compte sa quote-part dans les pertes à venir. La participation est alors présentée

pour une valeur nulle. Les pertes supplémentaires de l'entreprise mise en équivalence sont provisionnées uniquement lorsque le Groupe a contracté une obligation légale ou implicite ou lorsqu'il a effectué des paiements pour le compte de l'entreprise.

Lorsque le Groupe détient une participation dans une entreprise associée, directement ou indirectement via une entité qui est un organisme de capital-risque, un fonds commun de placement, une société d'investissement à capital variable ou une entité semblable telle qu'un fonds d'assurance lié à des placements, il peut choisir d'évaluer cette participation à la valeur de marché par résultat.

Les résultats de cession réalisés sur les titres consolidés sont enregistrés au compte de résultat sous la rubrique « Gains nets sur autres actifs immobilisés ».

Les états financiers consolidés sont établis en utilisant des méthodes comptables uniformes pour des transactions et autres événements semblables dans des circonstances similaires.

### 1.b.3. Règles de consolidation.

— **Elimination des opérations réciproques** : Les soldes réciproques résultant d'opérations réalisées entre sociétés consolidées du Groupe ainsi que les opérations elles-mêmes, y compris les produits, les charges et les dividendes, sont éliminés. Les profits et les pertes réalisés du fait de cessions d'actifs à l'intérieur du Groupe sont éliminés, sauf dans l'hypothèse où l'actif cédé est considéré comme durablement déprécié. Les profits et pertes latents compris dans la valeur des actifs en valeur de marché par capitaux propres sont conservés au niveau du Groupe.

— **Conversion des comptes en devises étrangères** : Les comptes consolidés de BNP Paribas Personal Finance sont établis en euros. La conversion des comptes des entités dont la monnaie fonctionnelle est différente de l'euro est effectuée par application de la méthode du cours de clôture. Selon cette méthode, tous les éléments d'actif et de passif, monétaires ou non monétaires, sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice. Les produits et les charges sont convertis au cours moyen de la période.

Les comptes des filiales du Groupe situées dans des pays dotés d'une économie à caractère hyperinflationniste, préalablement corrigés des effets de l'inflation au moyen d'indices reflétant les variations générales des prix, sont convertis au cours de clôture. Ce cours s'applique aussi bien pour la conversion des éléments d'actif et de passif qu'aux produits et charges.

Les écarts de conversion constatés, tant sur les éléments du bilan que du résultat, sont portés, pour la part revenant au Groupe, dans ses capitaux propres sous la rubrique « Parités monétaires » et pour la part des tiers, sous la rubrique « Intérêts minoritaires ». Par application de l'option offerte par la norme IFRS 1, le Groupe a procédé, par transfert aux réserves consolidées, à la mise à zéro de l'ensemble des écarts de conversion en part du Groupe et en Intérêts minoritaires dans le bilan d'ouverture du 1er janvier 2004.

En cas de liquidation ou de cession de tout ou partie d'une participation détenue dans une entreprise située hors de la zone euro conduisant à changer la nature de l'investissement (perte de contrôle, perte d'influence notable ou perte de contrôle conjoint sans conservation d'une influence notable), l'écart de conversion cumulé à la date de liquidation ou de cession est enregistré en résultat.

En cas de variation de pourcentage d'intérêts ne conduisant pas à changer la nature de l'investissement, l'écart de conversion est réalloué entre la part du Groupe et les intérêts minoritaires si l'entité est intégrée globalement ; dans le cas d'une entreprise mise en équivalence, il est enregistré en résultat pour la fraction afférente à la participation cédée.

### 1.b.4. Regroupements d'entreprises et évaluation des écarts d'acquisition.

— **Regroupements d'entreprises** : Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Selon cette méthode, les actifs identifiables acquis et les passifs repris de l'entité acquise sont comptabilisés à la valeur de marché ou son équivalent, déterminée à la date d'acquisition, à l'exception des actifs non courants classés comme actifs détenus en vue de la vente, qui sont comptabilisés à la valeur de marché nette des coûts de sortie.

Les passifs éventuels de l'entité acquise ne sont comptabilisés au bilan consolidé que dans la mesure où ils sont représentatifs d'une obligation actuelle à la date de prise de contrôle et où leur valeur de marché peut être estimée de façon fiable.

Le coût d'acquisition est égal à la valeur de marché ou son équivalent, à la date d'échange des actifs remis, des passifs en cours ou assumés ou des instruments de capitaux propres émis pour obtenir le contrôle de la société acquise. Les coûts directement afférents à l'opération de regroupement constituent une transaction séparée du regroupement et sont enregistrés en résultat.

Les compléments de prix éventuels sont intégrés dès la prise de contrôle dans le coût d'acquisition pour leur valeur de marché à la date d'acquisition. Les variations ultérieures de valeur des compléments de prix éventuels qualifiés de passifs financiers sont enregistrées en résultat.

Le Groupe dispose d'un délai de douze mois après la date d'acquisition pour finaliser la comptabilisation du regroupement d'entreprises considéré.

L'écart d'acquisition, ou survaleur, correspond à la différence entre le coût d'acquisition et la quote-part d'intérêt de l'acquéreur dans la valeur de marché ou son équivalent des actifs et passifs identifiables à la date d'acquisition. A cette date, cet écart est inscrit à l'actif de l'acquéreur s'il est positif, et est comptabilisé immédiatement en résultat s'il est négatif. Les intérêts minoritaires sont alors évalués pour leur quote-part dans l'actif net réévalué de l'entité acquise. Cependant, le Groupe peut également choisir, pour chaque regroupement d'entreprises, d'évaluer les intérêts minoritaires à leur valeur de marché, une fraction de l'écart d'acquisition ainsi déterminé leur étant alors affectée. Le Groupe n'a, à ce jour, jamais retenu cette option.

Les écarts d'acquisition sont enregistrés dans la monnaie fonctionnelle de la société acquise et sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture.

A la date de prise de contrôle d'une entité, l'éventuelle quote-part antérieurement détenue dans cette dernière est réévaluée à sa valeur de marché en contrepartie du compte de résultat. Lorsqu'un regroupement d'entreprise a été réalisé au moyen de plusieurs transactions d'échange (acquisition par étapes), l'écart d'acquisition est déterminé par référence à la valeur de marché à la date de prise de contrôle.

L'application de la norme IFRS 3 révisée ayant été prospective, les regroupements d'entreprises réalisés avant le 1<sup>er</sup> janvier 2010 n'ont pas été retraités des effets des révisions de la norme IFRS 3.

En application de l'exception offerte par la norme IFRS 1, les regroupements d'entreprises intervenus avant le 1<sup>er</sup> janvier 2004 et comptabilisés selon les règles comptables françaises prévalant antérieurement à cette date, n'avaient pas été retraités selon les principes de la norme IFRS 3.

— **Evaluation des écarts d'acquisition** : Le Groupe procède régulièrement à des tests de dépréciation des écarts d'acquisition.

– Ensemble homogène de métiers : Le Groupe a réparti l'ensemble de ses activités en "ensembles homogènes de métiers"<sup>2</sup>. Cette répartition, opérée de manière cohérente avec le mode d'organisation et de gestion des métiers du Groupe, tient compte à la fois du caractère indépendant des résultats générés et du mode de gestion et de direction de ces ensembles. Cette répartition est régulièrement revue afin de tenir compte des événements susceptibles d'avoir une conséquence sur la composition des ensembles homogènes de métiers (opérations d'acquisition et de cession, réorganisation majeure, etc.).

– Tests de dépréciation d'un ensemble homogène de métiers : Des tests de dépréciation des écarts d'acquisition affectés à chaque ensemble homogène de métiers sont effectués lorsqu'apparaît un risque de dépréciation durable, et en tout état de cause une fois par an. La valeur comptable de l'ensemble homogène de métiers est alors comparée à sa valeur recouvrable. Dans le cas où la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable, il est procédé à une dépréciation irréversible de l'écart d'acquisition égale à la différence entre la valeur comptable et la valeur recouvrable de l'ensemble homogène considéré.

– Valeur recouvrable d'un ensemble homogène de métiers : La valeur recouvrable d'un ensemble homogène de métiers est définie par sa valeur d'utilité.

La valeur d'utilité repose sur une estimation des flux futurs dégagés par l'ensemble homogène de métiers tels qu'ils résultent des plans prévisionnels établis chaque année par les responsables des ensembles homogènes et approuvés par la direction générale du Groupe, et des analyses d'évolution à long terme du positionnement relatif des activités concernées sur leur marché. Ces flux sont actualisés à un taux reflétant le niveau de rendement attendu par un investisseur sur le type d'activité et dans la zone géographique concernés.

### 1.c. Conversion des opérations en devises.

Le mode d'enregistrement comptable et d'évaluation du risque de change inhérent aux actifs et aux passifs relatifs aux opérations en devises faites par le Groupe dépend du caractère monétaire ou non monétaire de ces actifs et de ces passifs.

— **Actifs et passifs monétaires<sup>3</sup> libellés en devises** : Les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont convertis dans la monnaie fonctionnelle de l'entité concernée du Groupe au cours de clôture. Les écarts de change sont comptabilisés en résultat, à l'exception des écarts de change relatifs à des instruments financiers désignés comme instruments de couverture de résultats futurs ou de couverture d'investissement net en devises qui sont, dans ce cas, comptabilisés en capitaux propres.

— **Actifs non monétaires libellés en devises** : Les actifs non monétaires peuvent être comptabilisés au coût historique ou à la valeur de marché. Les actifs non monétaires libellés en devises sont dans le premier cas évalués au cours de change du jour de la transaction, c'est-à-dire la date de comptabilisation initiale de l'actif non monétaire. Dans le second cas, ils sont évalués au cours de change prévalant à la date de clôture.

Les écarts de change relatifs aux actifs non monétaires libellés en devises et comptabilisés à la valeur de marché (instruments de capitaux propres) sont constatés en résultat lorsque l'actif est classé dans la rubrique « Instruments financiers à la valeur de marché par résultat » et en capitaux propres lorsque l'actif est classé dans la rubrique « Actifs financiers en valeur de marché par capitaux propres ».

### 1.d. Marge d'intérêts, produits et charges de commissions et des autres activités :

#### 1.d.1. Marge d'intérêts.

Les produits et les charges relatifs aux instruments financiers de dette évalués au coût amorti et en valeur de marché par capitaux propres sont comptabilisés au compte de résultat en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Le taux d'intérêt effectif est le taux d'actualisation qui assure l'égalité entre la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs sur la durée de vie de l'instrument financier, ou selon le cas sur une durée de vie plus courte, et le montant inscrit au bilan. Le calcul de ce taux tient compte :

- des commissions reçues ou payées faisant par nature partie intégrante du taux effectif du contrat (par exemple les commissions de souscription de crédit),
- des coûts de transaction (par exemple les commissions d'apporteurs d'affaires versées à un intermédiaire),
- et des primes et décotes.

<sup>2</sup> Le terme retenu par la norme IAS 36 pour les ensembles homogènes de métiers est celui d'« Unité Génératrice de Trésorerie ».

<sup>3</sup> Les actifs et passifs monétaires correspondent aux actifs et passifs devant être reçus ou payés pour un montant en numéraire déterminé ou déterminable.



Les commissions considérées comme un complément d'intérêt font partie intégrante du taux d'intérêt effectif et sont comptabilisées au compte de résultat en « Intérêts et produits / charges assimilés ». Entrent dans cette catégorie notamment les commissions sur engagement de financement lorsqu'il est considéré que la mise en place d'un prêt est plus probable qu'improbable. Les commissions perçues sur engagements de financement sont différées jusqu'au tirage puis sont intégrées dans le calcul du taux d'intérêt effectif et étalées sur la durée de vie du prêt.

Les commissions d'apporteurs d'affaires relatives aux ouvertures de cartes de crédit revolving non utilisées sont enregistrées directement en charges d'intérêts.

#### 1.d.2. produits et charges de commissions et des autres activités.

Les commissions perçues au titre de prestations de services bancaires et assimilés (à l'exception de celles relevant du taux d'intérêt effectif), ainsi que les revenus de prestations de services connexes à des contrats de location entrent dans le champ d'application d'IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats avec les clients ».

Cette norme définit un modèle unique de reconnaissance des revenus s'appuyant sur des principes déclinés en cinq étapes. Ces cinq étapes permettent notamment d'identifier les obligations de prestations distinctes comprises dans les contrats et de leur allouer le prix de la transaction. Les produits relatifs à ces différentes obligations de prestation sont reconnus lorsque celles-ci sont satisfaites, c'est-à-dire lorsque le transfert du contrôle du bien ou du service a été réalisé.

Le prix d'une prestation peut contenir une composante variable. Les montants variables ne peuvent être enregistrés en résultat que s'il est hautement probable que les montants enregistrés ne donneront pas lieu à un ajustement significatif à la baisse.

— **Commissions** : Le Groupe enregistre en résultat les produits et charges de commissions :

- soit progressivement au fur et à mesure que le service est rendu lorsque le client bénéficie d'un service continu. Il s'agit par exemple de certaines commissions sur opérations avec la clientèle lorsque les services sont rendus de manière continue, des commissions sur engagements de financement qui ne sont pas intégrées dans la marge d'intérêts car la probabilité qu'ils donnent lieu au tirage d'un prêt est faible, des commissions sur garantie financière, des commissions de compensation sur instruments financiers, des commissions afférentes aux activités de fiducie et assimilées, des droits de garde sur titres, etc.

S'agissant des commissions perçues au titre des engagements de garantie financière, elles sont réputées représenter la valeur de marché initiale de l'engagement. Le passif en résultant est ultérieurement amorti sur la durée de l'engagement, en produits de commissions ;

- soit lorsque le service est rendu, dans les autres cas. Il s'agit par exemple des commissions de distributions reçues (par exemple pour la distribution des produits d'assurance), des commissions de prestations de conseil, etc.

— **Produits et charges des autres activités** : Les revenus et charges de prestations de services connexes à des contrats de location simple sont enregistrés dans la rubrique « Produits des autres activités » du compte de résultat.

S'agissant des revenus de prestations de services connexes à des contrats de location, le Groupe les enregistre en résultat au fur et à mesure que le service est rendu, c'est-à-dire au prorata des coûts encourus pour les contrats de maintenance.

Les charges correspondantes sont comptabilisées lorsque le service est rendu.

#### 1.e. Actifs et passifs financiers.

Les actifs financiers sont classés au coût amorti, en valeur de marché par capitaux propres ou en valeur de marché par résultat selon le modèle de gestion et les caractéristiques contractuelles des instruments lors de la comptabilisation initiale.

Les passifs financiers sont classés au coût amorti ou en valeur de marché par résultat lors de la comptabilisation initiale.

Les actifs et les passifs financiers sont comptabilisés au bilan lorsque le Groupe devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument. Les achats et ventes d'actifs financiers effectués dans un délai défini par la réglementation ou par une convention sur un marché donné sont comptabilisés au bilan en date de règlement.

##### 1.e.1. Actifs financiers au coût amorti.

Les actifs financiers sont classés au coût amorti si les deux critères suivants sont remplis : le modèle de gestion consiste à détenir l'instrument afin d'en collecter les flux de trésorerie contractuels (« collecte ») et les flux de trésorerie sont uniquement constitués de paiements relatifs au principal et d'intérêts sur le principal.

**Critère du modèle de gestion.** — Les actifs financiers sont gérés en vue de collecter des flux de trésorerie par la perception des paiements contractuels sur la durée de vie de l'instrument.

La réalisation de cessions proches de l'échéance de l'instrument et pour un montant proche des flux de trésorerie contractuels restant dus ou en raison d'une hausse du risque de crédit de la contrepartie est compatible avec un modèle de gestion « collecte ». Les ventes imposées par des contraintes réglementaires ou pour gérer la concentration du risque de crédit (sans augmentation du risque de crédit) sont elles aussi compatibles avec ce modèle de gestion dès lors qu'elles sont peu fréquentes ou peu significatives en valeur.

**Critère des flux de trésorerie.** — Le critère des flux de trésorerie est satisfait si les modalités contractuelles de l'instrument de dette donnent lieu, à des dates spécifiées, à des flux de trésorerie qui sont seulement des remboursements du principal et des versements d'intérêts sur le principal restant dû.

Le critère n'est pas satisfait en cas de modalité contractuelle qui expose le porteur à des risques ou à une volatilité des flux de trésorerie contractuels incohérents avec ceux d'un prêt non structuré ou « basique ». Il n'est également pas satisfait en cas d'effet de levier qui augmente la variabilité des flux de trésorerie contractuels.

Les intérêts représentent la rémunération de la valeur temps de l'argent, du risque de crédit, ainsi qu'éventuellement la rémunération d'autres risques (risque de liquidité par exemple), des coûts (frais d'administration par exemple), et d'une marge bénéficiaire cohérente avec celle d'un prêt basique. L'existence d'intérêts négatifs ne remet pas en cause le critère des flux de trésorerie.

La valeur temps de l'argent est la composante de l'intérêt - généralement appelée composante « taux » - qui fournit une contrepartie pour le passage du temps uniquement. La relation entre le taux d'intérêt et le passage du temps ne doit pas être altérée par des caractéristiques spécifiques de nature à remettre en cause le respect du critère des flux de trésorerie.

Ainsi, lorsque le taux d'intérêt variable de l'actif financier est révisé périodiquement selon une fréquence qui ne concorde pas avec la durée pour laquelle le taux d'intérêt est établi, la valeur temps de l'argent peut être considérée comme altérée et, selon l'ampleur de cette déformation, le critère des flux de trésorerie peut ne pas être rempli. Certains actifs financiers du Groupe présentent une non-concordance entre la fréquence de révision du taux et la maturité de celui-ci, ou des taux déterminés selon des moyennes. Le Groupe a développé une démarche homogène permettant d'analyser cette altération de la valeur temps de l'argent.

Certaines clauses contractuelles peuvent modifier l'échéancier ou le montant des flux de trésorerie. Les options de remboursement anticipé ne remettent pas en cause le critère des flux de trésorerie si le montant du remboursement anticipé représente essentiellement le principal restant dû et les intérêts y afférents, ce qui peut comprendre une pénalité raisonnable pour compenser l'annulation avant terme du contrat. Par exemple, dans le cas des prêts aux particuliers, la pénalité limitée à 6 mois d'intérêts ou 3 % du capital restant dû est considérée comme raisonnable. Les pénalités actuarielles correspondant à la différence actualisée entre les flux de trésorerie contractuels résiduels du prêt et leur remplacement auprès d'une contrepartie similaire ou sur le marché interbancaire pour une maturité équivalente sont également considérées comme raisonnables, y compris lorsque la pénalité peut être positive ou négative (i.e. pénalité dite symétrique). Les clauses de passage d'un taux variable à un taux fixe ne remettent pas en cause le critère des flux de trésorerie si le taux fixe est déterminé à l'origine, ou s'il est représentatif de la valeur temps de l'argent pour la maturité résiduelle du crédit en date d'exercice de la clause.

Dans le cas particulier des actifs financiers contractuellement liés aux paiements reçus sur un portefeuille d'actifs sous-jacents et qui comportent un ordre de priorité de paiement des flux de trésorerie entre les investisseurs (« tranches »), créant ainsi des concentrations de risque de crédit, une analyse spécifique est effectuée. Les caractéristiques contractuelles de la tranche et celles des portefeuilles d'instruments financiers sous-jacents doivent satisfaire au critère des flux de trésorerie et l'exposition au risque de crédit inhérente à la tranche doit être inférieure ou égale à l'exposition au risque de crédit du portefeuille d'instruments financiers sous-jacents.

Certains prêts peuvent présenter un caractère « sans recours », contractuellement ou en substance lorsqu'ils sont accordés à une entité ad-hoc. C'est le cas notamment de nombreux prêts de financement de projets ou de financement d'actifs. Le critère des flux de trésorerie est respecté dans la mesure où ces prêts ne représentent pas une exposition directe sur les actifs donnés en garantie. En pratique, le seul fait que l'actif financier donne lieu à des paiements correspondant au principal et aux intérêts n'est pas suffisant pour conclure que l'instrument sans recours remplit le critère des flux de trésorerie. Dans ce cas, les actifs sous-jacents particuliers sur lesquels porte le recours limité doivent être analysés selon l'approche dite « par transparence ». Si ces actifs ne remplissent pas eux-mêmes les critères de flux de trésorerie, une appréciation du rehaussement de crédit existant est effectuée. Les éléments suivants sont notamment analysés : structuration et dimensionnement de l'opération, niveau de fonds propres de la structure emprunteuse, source de remboursement attendue, volatilité du prix de l'actif sous-jacent.

La catégorie « Actifs financiers au coût amorti » inclut notamment les crédits consentis par le Groupe, ainsi que les prises en pension et les titres de l'ALM Trésorerie qui sont détenus en vue de collecter les flux contractuels et respectent le critère des flux de trésorerie.

**Comptabilisation.** — Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs financiers sont comptabilisés à leur valeur de marché, y compris les coûts de transaction directement imputables à l'opération ainsi que les commissions liées à la mise en place des crédits.

Ils sont évalués ultérieurement au coût amorti, intérêts courus non échus compris et déduction faite des remboursements en capital et intérêts intervenus au cours de la période écoulée. Ces actifs financiers font également l'objet dès l'origine d'un calcul de dépréciation pour pertes attendues au titre du risque de crédit (cf. note 1.f.5).

Les intérêts sont calculés en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif déterminé à l'origine du contrat.

## 1.e.2. Actifs financiers en valeur de marché par capitaux propres

**Instruments de dette.** — Les instruments de dette sont classés en valeur de marché par capitaux propres si les deux critères suivants sont réunis :

- critère du modèle de gestion : les actifs financiers sont détenus dans un modèle de gestion dont l'objectif est atteint à la fois par la perception des flux de trésorerie contractuels et la vente des actifs financiers (« collecte et vente »). Cette dernière n'est pas accessoire mais fait partie intégrante du modèle de gestion.
- critère des flux de trésorerie : les principes sont identiques à ceux applicables aux actifs financiers au coût amorti.

Sont notamment classés dans cette catégorie les titres de l'ALM Trésorerie qui sont détenus en vue de collecter les flux contractuels ou d'être vendus et respectent les critères des flux de trésorerie.

Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs financiers sont comptabilisés à leur valeur de marché, y compris les coûts de transaction directement imputables à l'opération. Ils sont évalués ultérieurement à la valeur de marché et les variations de valeur de marché sont enregistrées dans une rubrique spécifique des capitaux propres intitulée « Variations d'actifs et passifs comptabilisées directement en capitaux propres pouvant être reclassées en résultat ». De même, les pertes attendues, calculées selon les mêmes modalités que celles applicables aux instruments de dette au coût amorti et comptabilisées en coût du risque,

ont pour contrepartie cette rubrique spécifique des capitaux propres. Lors de la cession, les montants précédemment comptabilisés en capitaux propres sont reclassés en compte de résultat.

Par ailleurs, les intérêts sont comptabilisés au compte de résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif déterminé à l'origine du contrat.

**Instruments de capitaux propres.** — Les investissements dans des instruments de capitaux propres de type actions sont classés sur option, transaction par transaction, en instruments à la valeur de marché par capitaux propres (sous une rubrique spécifique). Lors de la cession des actions, les variations de valeur précédemment comptabilisées en capitaux propres ne sont pas constatées en résultat. Seuls les dividendes, dès lors qu'ils représentent une rémunération de l'investissement et non pas un remboursement de capital, sont comptabilisés en résultat. Ces instruments ne font pas l'objet de dépréciation.

Les parts de fonds remboursables au gré du porteur ne répondent pas à la définition d'instruments de capitaux propres. Elles ne respectent pas non plus les critères de flux de trésorerie et sont donc comptabilisées en valeur de marché par résultat.

### 1.e.3. Engagements de financement et de garantie.

Les engagements de financement et de garantie financière qui ne sont pas comptabilisés à la valeur de marché par résultat sont présentés respectivement dans les notes 6.a et 6.b. Ils font l'objet d'une dépréciation pour pertes attendues au titre du risque de crédit. Ces dépréciations sont présentées sous la rubrique « Provisions pour risques et charges ».

### 1.e.4. Dépréciation des actifs financiers au coût amorti et des instruments de dette en valeur de marché par capitaux propres.

Le modèle de dépréciation pour risque de crédit est fondé sur les pertes attendues.

Ce modèle s'applique aux crédits et aux instruments de dette classés au coût amorti ou à la valeur de marché par capitaux propres, aux engagements de prêts et aux contrats de garantie financière donnée qui ne sont pas comptabilisés à la valeur de marché, ainsi qu'aux créances résultant des contrats de location, aux créances commerciales et aux actifs de contrat.

Deux modèles de dépréciation sont appliqués par BNP Paribas Personal Finance : le modèle général et le modèle simplifié décrits ci-après.

A noter que le modèle général comprend deux méthodes de mesure des pertes de crédit attendues :

- Méthode statistique basée sur les EAD (Exposure at default), PD (Probabilité de défaut) et LGD (Loss Given Default) des pertes de crédit attendues
- Méthode statistique historique de mesure de pertes de crédit attendues

Depuis la mise en place d'IFRS 9, BNP Paribas Personal Finance utilisait, pour toutes ses entités, une méthode statistique de mesure des pertes de crédit attendues spécifique (Méthode statistique historique de mesure de pertes de crédit attendues) par rapport à celle du Groupe BNP Paribas qui se base sur des concepts bâlois (Méthode statistique basée sur les EAD, PD, LGD).

Au cours de l'exercice 2024, à des fins d'harmonisation avec le Groupe BNP Paribas, la mesure des pertes de crédits attendus des portefeuilles retail de certaines géographies de BNP Paribas Personal Finance (Italie, France, Espagne et Pays-Bas) a été déterminée en appliquant une nouvelle méthode s'appuyant sur les concepts bâlois (EAD, PD, LGD).

Les autres géographies, ne disposant pas à date de ces paramètres, ont conservé la méthode statistique historique au cours de l'exercice 2024.

— **Modèle général** : Le Groupe identifie trois "strates" correspondant chacune à une situation spécifique au regard de l'évolution du risque de crédit de la contrepartie depuis la comptabilisation initiale de l'actif.

– Pertes de crédit attendues à 12 mois (« strate 1 ») : si, à la date d'arrêté, le risque de crédit de l'instrument financier n'a pas augmenté de manière significative depuis sa comptabilisation initiale, cet instrument fait l'objet d'une provision pour dépréciation pour un montant égal aux pertes de crédit attendues à 12 mois (résultant de risques de défaut dans les 12 mois à venir).

– Pertes de crédit à maturité pour les actifs non dépréciés (« strate 2 ») : la provision pour dépréciation est évaluée pour un montant égal aux pertes de crédit attendues sur la durée de vie (à maturité) si le risque de crédit de l'instrument financier a augmenté de manière significative depuis la comptabilisation initiale sans que l'actif financier soit considéré comme déprécié ou douteux.

– Pertes de crédit attendues à maturité pour les actifs financiers dépréciés ou douteux (« strate 3 ») : la provision pour dépréciation est également évaluée pour un montant égal aux pertes de crédit attendues à maturité.

Ce modèle général est appliqué à l'ensemble des instruments dans le champ de la dépréciation d'IFRS 9.

L'approche des pertes de crédit attendues sous IFRS 9 est symétrique, c'est-à-dire que si des pertes de crédit attendues à maturité ont été comptabilisées lors d'une précédente période d'arrêté, et s'il s'avère qu'il n'y a plus, pour l'instrument financier et pour la période d'arrêté en cours, d'augmentation significative du risque de crédit depuis sa comptabilisation initiale, la provision est à nouveau calculée sur la base d'une perte de crédit attendue à 12 mois.

S'agissant des produits d'intérêts, pour les encours des « strates 1 et 2 », ils sont calculés sur la valeur brute comptable. Pour les encours de la « strate 3 », les produits d'intérêts sont calculés sur la base du coût amorti des créances (c'est-à-dire la valeur brute comptable nette de la provision pour dépréciation).

**Définition du défaut.** — La définition du défaut est alignée avec celle du défaut bâlois, avec une présomption réfutable que l'entrée en défaut se fait au plus tard au-delà de 90 jours d'impayés. Cette définition tient compte des orientations de l'EBA du 28 septembre 2016, notamment sur les seuils applicables en cas d'impayés et les périodes probatoires.

La définition du défaut est utilisée de manière homogène pour l'évaluation de l'augmentation du risque de crédit et la mesure des pertes de crédit attendues.

### **Actifs financiers dépréciés ou douteux :**

#### **Définition :**

Un actif financier est considéré comme déprécié ou douteux et classé en « strate 3 » lorsqu'un ou plusieurs événements ayant une incidence négative sur les flux de trésorerie futurs de cet actif financier ont eu lieu.

Au niveau individuel, constitue notamment une indication objective de perte de valeur toute donnée observable afférente aux événements suivants : l'existence d'impayés depuis 90 jours au moins ; la connaissance ou l'observation de difficultés financières significatives de la contrepartie telles qu'il est possible de conclure à l'existence d'un risque avéré, qu'un impayé ait été ou non constaté ; les concessions consenties aux termes des crédits, qui ne l'auraient pas été en l'absence de difficultés financières de l'emprunteur (voir section Restructuration des actifs financiers).

#### **Cas particulier des actifs dépréciés dès leur acquisition ou leur émission**

Dans certains cas, les actifs financiers sont dépréciés dès leur comptabilisation initiale.

Pour ces actifs, il n'est pas constaté de provision à la comptabilisation initiale. Le taux d'intérêt effectif résulte de la prise en compte des pertes de crédit attendues à maturité dans les flux de trésorerie estimés initialement. Toute variation ultérieure, positive ou négative, des pertes de crédit attendues à maturité donne lieu à un ajustement de dépréciation en résultat.

**Augmentation significative du risque de crédit.** — L'augmentation significative du risque de crédit peut s'apprécier sur une base individuelle ou sur une base collective (en regroupant les instruments financiers en fonction de caractéristiques de risque de crédit communes) en tenant compte de toutes les informations raisonnables et justifiables et en comparant le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de clôture avec le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de la comptabilisation initiale.

Par ailleurs, il existe selon la norme une présomption réfutable d'augmentation significative du risque de crédit associé à un actif financier depuis la comptabilisation initiale lorsque les paiements contractuels subissent un retard de plus de 30 jours.

Pour les entités appliquant toujours au 31 décembre 2024 la Méthode statistique historique de mesure de pertes de crédit attendues, l'appréciation de la détérioration s'appuie également sur l'existence d'un incident de paiement régularisé mais intervenu au cours des 12 derniers mois.

Les principes appliqués en matière d'appréciation de l'augmentation significative du risque de crédit sont détaillés en note 2f Coût du risque.

**Mesure des pertes de crédit attendues.** — Les pertes de crédit attendues sont définies comme étant une estimation des pertes de crédit (c'est-à-dire la valeur actuelle des déficits de trésorerie) pondérées par la probabilité d'occurrence de ces pertes au cours de la durée de vie attendue des instruments financiers.

**Méthode statistique de la mesure des pertes de crédit attendues basée sur les EAD, PD, LGD.** — En pratique, pour les expositions classées en strate 1 et en strate 2, les pertes de crédit attendues sont calculées comme le produit de la probabilité de défaut (« PD »), la perte en cas de défaut (Loss Given Default - « LGD ») et le montant de l'exposition en cas de défaut (Exposure at Default - « EAD ») actualisés au taux d'intérêt effectif (ou une approximation de celui-ci) de l'exposition. Elles résultent du risque de défaut dans les 12 mois à venir (strate 1) ou du risque de défaut sur la durée de vie de la facilité (strate 2).

Pour les expositions classées en strate 3, les pertes de crédit attendues sont calculées comme la valeur actualisée, au taux d'intérêt effectif (ou une approximation de celui-ci) des clients, des déficits de trésorerie sur la durée de vie de l'instrument. Les déficits de trésorerie représentent la différence entre les flux de trésorerie contractuels exigibles et les flux de trésorerie attendus (i.e. qui devraient être reçus). Le cas échéant, l'estimation des flux de trésorerie attendus tient compte d'un scénario de flux de trésorerie provenant de la cession des prêts ou d'ensembles de prêts en défaut. Le produit de la vente est considéré net des coûts de cession.

#### **Maturité :**

Tous les termes contractuels de l'instrument financier sont pris en compte, y compris les remboursements anticipés, les prorogations et options similaires. Dans les rares cas où la durée de vie attendue de l'instrument financier ne peut pas être estimée de façon fiable, la durée contractuelle résiduelle est utilisée. La norme précise que la période maximale à considérer pour le calcul des pertes de crédit attendues est la période contractuelle maximale. Néanmoins, pour les découverts autorisés et les lignes de crédit, selon l'exception permise par IFRS 9 pour ces produits, la maturité considérée pour le calcul des pertes de crédit attendues est la période sur laquelle l'entité est exposée au risque de crédit, qui peut s'étendre au-delà de la maturité contractuelle (période de préavis). Pour les découverts autorisés et les lignes de crédit accordés à des contreparties autres que la clientèle de détail, la maturité contractuelle peut être retenue, notamment lorsque ceux-ci sont gérés individuellement et que la prochaine revue de crédit a lieu à l'échéance contractuelle.

#### **Probabilités de défaut (PD) :**

La Probabilité de Défaut est une estimation de la probabilité de survenance d'un défaut sur un horizon de temps donné.

La mesure des pertes de crédit attendues requiert l'estimation à la fois des probabilités de défaut à 1 an et des probabilités de défaut à maturité.

Les PD à 1 an sont définies en utilisant des matrices de migration fondées sur des moyennes long terme à travers le cycle afin de refléter les scénarios macroéconomiques.

Les PD à maturité sont déterminées en utilisant ces matrices de migration reflétant l'évolution attendue de la note interne de l'exposition jusqu'à maturité et des probabilités de défaut associées.

**Pertes en cas de défaut (LGD) :**

La perte en cas de défaut est la différence entre les flux de trésorerie contractuels et les flux de trésorerie attendus, actualisés au taux d'intérêt effectif (ou une approximation de celui-ci) en date de défaut. La LGD est exprimée en pourcentage de l'exposition en cas de défaut (Exposure At Default – « EAD »).

L'estimation des flux de trésorerie attendus tient compte des flux de trésorerie résultant de la vente d'une sûreté détenue ou d'autres rehaussements de crédit si ceux-ci sont inclus dans les conditions contractuelles et ne sont pas comptabilisés séparément par l'entité (par exemple, une garantie hypothécaire associée à un prêt immobilier), nette des coûts d'obtention et de vente de ces sûretés.

Dans le cadre des prêts garantis, la garantie est considérée comme intrinsèque au contrat de prêt si elle est incluse dans les conditions contractuelles de celui-ci ou est accordée de façon concomitante à l'octroi du prêt, et si le montant de remboursement attendu peut bien être rattaché à un prêt en particulier (absence d'effet de mutualisation par un mécanisme de subordination ou de plafond global pour tout un portefeuille). Dans ce cas, elle est prise en compte dans le calcul des pertes de crédit attendues, sinon elle donne lieu à la comptabilisation d'un actif de remboursement séparé.

**Exposition en cas de défaut (EAD) :**

L'exposition en cas de défaut d'un instrument est le montant résiduel anticipé dû par le débiteur au moment du défaut. Ce montant est défini en fonction du profil de remboursement attendu, et prend en compte, selon les types d'exposition, les amortissements contractuels, les remboursements anticipés attendus et les tirages attendus sur les lignes de crédit.

**Prise en compte des informations de nature prospective :**

Le montant des pertes de crédit attendues est calculé sur la base d'une moyenne pondérée de scénarios probabilisés, tenant compte des événements passés, des circonstances actuelles et des prévisions raisonnables et justifiables de la conjoncture économique.

Les principes appliqués en matière de prise en compte des scénarios économiques dans le calcul des pertes de crédit attendues sont détaillés en note 2.f Coût du risque.

**Méthode statistique historique de la mesure des pertes de crédit attendues.** — Cette méthode est basée d'une part sur des taux de perte actualisés post-déchéance du terme, et d'autre part sur les probabilités de transition vers la déchéance du terme. Les calculs des paramètres sont réalisés statistiquement par population homogène.

En pratique, pour les expositions classées en strate 2 et en strate 3, les pertes de crédit attendues sont calculées comme le produit de la probabilité de la transition vers la déchéance du terme, la perte en cas de déchéance du terme et le montant de l'exposition (encours + utilisation de hors-bilan) actualisés au taux d'intérêt effectif (ou une approximation de celui-ci).

Pour les expositions classées en strate 1, les pertes de crédit attendues sont calculées comme le produit de la probabilité de la transition vers le défaut (strate 3) à 12 mois, la perte associée aux strates 3 vers lesquelles elles migrent et le montant de l'exposition (encours + utilisation de hors bilan) actualisés au taux d'intérêt contractuel client.

**Probabilités de transition vers la déchéance du terme :**

Les probabilités de transition vers la déchéance du terme sont déterminées à partir de matrices de migration composées sur la base d'un historique par portefeuille présentant l'évolution à 1 an de l'état des contrats et de leur encours.

Pour la strate 1, la probabilité de transition vers la strate 3 est définie directement à partir des matrices.

Pour la strate 2 et la strate 3 hors déchéance du terme, les matrices de migration à 1 an sont itérées en supposant que le comportement d'un état reste le même dans le temps permettant de définir les probabilités d'aller en déchéance du terme à maturité.

**Taux de pertes en cas de déchéance du terme :**

Ils sont calculés à partir des encaissements réels par « pas de temps » constatés par génération d'entrée en déchéance du terme en extrapolant les encaissements à venir par « pas de temps » permettant de composer une courbe d'encaissements sur toute la durée ; ces encaissements sont actualisés avec un taux d'intérêt contractuel moyen ; le taux de pertes est égal à  $(1 - \text{taux d'encaissements actualisés})$ .

**Deux taux de pertes sont alors calculés :**

- Un taux de pertes sur nouvelle transmission en déchéance du terme. Ce taux s'applique aux dossiers qui vont migrer en déchéance du terme. Il est déterminé en prenant en compte la totalité des encaissements attendus à l'entrée en déchéance du terme ;
- Un taux de pertes sur l'encours des contrats déjà déchu du terme. Il est déterminé en prenant en compte les encaissements restant à recevoir par génération d'entrée en déchéance du terme.

Dans le cadre des prêts garantis, la garantie est considérée comme intrinsèque au contrat de prêt si elle est incluse dans les conditions contractuelles de celui-ci ou est accordée de façon concomitante à l'octroi du prêt, et si le montant de remboursement attendu peut bien être rattaché à un prêt en particulier. Dans ce cas, elle est prise en compte dans le calcul des pertes de crédit attendues.

**Exposition :**

L'exposition se définit comme la somme de l'encours et de l'utilisation du hors bilan à date de clôture. Afin de définir la partie du hors bilan à couvrir, des matrices d'utilisation annuelles basées sur l'historique sont composées avec une lecture directe de l'utilisation à 1 an des contrats en strate 1 et leur itération pour définir l'utilisation à maturité pour les strates 2 et 3 hors déchéance du terme.

**Prise en compte des informations de nature prospective :**

Le montant des pertes de crédit attendues est calculé sur la base d'une moyenne pondérée de scénarios probabilisés, tenant compte des événements passés, des circonstances actuelles et des prévisions raisonnables et justifiables de la conjoncture économique.

Les principes appliqués en matière de prise en compte des scénarios économiques dans le calcul des pertes de crédit attendues sont détaillés en note 2.f Coût du risque.

— **Modèle simplifié :** Le modèle simplifié consiste à comptabiliser une provision pour dépréciation sur la base d'une perte de crédit attendue à maturité dès l'origine puis à chaque date d'arrêté.

Le Groupe applique ce modèle aux créances commerciales de maturité inférieure à 12 mois.

— **Passages en pertes :** Un passage en pertes consiste à réduire la valeur brute comptable d'un actif financier lorsqu'il n'y a plus d'espoir raisonnable de recouvrement de tout ou partie dudit actif financier ou lorsqu'il a fait l'objet d'un abandon total ou partiel. Le passage en perte intervient lorsque toutes les voies de recours offertes à la Banque ont été épuisées, et dépend généralement du contexte propre à chaque juridiction.

Si le montant de la perte lors du passage en perte est supérieur à la provision pour dépréciation cumulée, la différence est enregistrée comme une perte de valeur supplémentaire en « Coût du risque ». Pour toute récupération après la sortie de l'actif financier (ou d'une partie de cet actif) du bilan, le montant reçu est enregistré comme un profit en « Coût du risque ».

— **Recouvrements via la mise en jeu du collatéral :** Lorsqu'un prêt est sécurisé par un actif financier ou non financier reçu en garantie et que la contrepartie est en défaut, le Groupe peut décider d'exercer la garantie et, selon la juridiction, il peut alors devenir propriétaire de l'actif. Dans une telle situation, le prêt est décomptabilisé en contrepartie de l'actif reçu en garantie.

Une fois la propriété de l'actif effective, celui-ci est comptabilisé à sa valeur de marché et classé au bilan selon l'intention de gestion.

**Restructuration des actifs financiers en raison de difficultés financières.** — Une restructuration en raison de difficultés financières de l'emprunteur se définit comme une modification des termes et conditions de la transaction initiale que le Groupe n'envisage que pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur.

Pour les restructurations n'entraînant pas une décomptabilisation de l'actif financier, l'actif restructuré fait l'objet d'un ajustement de valeur ramenant sa valeur comptable au montant actualisé au taux d'intérêt effectif d'origine de l'actif des nouveaux flux futurs attendus. La modification de valeur de l'actif est enregistrée dans le compte de résultat, dans la rubrique « Coût du risque ».

L'existence d'une augmentation significative du risque de crédit pour l'instrument financier est alors évaluée en comparant le risque de défaut postérieurement à la restructuration (selon les conditions contractuelles modifiées) et le risque de défaut à la date de comptabilisation initiale (selon les conditions contractuelles d'origine). Pour démontrer que les critères de comptabilisation des pertes de crédit attendues à maturité ne sont plus réunis, un comportement de paiement de bonne qualité devra être observé sur une certaine durée.

Lorsque la restructuration consiste en un échange partiel ou total contre d'autres actifs substantiellement différents (par exemple, l'échange d'un instrument de dette en instrument de capitaux propres), elle se traduit par l'extinction de la créance et par la comptabilisation des actifs remis en échange, évalués à leur valeur de marché à la date de l'échange. L'écart de valeur constaté lors de cet échange est enregistré dans le compte de résultat, dans la rubrique « Coût du risque ».

Les modifications d'actifs financiers qui ne sont ni réalisées en raison des difficultés financières de l'emprunteur, ni dans le cadre de moratoires (i.e. renégociations commerciales) sont généralement analysées comme le remboursement par anticipation de l'ancien prêt, qui est décomptabilisé, suivi de la mise en place d'un nouveau prêt aux conditions de marché. Dans le cas où il n'existe pas de pénalité de remboursement significative, elles consistent en effet à remettre le taux du prêt aux conditions de marché, le client étant en mesure de changer d'établissement de crédit et ne subissant pas de difficulté financière.

**Périodes probatoires.** — Le Groupe applique des périodes d'observation pour évaluer le retour possible à une strate de meilleure qualité. Ainsi, pour le passage de la strate 3 à la strate 2, une période probatoire de 3 mois est observée, étendue à 12 mois en cas de restructuration en raison de difficultés financières.

Pour le passage de la strate 2 à la strate 1, une période probatoire de 2 ans est observée pour les créances ayant fait l'objet d'une restructuration en raison de difficultés financières.

**1.e.5. Coût du risque.**

Le coût du risque comprend les éléments de résultat suivants :

- les dépréciations couvrant les pertes de crédit attendues à 12 mois et à maturité (strate 1 et strate 2) relatives aux instruments de dettes comptabilisés au coût amorti ou à la valeur de marché par capitaux propres, aux engagements de prêts et aux contrats de garantie financière qui ne sont pas comptabilisés à la valeur de marché ainsi qu'aux créances résultant des contrats de location, des actifs de contrats et des créances commerciales ;
- les dépréciations des actifs financiers (y compris ceux en valeur de marché par résultat) pour lesquels il existe une indication objective de perte de valeur (strate 3), les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties ;

Des contextes particuliers peuvent conduire BNP Paribas Personal Finance à constater en coût du risque des ajustements complémentaires lorsque nécessaire.

Sont également comptabilisées en coût du risque les charges liées aux fraudes et aux litiges inhérents à l'activité de financement.

### 1.e.6. Instruments financiers en valeur de marché par résultat.

**Portefeuille de transaction et autres actifs financiers en valeur de marché par résultat.** — Le portefeuille de transaction comprend les instruments détenus à des fins de transaction, y compris les instruments dérivés.

Les autres actifs financiers en valeur de marché par résultat concernent les instruments de dette non détenus à des fins de transaction qui ne remplissent pas le critère du modèle de gestion « collecte » ou « collecte et vente », ou celui des flux de trésorerie. Entrent également dans cette catégorie les instruments de capitaux propres pour lesquels l'option d'un classement en valeur de marché par capitaux propres n'a pas été retenue. Enfin, les actifs financiers peuvent être désignés en valeur de marché par résultat si cela permet à l'entité d'éliminer ou de réduire significativement une asymétrie dans l'évaluation et la comptabilisation qui existerait en cas de comptabilisation dans des actifs et passifs financiers concernés dans des catégories différentes.

Ces instruments financiers sont comptabilisés à leur valeur de marché, les frais de transaction initiaux étant directement comptabilisés en compte de résultat. En date d'arrêté, les variations de la valeur de marché sont présentées sous la rubrique « Gains ou pertes nets sur les instruments financiers à la valeur de marché par résultat » du compte de résultat. Il en est de même des revenus, des dividendes et des plus et moins-values de cession réalisées du portefeuille de transaction.

### Passifs financiers évalués en valeur de marché par résultat sur option.

Le Groupe utilise cette catégorie dans les deux cas suivants :

- lorsqu'il s'agit d'instruments financiers composés comportant un ou plusieurs dérivés incorporés qui autrement seraient à extraire et à comptabiliser séparément. Un dérivé incorporé est tel que ses caractéristiques économiques et ses risques ne sont pas étroitement liés à ceux du contrat hôte ;
- lorsque l'utilisation de cette option permet d'éliminer ou de réduire significativement une incohérence dans l'évaluation et la comptabilisation des actifs et passifs qui autrement résulteraient de leur classement dans des catégories comptables distinctes.
- Les variations de valeur de marché résultant du risque de crédit propre sont constatées sous une rubrique spécifique des capitaux propres.

### 1.e.7. Passifs financiers et instruments de capitaux propres.

Un instrument financier émis ou ses différentes composantes sont classés en tant que passif financier ou instrument de capitaux propres, conformément à la substance économique du contrat juridique.

Les instruments financiers émis par le Groupe sont qualifiés d'instruments de dettes s'il existe une obligation contractuelle pour la société du Groupe émettrice de ces instruments de délivrer de la trésorerie ou un actif financier au détenteur des titres. Il en est de même dans les cas où le Groupe peut être contraint d'échanger des actifs ou des passifs financiers avec une autre entité à des conditions potentiellement défavorables, ou de livrer un nombre variable de ses propres actions.

Les instruments de capitaux propres résultent de contrats mettant en évidence un intérêt résiduel dans les actifs d'une entité après déduction de tous ses passifs.

**Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées.** — Les dettes représentées par un titre et les dettes subordonnées sont comptabilisées au coût amorti sauf si elles sont comptabilisées à la valeur de marché par résultat.

Les dettes émises représentées par un titre sont enregistrées à l'origine à leur valeur d'émission comprenant les frais de transaction, puis sont évaluées à leur coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les obligations remboursables ou convertibles en actions propres sont susceptibles de contenir une composante dette et une composante capitaux propres, déterminées lors de la comptabilisation initiale de l'opération. Elles seront dans ce cas qualifiées d'instruments hybrides.

A cet égard, le Groupe a choisi d'enregistrer les obligations convertibles contingentes émises, sans maturité, lorsque convertibles en un nombre variable d'actions propres lors de la survenance d'un événement déclencheur prédéterminé (par exemple le passage du ratio de solvabilité sous un seuil), comme un instrument hybride, dans la mesure où les coupons sur ces obligations sont payés de manière discrétionnaire.

**Instruments de capitaux propres.** — Le terme « actions propres » désigne les actions de la société consolidante BNP Paribas Personal Finance SA et de ses filiales consolidées par intégration globale. Les coûts externes directement attribuables à une émission d'actions nouvelles, sont déduits des capitaux propres nets de tout impôt y afférent.

Les actions propres détenues par le Groupe sont portées en déduction des capitaux propres consolidés quel que soit l'objectif de leur détention et les résultats afférents sont éliminés du compte de résultat consolidé.

Les actions émises par les filiales du Groupe contrôlées de manière exclusive étant assimilées aux actions émises par la société consolidante, lorsque le Groupe rachète les titres émis par ces filiales, la différence entre le prix d'acquisition et la quote-part d'actif net rachetée est enregistrée dans les réserves consolidées, part du Groupe. De même, la valeur de la dette, ainsi que ses variations, représentative d'options de vente consenties, le cas échéant, aux actionnaires minoritaires de ces filiales, est imputée sur les intérêts minoritaires et, à défaut, sur les réserves consolidées, part du Groupe. Tant que ces options ne sont pas exercées, les résultats liés aux intérêts minoritaires sont affectés aux intérêts minoritaires au compte de résultat consolidé. L'incidence d'une baisse du pourcentage d'intérêt du Groupe dans une filiale consolidée par intégration globale est traitée comptablement comme un mouvement des capitaux propres.

Les instruments financiers émis par le Groupe et qualifiés d'instruments de capitaux propres (notamment les Titres Super Subordonnés à Durée Indéterminée) sont présentés au bilan en « Capital et réserves ».

Les distributions d'un instrument financier classé en tant qu'instrument de capitaux propres sont comptabilisées directement en déduction des capitaux propres. De même, les coûts de transaction d'un instrument qualifié de capitaux propres sont comptabilisés en déduction des capitaux propres.

Les dérivés sur actions propres, sont considérés, selon leur mode de dénouement :

- soit comme des instruments de capitaux propres si le dénouement se fait par livraison physique d'un nombre fixe d'actions propres contre un montant fixe de trésorerie ou un autre actif financier ; ces instruments dérivés ne sont dans ce cas pas réévalués ;
- soit comme des dérivés si le dénouement se fait en numéraire ou au choix par la livraison physique d'actions propres ou la remise de numéraire. Les variations de valeur de ces instruments sont dans ce cas enregistrées en résultat.

En outre, si le contrat contient une obligation, même si celle-ci n'est qu'éventuelle, de rachat par la Banque de ses propres actions, une dette est comptabilisée pour sa valeur présente par la contrepartie des capitaux propres.

#### 1.e.8. Comptabilité de couverture.

Le Groupe a retenu l'option prévue par la norme de maintenir les dispositions de la comptabilité de couverture d'IAS 39 jusqu'à l'entrée en vigueur de la future norme sur la macrocouverture. Par ailleurs, la norme IFRS 9 ne traite pas explicitement de la couverture de valeur du risque de taux d'un portefeuille d'actifs ou passifs financiers. Les dispositions prévues dans IAS 39 pour ces couvertures de portefeuille, telles qu'adoptées par l'Union européenne, continuent de s'appliquer.

Les dérivés conclus dans le cadre de relations de couverture sont désignés en fonction de l'objectif poursuivi.

La couverture de valeur est notamment utilisée pour couvrir le risque de taux d'intérêt des actifs et passifs à taux fixe, tant pour des instruments financiers identifiés (titres, émissions, prêts, emprunts) que pour des portefeuilles d'instruments financiers (dépôts à vue et crédits à taux fixe notamment).

La couverture de résultats futurs est notamment utilisée pour couvrir le risque de taux d'intérêt des actifs et passifs à taux révisable, y compris leur renouvellement, et le risque de change des revenus futurs hautement probables en devises.

Lors de la mise en place de la relation de couverture, le Groupe établit une documentation formalisée : désignation de l'instrument ou de la portion d'instrument ou de risque couvert, stratégie et nature du risque couvert, désignation de l'instrument de couverture, modalités d'évaluation de l'efficacité de la relation de couverture.

Conformément à cette documentation, le Groupe évalue, lors de sa mise en place et au minimum trimestriellement, l'efficacité rétrospective et prospective des relations de couverture mises en place. Les tests d'efficacité rétrospectifs ont pour but de s'assurer que le rapport entre les variations effectives de valeur ou de résultat des dérivés de couverture et celles des instruments couverts se situe entre 80 % et 125 %. Les tests prospectifs ont pour but de s'assurer que les variations de valeur ou de résultat des dérivés attendues sur la durée de vie résiduelle de la couverture compensent de manière adéquate celles des instruments couverts. Concernant les transactions hautement probables, leur caractère s'apprécie notamment au travers de l'existence d'historiques sur des transactions similaires.

En application de la norme IAS 39 adoptée par l'Union européenne (excluant certaines dispositions concernant la comptabilité de couverture d'un portefeuille), des relations de couverture de valeur du risque de taux d'intérêt sur base de portefeuille d'actifs ou de passifs sont utilisées. Dans ce cadre :

- le risque désigné comme étant couvert est le risque de taux d'intérêt associé à la composante de taux interbancaire inclus dans le taux des opérations commerciales de crédits à la clientèle, d'épargne et de dépôts à vue ;
- les instruments réputés couverts correspondent, pour chaque bande de maturité, à une fraction de la position constitutive des impasses associées aux sous-jacents couverts ;
- les instruments de couverture sont uniquement des swaps de taux simples ;
- l'efficacité des couvertures est assurée prospectivement par le fait que tous les dérivés doivent avoir à la date de leur mise en place pour effet de réduire le risque de taux d'intérêt du portefeuille de sous-jacents couverts. Rétrospectivement, ces couvertures doivent être déqualifiées lorsque les sous-jacents qui leur sont spécifiquement associés sur chaque bande de maturité deviennent insuffisants (du fait des remboursements anticipés des prêts ou des retraits des dépôts).

Les principes de comptabilisation des dérivés et des instruments couverts dépendent de la stratégie de couverture.

Dans le cas d'une relation de couverture de valeur, les dérivés sont réévalués au bilan à leur valeur de marché par contrepartie du compte de résultat dans le poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la valeur de marché par résultat », symétriquement à la réévaluation des instruments couverts pour le risque considéré. Au bilan, la réévaluation de la composante couverte est comptabilisée soit conformément à la classification de l'instrument couvert dans le cas d'une relation de couverture d'actifs ou de passifs identifiés, soit dans le poste « Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux » dans le cas d'une relation de couverture de portefeuille.

En cas d'interruption de la relation de couverture ou lorsque celle-ci ne satisfait plus aux tests d'efficacité, les dérivés de couverture sont transférés en portefeuille de transaction et comptabilisés selon les principes applicables à cette catégorie. Dans le cas d'instruments de taux d'intérêt identifiés initialement couverts, le montant de réévaluation inscrit au bilan sur ces instruments est amorti au taux d'intérêt effectif sur sa durée de vie résiduelle. Dans le cas de portefeuilles d'instruments de taux d'intérêt initialement couverts en taux, cet ajustement est amorti linéairement sur la période restant à courir par rapport à la durée initiale de la couverture. Si les éléments couverts ne figurent plus au bilan, du fait notamment de remboursements anticipés, ce montant est immédiatement porté au compte de résultat.

Dans le cas d'une relation de couverture de résultats futurs, les dérivés sont réévalués au bilan en valeur de marché en contrepartie d'une ligne spécifique des capitaux propres « Variations de valeur enregistrées directement en capitaux propres ». Les montants inscrits en capitaux propres pendant la durée de vie de la couverture sont transférés en résultat sous la rubrique «



Intérêts et produits et charges assimilés » au fur et à mesure que les éléments de résultat de l'instrument couvert affectent le résultat. Les instruments couverts restent comptabilisés conformément aux règles spécifiques à leur catégorie comptable.

En cas d'interruption de la relation de couverture ou lorsque celle-ci ne satisfait plus aux tests d'efficacité, les montants cumulés inscrits en capitaux propres au titre de la réévaluation du dérivé de couverture sont maintenus en capitaux propres jusqu'à ce que la transaction couverte affecte elle-même le résultat ou lorsqu'il est déterminé qu'elle ne se réalisera pas. Ces montants sont alors transférés en résultat.

En cas de disparition de l'élément couvert, les montants cumulés inscrits en capitaux propres sont immédiatement constatés en résultat.

Quelle que soit la stratégie de couverture retenue, l'inefficacité de la couverture est comptabilisée au compte de résultat en « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la valeur de marché par résultat ».

Les couvertures des investissements nets en devises réalisés dans des filiales et succursales sont comptabilisées de la même façon que les couvertures de résultats futurs. Les instruments de couverture peuvent être des dérivés de change ou tout instrument financier non dérivé.

#### 1.e.9. Détermination de la valeur de marché.

La valeur de marché correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction conclue à des conditions normales entre des participants de marché, sur le marché principal ou sur le marché le plus avantageux, à la date d'évaluation.

Le Groupe détermine la valeur de marché des instruments financiers, soit en utilisant des prix obtenus directement à partir de données externes, soit en utilisant des techniques de valorisation. Ces techniques de valorisation sont principalement des approches par le marché ou par le résultat, regroupant des modèles communément admis (méthode d'actualisation des cash flows futurs, modèle de Black & Scholes, techniques d'interpolation). Elles maximisent l'utilisation de données observables et minimisent celle de données non observables. Ces techniques sont calibrées pour refléter les conditions actuelles du marché. Des ajustements de valorisation sont appliqués si nécessaire, lorsque des facteurs tels que les risques de modèle, de liquidité et de crédit ne sont pas pris en compte dans les techniques de valorisation ou dans les paramètres utilisés, mais sont cependant pris en considération par les participants de marché lors de la détermination de la valeur de marché.

La valeur de marché est déterminée pour chaque actif financier ou passif financier pris individuellement, mais elle peut être évaluée sur la base de portefeuille dès lors que certaines conditions sont remplies. Ainsi, le Groupe applique cette exception lorsqu'un groupe d'actifs financiers et de passifs financiers et d'autres contrats entrant dans le champ d'application de la norme sur les instruments financiers est géré sur la base de son exposition nette à des risques similaires, de marché ou de crédit, qui se compensent, conformément à une stratégie interne de gestion des risques dûment documentée.

Les actifs et passifs évalués ou présentés à la valeur de marché sont répartis selon la hiérarchie suivante :

- Niveau 1 : les valeurs de marché sont déterminées en utilisant directement les prix cotés sur des marchés actifs, pour des actifs ou des passifs identiques. Les caractéristiques d'un marché actif incluent l'existence d'un volume et d'une fréquence suffisants de transactions ainsi qu'une disponibilité continue des prix.
- Niveau 2 : les valeurs de marché sont déterminées avec des techniques de valorisation dont les paramètres significatifs sont observables sur les marchés, directement ou indirectement. Ces techniques sont régulièrement calibrées et les paramètres corroborés par des données provenant de marchés actifs.
- Niveau 3 : les valeurs de marché sont déterminées avec des techniques de valorisation dont les paramètres significatifs utilisés sont non observables ou ne peuvent être corroborés par des données de marché, par exemple en raison de l'absence de liquidité de l'instrument ou d'un risque de modèle significatif. Un paramètre non observable est une donnée pour laquelle aucune information de marché n'est disponible. Il provient donc d'hypothèses internes sur les données qui seraient utilisées par les autres participants de marché. L'évaluation de l'absence de liquidité ou l'identification d'un risque de modèle suppose l'exercice du jugement.

Le niveau de hiérarchie de la valeur de marché au sein duquel l'actif ou le passif est classé dans son intégralité correspond au niveau le plus bas des paramètres qui sont significatifs pour la valeur de marché.

Pour les instruments financiers présentés dans le Niveau 3 de la hiérarchie, et plus marginalement pour certains instruments financiers présentés dans le Niveau 2, une différence peut apparaître entre le prix de transaction et la valeur de marché. Cette marge ("Day One Profit") est différée et étalée en résultat sur la durée d'inobservabilité anticipée des paramètres de valorisation. Lorsque les paramètres non observables à l'origine le deviennent ou lorsque la valorisation peut être justifiée par comparaison avec celle de transactions récentes et similaires opérées sur un marché actif, la part de la marge non encore reconnue est alors comptabilisée en résultat.

#### 1.e.10. Décomptabilisation d'actifs ou de passifs financiers.

— **Décomptabilisation des actifs financiers** : Le Groupe décomptabilise tout ou partie d'un actif financier lorsque les droits contractuels aux flux de trésorerie de l'actif expirent, ou lorsque le Groupe transfère l'actif - soit sur la base d'un transfert des droits contractuels à ses flux de trésorerie, soit en conservant les droits contractuels à recevoir les flux de trésorerie de l'actif tout en assumant l'obligation de payer les flux de trésorerie de l'actif dans le cadre d'un dispositif de rétrocession éligible – de même que la quasi-totalité des risques et des avantages de l'actif.

Dans le cas où le Groupe a transféré les flux de trésorerie d'un actif financier mais n'a ni transféré ni conservé la quasi-totalité des risques et avantages liés à la propriété de l'actif financier et n'a pas conservé en pratique le contrôle de l'actif financier, le Groupe décomptabilise l'actif financier et enregistre alors distinctement, si nécessaire, un actif ou un passif représentant les droits

et obligations créés ou conservés à l'occasion du transfert de l'actif. Si le Groupe a conservé le contrôle de l'actif financier, il maintient ce dernier à son bilan à hauteur de son implication continue dans cet actif.

Lors de la décomptabilisation d'un actif financier dans son intégralité, un gain ou une perte de cession est enregistré dans le compte de résultat pour un montant égal à la différence entre la valeur comptable de cet actif et la valeur de la contrepartie reçue, corrigée le cas échéant de tout profit ou perte latent qui aurait été antérieurement comptabilisé directement en capitaux propres.

Si l'ensemble de ces conditions n'est pas réuni, le Groupe maintient l'actif à son bilan et enregistre un passif représentant les obligations nées à l'occasion du transfert de l'actif.

— **Décomptabilisation des passifs financiers** : Le Groupe décomptabilise tout ou partie d'un passif financier lorsque tout ou partie de ce passif est éteint, c'est-à-dire lorsque l'obligation précisée au contrat est éteinte, est annulée ou est arrivée à expiration. Un passif financier peut également être décomptabilisé en cas de modification substantielle de ses conditions contractuelles ou d'échange avec le prêteur contre un instrument dont les conditions contractuelles sont substantiellement différentes.

— **Opérations de pension et prêts/emprunts de titres** : Les titres cédés temporairement dans le cas d'une mise en pension restent comptabilisés au bilan du Groupe dans leur portefeuille d'origine. Le passif correspondant est comptabilisé au coût amorti sous la rubrique de « Passifs financiers au coût amorti » appropriée, à l'exception des opérations de pension initiées par les activités de négoce du Groupe, pour lesquelles le passif correspondant est comptabilisé en « Instruments financiers à la valeur de marché par résultat ».

Les titres acquis temporairement dans le cas d'une prise en pension ne sont pas comptabilisés au bilan du Groupe. La créance correspondante est comptabilisée au coût amorti sous la rubrique « Actifs financiers au coût amorti » appropriée, à l'exception des opérations de pension initiées par les activités de négoce du Groupe, pour lesquelles la créance correspondante est comptabilisée en « Instruments financiers à la valeur de marché par résultat ».

Les opérations de prêts de titres ne donnent pas lieu à la décomptabilisation des titres prêtés et les opérations d'emprunts de titres ne donnent pas lieu à la comptabilisation au bilan des titres empruntés. Dans le cas où les titres empruntés sont ensuite cédés par le Groupe, l'obligation de livrer les titres à l'échéance de l'emprunt est matérialisée par un passif financier présenté au bilan sous la rubrique « Instruments financiers à la valeur de marché par résultat ».

#### **1.e.11. Compensation des actifs et passifs financiers.**

Un actif financier et un passif financier sont compensés et un solde net est présenté au bilan si et seulement si le Groupe a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et s'il a l'intention soit de régler le montant net soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

Les opérations de pension livrées et de dérivés dont les principes de fonctionnement répondent aux deux critères requis par la norme font l'objet d'une compensation au bilan.

#### **1.f. Immobilisations.**

Les immobilisations inscrites au bilan du Groupe comprennent les immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation ainsi que les immeubles de placement. Les droits d'utilisation relatifs aux actifs pris en location (cf. note 1.h.2) sont présentés dans les postes d'immobilisations correspondant aux actifs similaires détenus.

Les immobilisations d'exploitation sont utilisées à des fins de production de services, ou administratives. Elles incluent les biens autres qu'immobiliers, donnés en location simple.

Les immeubles de placement sont des biens immobiliers détenus pour en retirer des loyers et valoriser le capital investi.

Les immeubles de placement sont comptabilisés au coût.

Les immobilisations d'exploitation sont enregistrées à leur coût d'acquisition augmenté des frais directement attribuables, et des coûts d'emprunt encourus lorsque la mise en service des immobilisations est précédée d'une longue période de construction ou d'adaptation.

Les logiciels développés en interne, lorsqu'ils remplissent les critères d'immobilisation, sont immobilisés pour leur coût direct de développement qui inclut les dépenses externes et les frais de personnel directement affectables au projet.

Après comptabilisation initiale, les immobilisations sont évaluées à leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes éventuelles de valeur.

Le montant amortissable d'une immobilisation est déterminé après déduction de sa valeur résiduelle. Seuls les biens donnés en location simple sont réputés avoir une valeur résiduelle, la durée d'utilité des immobilisations d'exploitation étant généralement égale à la durée de vie économique attendue du bien.

Les immobilisations sont amorties selon le mode linéaire sur la durée d'utilité attendue du bien pour l'entreprise. Les dotations aux amortissements sont comptabilisées sous la rubrique « Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles » du compte de résultat.

Lorsqu'une immobilisation est composée de plusieurs éléments pouvant faire l'objet de remplacement à intervalles réguliers, ayant des utilisations différentes ou procurant des avantages économiques selon un rythme différent, chaque élément est comptabilisé séparément et chacun des composants est amorti selon un plan d'amortissement qui lui est propre. L'approche par composants a été retenue pour les immeubles d'exploitation et de placement.

Les durées d'amortissement retenues pour les immeubles de bureaux sont de 80 et 60 ans pour le gros œuvre des immeubles de prestige et les autres immeubles respectivement, 30 ans pour les façades, 20 ans pour les installations générales et techniques et 10 ans pour les agencements.

Les logiciels sont amortis, selon leur nature, sur des durées n'excédant pas 8 ans pour les développements d'infrastructure et 3 ans ou 5 ans pour les développements essentiellement liés à la production de services rendus à la clientèle.

Les coûts de maintenance des logiciels sont enregistrés en charges au compte de résultat lorsqu'ils sont encourus. En revanche, les dépenses qui participent à l'amélioration des fonctionnalités du logiciel ou contribuent à en allonger la durée de vie sont portées en augmentation du coût d'acquisition ou de confection initial.

Les immobilisations amortissables font l'objet d'un test de dépréciation lorsqu'à la date de clôture, d'éventuels indices de perte de valeur sont identifiés. Les immobilisations non amortissables font l'objet d'un test de dépréciation au moins une fois par an sur le modèle de celui effectué pour les valeurs affectées aux ensembles homogènes de métiers.

S'il existe un tel indice de dépréciation, la nouvelle valeur recouvrable de l'actif est comparée à la valeur nette comptable de l'immobilisation. En cas de perte de valeur, une dépréciation est constatée en compte de résultat. La dépréciation est reprise en cas de modification de l'estimation de la valeur recouvrable ou de disparition des indices de dépréciation. Les dépréciations sont comptabilisées sous la rubrique « Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles » du compte de résultat.

Les plus ou moins-values de cession des immobilisations d'exploitation sont enregistrées au compte de résultat sous la rubrique « Gains nets sur autres actifs immobilisés ».

Les plus ou moins-values de cession des immeubles de placement sont enregistrées au compte de résultat sous la rubrique « Produits des autres activités » ou « Charges des autres activités ».

### 1.g. Contrats de location.

Les différentes sociétés du Groupe peuvent être le preneur ou le bailleur de contrats de location.

#### 1.g.1. Société du groupe bailleur du contrat de location.

Les contrats de location consentis par le Groupe sont analysés en contrats de location-financement (crédit-bail et autres) ou en contrats de location simple.

— **Contrats de location-financement** : Dans un contrat de location-financement, le bailleur transfère au preneur l'essentiel des risques et avantages de l'actif. Il s'analyse comme un financement accordé au preneur pour l'achat d'un bien.

La valeur actualisée des paiements dus au titre du contrat, augmentée le cas échéant de la valeur résiduelle, est enregistrée comme une créance. Le revenu net de l'opération pour le bailleur ou le loueur correspond au montant des intérêts du prêt et est enregistré au compte de résultat sous la rubrique « Intérêts et produits assimilés ». Les loyers perçus sont répartis sur la durée du contrat de location-financement en les imputant en amortissement du capital et en intérêts de façon à ce que le revenu net représente un taux de rentabilité constant sur l'encours résiduel. Le taux d'intérêt utilisé est le taux d'intérêt implicite du contrat.

Les provisions constatées sur ces créances suivent les mêmes règles que celles décrites pour les actifs financiers comptabilisés au coût amorti.

— **Contrats de location simple** : Est un contrat de location simple, un contrat par lequel l'essentiel des risques et avantages de l'actif mis en location n'est pas transféré au preneur.

Lors de sa mise en location, le bien est comptabilisé à l'actif du bailleur en immobilisations pour son coût d'acquisition diminué de sa valeur résiduelle et est ensuite amorti linéairement sur sa durée d'utilité. Les dotations aux amortissements du bien ainsi que les loyers sont comptabilisés en résultat sur la durée du contrat de location, respectivement, sur les lignes « Produits des autres activités » et « Charges des autres activités ».

Les véhicules mis en location par le Groupe et classés en contrat de location simple sont des actifs dont la durée moyenne de location s'établit entre un et cinq ans.

Le coût d'acquisition de ces actifs comprend leur prix d'acquisition, ainsi que tous les coûts directement attribuables nécessaires à la mise à disposition du véhicule auprès des clients locataires. La valeur résiduelle est une estimation selon un modèle statistique de la valeur de revente de l'actif et fait l'objet de réestimations au moins deux fois par an en tenant compte notamment des données historiques de vente des véhicules sur le marché de l'occasion et du contexte propre à chaque zone géographique. En cas d'évolution du montant de la valeur résiduelle de l'actif par rapport à sa valeur d'estimation, un ajustement prospectif du plan d'amortissement est effectué véhicule par véhicule.

#### 1.g.2. Société du groupe preneur du contrat de location.

Les contrats de location conclus par le Groupe à l'exception des contrats d'une durée inférieure ou égale à 12 mois et des contrats de faible valeur sont comptabilisés au bilan à l'actif en tant que droits d'utilisation et au passif en dettes financières au titre des loyers et autres paiements liés pendant la durée de la location. Le droit d'utilisation est amorti linéairement et la dette financière est amortie actuariellement sur la durée du contrat de location. Les coûts de démantèlement correspondant à des agencements spécifiques et significatifs sont intégrés au droit d'utilisation initial par contrepartie des provisions de passif.

Les principales hypothèses utilisées dans l'évaluation des droits d'utilisation et dettes de location sont les suivantes :

- les durées de location correspondent à la période non résiliable des contrats, complétée le cas échéant des options de renouvellement dont l'exercice est jugé raisonnablement certain. En France par exemple, le contrat type en immobilier est le contrat de bail commercial dit bail « trois, six, neuf », pour lequel la période exécutoire de base est au maximum de neuf ans, avec une première période de trois ans non résiliable suivie de deux périodes optionnelles de renouvellement de trois ans ; ainsi, suivant les analyses, les durées retenues peuvent être de trois, six ou neuf ans, suivant la durée économique raisonnablement prévisible des contrats. Lorsque des investissements de type agencements, aménagements et installations sont effectués dans le cadre du contrat, la durée du contrat de location est alignée sur la durée d'amortissement de ceux-ci. Pour les contrats renouvelables tacitement (avec ou sans période exécutoire), des droits d'utilisation et des passifs de location sont comptabilisés sur la base d'une estimation de la durée économique raisonnablement prévisible des contrats, période minimale d'occupation incluse ;
- les taux d'actualisation utilisés pour calculer le droit d'utilisation et la dette de location sont déterminés pour chaque actif comme le taux implicite du contrat s'il est disponible, ou plus généralement en fonction du taux marginal d'endettement des preneurs à la date de signature. Le taux marginal d'endettement est déterminé en tenant compte de la durée moyenne (duration) du contrat ;
- en cas de modification du contrat, il est procédé à une nouvelle appréciation de l'obligation locative en tenant compte de la nouvelle durée résiduelle du contrat et donc à une nouvelle évaluation du droit d'utilisation et du passif de location.

#### 1.h. Actifs détenus en vue de la vente et activités abandonnées.

Lorsque le Groupe décide de vendre des actifs ou un groupe d'actifs et de passifs, et lorsqu'il est hautement probable que cette vente interviendra dans les douze mois, ces actifs sont présentés séparément au bilan dans le poste « Actifs destinés à être cédés ». Les passifs qui leur sont éventuellement liés sont présentés séparément dans le poste « Dettes liées aux actifs destinés à être cédés ». Lorsque le Groupe est engagé dans un plan de vente impliquant la perte de contrôle d'une filiale hautement probable dans le délai d'un an, il classe tous les actifs et les passifs de cette filiale comme détenus en vue de la vente.

Dès lors qu'ils sont classés dans cette catégorie, les actifs ou le groupe d'actifs et de passifs sont évalués au plus bas de leur valeur comptable et de leur valeur de marché nette des coûts de sortie.

Les actifs concernés cessent d'être amortis. En cas de perte de valeur constatée sur un actif ou un groupe d'actifs et de passifs, une dépréciation est constatée en résultat. Les pertes de valeur comptabilisées à ce titre sont réversibles.

En outre, lorsqu'un groupe d'actifs et de passifs destiné à la vente constitue un ensemble homogène de métiers, il est qualifié d'activité abandonnée. Les activités abandonnées incluent à la fois les activités destinées à être cédées, les activités arrêtées, ainsi que les filiales acquises exclusivement dans une perspective de revente.

Dans ce cas, les pertes et profits relatifs à ces opérations sont présentés séparément au compte de résultat, sur la ligne « Résultat net des activités destinées à être cédées ». Ce poste inclut les résultats nets après impôt des activités abandonnées, le résultat net après impôt lié à l'évaluation à la valeur de marché (nette des coûts de vente), et le résultat net après impôt de la cession.

#### 1.i. Avantages bénéficiant au personnel.

Les avantages consentis au personnel du Groupe sont classés en quatre catégories :

- les avantages à court terme tels que les salaires, les congés annuels, l'intéressement, la participation, l'abondement ;
- les avantages à long terme qui comprennent les congés rémunérés et les primes liées à l'ancienneté, certaines rémunérations différées versées en numéraire ;
- les indemnités de fin de contrat de travail ;
- les avantages postérieurs à l'emploi constitués notamment en France par les compléments de retraite bancaire, et les primes de fin de carrière, et à l'étranger par des régimes de retraite portés pour certains d'entre eux par des fonds de pension.

— **Avantages à court terme** : L'entreprise comptabilise une charge lorsqu'elle a utilisé les services rendus par les membres du personnel en contrepartie des avantages qui leur ont été consentis.

— **Avantages à long terme** : Les avantages à long terme désignent les avantages, autres que les avantages à court terme, les avantages postérieurs à l'emploi et les indemnités de fin de contrat de travail. Sont notamment concernées les rémunérations différées de plus de douze mois, versées en numéraire et non indexées sur le cours de l'action BNP Paribas, qui sont provisionnées dans les comptes de l'exercice auquel ces rémunérations se rapportent.

La méthode d'évaluation actuarielle est similaire à celle qui s'applique aux avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies, mais les éléments de réévaluation sont comptabilisés en résultat et non pas en capitaux propres.

— **Indemnités de fin de contrat de travail** : Les indemnités de fin de contrat de travail sont les avantages accordés à un membre du personnel en contrepartie de la cessation de son emploi résultant soit de la résiliation par le Groupe du contrat de travail avant l'âge légal du départ en retraite soit de la décision du membre du personnel de partir volontairement en échange d'une indemnité. Les indemnités de fin de contrat de travail exigibles plus de douze mois après la date de clôture font l'objet d'une actualisation.

— **Avantages postérieurs à l'emploi** : Conformément aux principes généralement admis, le Groupe distingue les régimes à cotisations définies et les régimes à prestations définies.

Les régimes qualifiés de « régimes à cotisations définies » ne sont pas représentatifs d'un engagement pour l'entreprise et ne font l'objet d'aucune provision. Le montant des cotisations appelées pendant l'exercice est constaté en charges.

Seuls les régimes qualifiés de « régimes à prestations définies » sont représentatifs d'un engagement à la charge de l'entreprise qui donne lieu à évaluation et provisionnement.

Le classement dans l'une ou l'autre de ces catégories s'appuie sur la substance économique du régime pour déterminer si le Groupe est tenu ou pas, par les clauses d'une convention ou par une obligation implicite, d'assurer les prestations promises aux membres du personnel.

Les avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies font l'objet d'évaluations actuarielles tenant compte d'hypothèses démographiques et financières.

Le passif net comptabilisé au titre des régimes postérieurs à l'emploi est la différence entre la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies et la valeur de marché des actifs du régime (s'ils existent).

La valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies est déterminée en utilisant les hypothèses actuarielles retenues par l'entreprise et en appliquant la méthode des unités de crédit projetées. Cette méthode d'évaluation tient compte d'un certain nombre de paramètres propres à chaque pays ou entité du Groupe tels que des hypothèses démographiques, de départs anticipés, d'augmentations des salaires et de taux d'actualisation et d'inflation.

Lorsque le montant des actifs de couverture excède la valeur de l'engagement, un actif est comptabilisé s'il est représentatif d'un avantage économique futur pour le Groupe prenant la forme d'une économie de cotisations futures ou d'un remboursement attendu d'une partie des montants versés au régime.

La charge annuelle comptabilisée en frais de personnel au titre des régimes à prestations définies est représentative des droits acquis pendant la période par chaque salarié correspondant au coût des services rendus, des intérêts nets liés à l'actualisation du passif (de l'actif) net au titre des prestations définies, des coûts des services passés résultant des éventuelles modifications ou réductions de régimes, ainsi que des conséquences des liquidations éventuelles de régimes.

Les éléments de réévaluation du passif (de l'actif) net au titre des prestations définies sont comptabilisés directement en capitaux propres sans jamais affecter le résultat. Ils comprennent les écarts actuariels, le rendement des actifs du régime et la variation de l'effet du plafonnement éventuel de l'actif (à l'exclusion des montants pris en compte dans le calcul des intérêts nets sur le passif ou l'actif net au titre des prestations définies).

#### **1.j. Paiements à base d'actions.**

BNP Paribas accorde aux salariés du Groupe BNP Paribas Personal Finance des plans d'options de souscription d'actions et des plans d'attribution d'actions gratuites.

Les paiements à base d'actions sont constitués par les paiements fondés sur des actions émises par le Groupe, qu'ils soient dénoués par la remise d'actions ou par un versement de numéraire dont le montant dépend de l'évolution de la valeur des actions.

##### **— Plans d'attribution d'options de souscription d'actions (stock-options) et d'actions gratuites :**

La charge afférente aux plans attribués est étalée sur la période d'acquisition des droits, dans la mesure où l'obtention de l'avantage est soumise à une condition de présence.

Cette charge, inscrite dans les frais de personnel, dont la contrepartie figure en capitaux propres, est calculée sur la base de la valeur globale du plan, déterminée à la date d'attribution par le Conseil d'administration.

En l'absence de marché pour ces instruments, des modèles financiers de valorisation prenant en compte le cas échéant les conditions de performance relative de l'action BNP Paribas sont utilisés. La charge totale du plan est déterminée en multipliant la valeur unitaire de l'option ou de l'action gratuite attribuée par le nombre estimé d'options ou d'actions gratuites acquises en fin de période d'acquisition des droits compte tenu des conditions de présence des bénéficiaires.

Seules les hypothèses relatives au départ des bénéficiaires et aux conditions de performance qui ne sont pas liées à la valeur du titre BNP Paribas font l'objet d'une réestimation au cours de la période d'acquisition des droits et donnent lieu à un réajustement de la charge.

##### **— Rémunérations variables différées versées en espèces indexées sur le cours de l'action :**

Ces rémunérations sont comptabilisées dans les charges des exercices au cours desquels le salarié rend les services correspondants.

Lorsque le paiement à base d'actions des rémunérations variables différées est explicitement soumis à une condition exécutoire d'acquisition liée à la présence, les services sont présumés reçus sur la période d'acquisition et la charge de rémunération correspondante est inscrite, prorata temporis sur cette période, en frais de personnel en contrepartie d'une dette. La charge est révisée pour tenir compte de la non-réalisation des conditions de présence ou de performance, et de la variation de valeur du titre BNP Paribas.

En l'absence de condition de présence exécutoire, la charge est constatée, sans étalement, par contrepartie d'une dette qui est ensuite réestimée à chaque clôture en fonction des éventuelles conditions de performance et de la variation de valeur du titre BNP Paribas, et ce jusqu'à son règlement.

#### **1.k. Provisions de passif.**

Les provisions enregistrées au passif du bilan du Groupe, autres que celles relatives aux instruments financiers, et aux engagements sociaux, concernent principalement les provisions pour restructuration, litiges, amendes et pénalités.

Une provision est constituée lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre une obligation née d'un événement passé et lorsque le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Le montant de cette obligation est actualisé pour déterminer le montant de la provision, dès lors que cette actualisation présente un caractère significatif.

**1.l. Impôt courant et différé.**

La charge d'impôt sur le bénéfice exigible est déterminée sur la base des règles et taux en vigueur dans chaque pays d'implantation des sociétés du Groupe sur la période à laquelle se rapportent les résultats.

Des impôts différés sont comptabilisés lorsqu'existent des différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et passifs du bilan et leurs valeurs fiscales.

Des passifs d'impôts différés sont reconnus pour toutes les différences temporelles taxables à l'exception :

- des différences temporelles taxables générées par la comptabilisation initiale d'un écart d'acquisition ;
- des différences temporelles taxables relatives aux investissements dans des entreprises sous contrôle exclusif et contrôle conjoint, dans la mesure où le Groupe est capable de contrôler la date à laquelle la différence temporelle s'inversera et qu'il est probable que cette différence temporelle ne s'inversera pas dans un avenir prévisible.

Des actifs d'impôts différés sont constatés pour toutes les différences temporelles déductibles et les pertes fiscales reportables dans la mesure où il est probable que l'entité concernée disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces différences temporelles et ces pertes fiscales pourront être imputées.

Les impôts différés actifs et passifs sont évalués selon la méthode du report variable au taux d'impôt dont l'application est présumée sur la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt et réglementations fiscales qui ont été adoptés ou le seront avant la date de clôture de la période. Ils ne font pas l'objet d'une actualisation.

Les impôts différés actifs ou passifs sont compensés quand ils trouvent leur origine au sein d'un même groupe fiscal, relèvent de la même autorité fiscale, et lorsqu'existe un droit légal de compensation.

S'agissant de l'évaluation des positions fiscales incertaines, le Groupe adopte la démarche suivante :

- la probabilité qu'un traitement fiscal incertain soit agréé par les autorités fiscales est appréciée ;
- l'incertitude éventuelle est reflétée lors de la détermination du résultat fiscal en retenant soit le montant le plus probable (probabilité d'occurrence la plus élevée), soit l'espérance mathématique (somme des résultats possibles pondérés par leur probabilité d'occurrence).

Les impôts exigibles et différés sont comptabilisés comme un produit ou une charge d'impôt dans le compte de résultat, à l'exception de ceux relatifs à une transaction ou un événement directement comptabilisé en capitaux propres, qui sont également imputés sur les capitaux propres. Ceci concerne en particulier l'effet d'impôt relatif aux coupons versés sur les instruments financiers émis par le Groupe et qualifiés d'instruments de capitaux propres comme les Titres Super Subordonnés à Durée Indéterminée.

Les crédits d'impôt sur revenus de créances et de portefeuilles titres, lorsqu'ils sont effectivement utilisés en règlement de l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice, sont comptabilisés dans la même rubrique que les produits auxquels ils se rattachent. La charge d'impôt correspondante est maintenue dans la rubrique « Impôt sur les bénéfices » du compte de résultat.

**1.m. Tableau des flux de trésorerie.**

Le solde des comptes de trésorerie et assimilés est constitué des soldes nets des comptes de caisse, banques centrales, ainsi que les soldes nets des prêts et emprunts à vue auprès des établissements de crédit.

Les variations de la trésorerie générée par l'activité opérationnelle enregistrent les flux de trésorerie générés par les activités du Groupe, y compris ceux relatifs aux placements des activités d'assurance et aux titres de créances négociables.

Les variations de la trésorerie liées aux opérations d'investissement résultent des flux de trésorerie liés aux acquisitions et aux cessions de filiales, entreprises associées ou coentreprises consolidées ainsi que ceux liés aux acquisitions et aux cessions d'immobilisations, hors immeubles de placement et immeubles donnés en location simple.

Les variations de la trésorerie liées aux opérations de financement comprennent les encaissements et décaissements provenant des opérations avec les actionnaires et les flux liés aux dettes subordonnées et obligataires, et dettes représentées par un titre (hors titres de créances négociables).

**1.n. Utilisation d'estimations dans la préparation des états financiers.**

La préparation des états financiers du Groupe exige des responsables des métiers et des fonctions la formulation d'hypothèses et la réalisation d'estimations qui se traduisent dans la détermination des produits et des charges du compte de résultat comme dans l'évaluation des actifs et passifs du bilan et dans la confection des notes annexes qui leur sont relatives. Cet exercice suppose que les gestionnaires fassent appel à l'exercice de leur jugement et utilisent les informations disponibles à la date d'élaboration des états financiers pour procéder aux estimations nécessaires. Les résultats futurs définitifs des opérations pour lesquelles les gestionnaires ont recouru à des estimations peuvent à l'évidence s'avérer sensiblement différents de celles-ci notamment en fonction de conditions de marché différentes et avoir un effet significatif sur les états financiers.

Ainsi est-ce en particulier le cas :

- de l'analyse du critère des flux de trésorerie de certains actifs financiers ;
- du calcul des pertes de crédit attendues. Ceci concerne plus particulièrement l'évaluation du critère d'augmentation significative du risque de crédit, les modèles et hypothèses utilisés pour la mesure des pertes de crédit attendues, la détermination des différents scénarios économiques et de leur pondération ;
- de l'analyse des crédits renégociés afin de déterminer leur maintien au bilan ou leur décomptabilisation ;
- de l'analyse du caractère actif ou non d'un marché et de l'usage de modèles internes pour le calcul de la valeur de marché des instruments financiers non cotés sur un marché actif classés en « Actifs financiers en valeur de marché ».

par capitaux propres » ou en « Instruments financiers en valeur de marché par résultat » à l'actif ou au passif, et plus généralement du calcul des valeurs de marché des instruments financiers pour lesquels une information est donnée dans les notes annexes aux états financiers ;

- de la pertinence de la qualification de certaines couvertures de résultat par des instruments financiers dérivés et de la mesure de l'efficacité des stratégies de couverture ;
- des tests de dépréciation effectués sur les actifs incorporels ;
- de l'estimation des valeurs résiduelles d'immobilisations faisant l'objet de contrats de location simple et servant de base à la détermination de leur amortissement ainsi que leur dépréciation éventuelle notamment en lien avec l'effet des considérations environnementales sur l'évaluation des prix futurs des véhicules d'occasion ;
- des actifs d'impôt différé ;
- de la détermination de l'incertitude sur les traitements fiscaux et des autres provisions destinées à couvrir les risques de pertes et charges. En particulier, l'issue et l'impact potentiel des enquêtes et litiges en cours est difficile à prédire avant leur terme. L'estimation des provisions est réalisée en prenant en compte toutes les informations disponibles à la date d'établissement des comptes notamment la nature du litige, les faits sous-jacents, les procédures en cours, les décisions de justice, y compris celles relatives à des cas similaires et les accords transactionnels avec des tiers. Le Groupe peut également avoir recours à des avis d'experts et de conseillers indépendants afin d'exercer son jugement.

## 2. – Notes relatives au compte de résultat de l'exercice 2024.

### 2.a. Marge d'intérêt.

Le Groupe BNP Paribas Personal Finance présente sous les rubriques « Intérêts et produits assimilés » et « Intérêts et charges assimilés » la rémunération déterminée selon la méthode du taux d'intérêt effectif (intérêts, commissions et frais) des instruments financiers évalués au coût amorti, ainsi que la rémunération des instruments financiers en valeur de marché par capitaux propres.

Ces rubriques incluent également la rémunération des instruments financiers non détenus à des fins de transaction dont les caractéristiques ne permettent pas une comptabilisation au coût amorti ou en valeur de marché par capitaux propres. La variation de valeur calculée hors intérêts courus sur ces instruments financiers en valeur de marché par résultat est comptabilisée sous la rubrique « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

Les produits et charges d'intérêts sur les dérivés de couverture de valeur de marché sont présentés avec les revenus des éléments dont ils contribuent à la couverture des risques. De même, les produits et charges d'intérêts sur les dérivés de couverture économique des opérations désignées en valeur de marché par résultat sont rattachés aux rubriques qui enregistrent les intérêts de ces opérations.

(En millions d'Euros)	Exercice 2024			Exercice 2023		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
<b>Instruments financiers au coût amorti</b>	<b>5 624</b>	<b>-3 552</b>	<b>2 072</b>	<b>5 325</b>	<b>-3 206</b>	<b>2 119</b>
Comptes et prêts/emprunts	4 684	-3 207	1 477	4 655	-2 783	1 872
Opérations de pensions	2	-5	-3	2	-5	-3
Opérations de location-financement	929		929	654		654
Titres de dette	9		9	14		14
Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées		-340	-340		-418	-418
<b>Instruments financiers en valeur de marché par capitaux propres</b>						
Titres de dette						
Instruments financiers en valeur de marché par résultat (hors portefeuille de transaction)	2		2	3		3
Instruments de couverture de résultats futurs	328	-225	103	305	-182	123
<b>Instruments de couverture des portefeuilles couverts en taux</b>	<b>509</b>	<b>-31</b>	<b>478</b>	<b>620</b>	<b>-29</b>	<b>591</b>
Passif de location		-3	-3		-2	-2
<b>Total des produits et charges d'intérêts ou assimilés</b>	<b>6 463</b>	<b>-3 811</b>	<b>2 652</b>	<b>6 253</b>	<b>-3 419</b>	<b>2 834</b>

Les intérêts sur instruments financiers au coût amorti comprennent, les produits et charges d'intérêts sur opérations avec la clientèle, opérations interbancaires et emprunts émis par le Groupe.

Les intérêts sur instruments financiers en valeur de marché par résultat correspondent aux intérêts sur instruments financiers non détenus à des fins de transaction, dont les caractéristiques ne permettent pas un classement au coût amorti ou en valeur de marché par capitaux propres.

Le total des produits d'intérêts sur les créances ayant fait l'objet d'une dépréciation individuelle s'élève à 83 millions d'euros pour l'exercice 2024 contre 96 millions d'euros pour l'exercice 2023.

## 2.b. Commissions :

(En millions d'Euros)	Exercice 2024			Exercice 2023		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations avec la clientèle et les établissements de crédit	168	-47	121	234	-69	165
Opérations sur titres et dérivés		-2	-2		-2	-2
Engagements de financement et de garantie	3	-5	-2	5	-5	
Prestations de service et gestion d'actifs	494		494	474		474
Autres	89	-69	20	174	-105	69
<b>Produits et charges de commissions</b>	<b>754</b>	<b>-123</b>	<b>631</b>	<b>887</b>	<b>-181</b>	<b>706</b>
- Dont détention ou placement d'actifs pour le compte de la clientèle, de fiducies, d'institutions de retraite ou de prévoyance et d'autres institutions						
- Dont instruments financiers non évalués à la valeur de marché par résultat	120	-22	98	191	-40	151

## 2.c. Gains ou pertes nets sur instruments financiers évalués en valeur de marché par résultat.

Les gains nets sur instruments financiers évalués en valeur de marché par résultat recouvrent les éléments de résultat afférents aux instruments financiers gérés au sein d'un portefeuille de transaction, aux titres de capitaux propres non détenus à des fins de transaction pour lesquels l'option de comptabilisation en valeur de marché par capitaux propres n'a pas été retenue, ainsi qu'aux instruments de dette dont les flux de trésorerie ne sont pas uniquement constitués de paiements relatifs au principal et d'intérêts sur le principal ou dont le modèle de gestion n'est pas de collecter les flux de trésorerie ni de collecter les flux de trésorerie et de vendre les actifs.

Ces éléments de résultat comprennent les dividendes sur ces instruments et excluent les revenus et charges d'intérêts des instruments financiers dont les flux de trésorerie ne sont pas uniquement des paiements relatifs au principal et aux intérêts sur le principal ou dont le modèle de gestion n'est pas de collecter les flux de trésorerie ni de collecter les flux de trésorerie et de vendre les actifs, qui sont présentés dans la « Marge d'intérêts » (note 2.a).

(En millions d'Euros)	Exercice 2024	Exercice 2023
<b>Instruments financiers du portefeuille de transaction</b>	<b>3</b>	<b>21</b>
Instruments financiers de taux et de crédit		6
Instruments financiers de change	2	14
Prêts et opérations de pension	1	1
<b>Autres instruments financiers comptabilisés en valeur de marché par résultat</b>	<b>3</b>	<b>-3</b>
Instruments de dette		
Instruments de capitaux propres	3	-3
<b>Incidence de la comptabilité de couverture</b>		<b>1</b>
Instruments dérivés de couverture de valeur	-335	-798
Composantes couvertes des instruments financiers ayant fait l'objet d'une couverture de valeur	335	799
<b>Gains nets sur instruments financiers évalués en valeur de marché par résultat</b>	<b>6</b>	<b>19</b>

Les gains ou pertes nets des portefeuilles de transaction comprennent, pour un montant négligeable au titre des exercices 2024 et 2023, l'inefficacité liée aux couvertures de résultats futurs.

Les facteurs potentiels d'inefficacité sont les différences entre les instruments de couverture et les instruments couverts, notamment du fait de divergences dans les caractéristiques des instruments, telles que la fréquence et la date de révision des index de taux, la fréquence des paiements et les courbes d'actualisation utilisées, ou lorsque les instruments dérivés ont une valeur de marché non nulle à la date de documentation de la relation de couverture. Les ajustements de valeur pour risque de contrepartie s'appliquant aux instruments de couverture sont également sources d'inefficacité.

Les variations de valeur cumulées en capitaux propres relatives à des couvertures de flux futurs interrompues qui ont été reclassées en résultat au cours de l'exercice 2024 sont non significatives, dans tous les cas, que l'instrument couvert existe ou n'existe plus.



**2.d. Produits et charges des autres activités :**

(En millions d'Euros)	Exercice 2024			Exercice 2023		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Produits nets des immeubles de placement	2	-1	1	3	-1	2
Produits nets des immobilisations en location simple	213	-190	23	145	-117	28
Autres produits nets	108	-76	32	96	-86	10
<b>Total net des produits et charges des autres activités</b>	<b>323</b>	<b>-267</b>	<b>56</b>	<b>244</b>	<b>-204</b>	<b>40</b>

**2.e. Autres charges générales d'exploitation :**

(En millions d'Euros)	Exercice 2024	Exercice 2023
Services extérieurs et autres charges générales d'exploitation	-892	-988
Taxes(1)	-29	-65
<b>Total des autres charges générales d'exploitation</b>	<b>-921</b>	<b>-1 053</b>
<i>(1) Les contributions au fonds de résolution européen, y compris contributions exceptionnelles, sont nulles en 2024 et s'élèvent à 18 M€ 2023</i>		

**2.f. Cout du risque.**

Les modèles généraux d'évaluation des dépréciations décrits dans la note 1.e.4 et utilisés par le Groupe s'articulent autour des deux étapes suivantes :

- évaluer s'il y a une augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale ; et
- mesurer la provision pour dépréciation sur la base d'une perte attendue sur 12 mois ou sur la base d'une perte attendue sur la durée de vie (i.e. perte attendue à maturité).

Des informations prospectives sont prises en compte sur ces deux étapes pour les entités utilisant la « méthode statistique de la mesure des pertes de crédit attendues basée sur les EAD, PD, LGD » et sur la seconde pour les entités utilisant la « méthode statistique historique ».

**Informations prospectives.** — S'agissant de la mesure des pertes de crédit attendues, le Groupe a fait le choix de retenir 4 scénarios macroéconomiques par zone géographique, couvrant un large panel de conditions économiques futures potentielles :

- un scénario central, en ligne avec le scénario utilisé dans le cadre du processus budgétaire et de réestimations ;
- un scénario favorable, prenant en compte des situations où les performances économiques sont meilleures que prévues ;
- un scénario adverse, correspondant au scénario utilisé trimestriellement dans le cadre des exercices de test de résistance réalisés par le Groupe ;
- un scénario sévère qui correspond à un choc d'amplitude plus importante que celle du scénario adverse.

Le lien entre les scénarios macroéconomiques et la mesure de l'ECL est principalement établi au travers de la modélisation des probabilités de défaut et par la déformation des matrices de migration de note interne (ou paramètre de risque). Les probabilités de défaut ainsi déterminées par les scénarios macroéconomiques permettent de mesurer les pertes attendues pour chaque scénario.

La prise en compte de l'information prospective est également intégrée à la détermination de la détérioration significative du risque de crédit pour les entités utilisant la « méthode statistique de la mesure des pertes de crédit attendues basée sur les EAD, PD, LGD ». En effet, les probabilités de défaut servant de base à cette évaluation intègrent l'information prospective multi-scénario de la même manière que pour le calcul des pertes attendues.

Le poids à attribuer aux pertes de crédit attendues calculées dans chacun des scénarios est déterminé ainsi :

- le poids du scénario central est fixé à 50 % ;
- le poids des trois scénarios alternatifs est défini selon la position dans le cycle économique. Dans l'approche retenue, les scénarios adverse et sévère ont un poids plus important dans les situations en haut de cycle que dans les situations en bas de cycle, en anticipation d'un retournement potentiel défavorable de l'économie ;
- le poids du scénario favorable est au minimum de 10 % et au maximum de 40 % ;
- le poids total des scénarios défavorables fluctue symétriquement au scénario favorable dans un intervalle également compris entre 10 % et 40 % ; la composante sévère représente 20 % de ce poids et au minimum une pondération de 5 %.

Lorsque cela s'avère pertinent, la mesure des dépréciations peut prendre en compte des scénarios de vente des actifs.

**Scénarios macroéconomiques :**

Les quatre scénarios macroéconomiques sont définis avec un horizon de projection à 3 ans. Ils correspondent à :

- un scénario central, qui décrit la situation économique la plus probable sur l'horizon de projection. Ce scénario est mis à jour à une fréquence trimestrielle. Il est élaboré par la cellule de Recherche Economique du Groupe, en collaboration avec divers experts du Groupe. Les projections sont déclinées pour les principaux marchés du Groupe (France, Italie et zone euro), au travers des principales variables macroéconomiques (le Produit Intérieur Brut - PIB - et ses composantes, le taux de chômage, l'indice des prix à la consommation, les taux d'intérêt, les taux de change, les prix

du marché immobilier, etc.) qui sont déterminantes dans la modélisation des paramètres de risque utilisés dans le cadre du processus de test de résistance ;

- un scénario adverse, qui reflète l'impact de la matérialisation de risques pesant sur le scénario central, et dont il résulte une situation économique beaucoup plus défavorable. Le choc sur le PIB est appliqué avec une ampleur variable, mais de manière simultanée, aux différentes économies considérées. Les hypothèses retenues sont généralement cohérentes avec celles proposées par les régulateurs. Les autres variables (taux de chômage, inflation, taux d'intérêt, etc.) sont définies sur la base de relations économétriques établies, et de jugement d'expert ;
- un scénario sévère, qui est une version aggravée du scénario adverse ;
- un scénario favorable, qui reflète l'impact de la matérialisation de risques ayant un effet positif sur l'économie, et dont il résulte une situation économique plus favorable. Le choc favorable sur le PIB est déduit du choc adverse sur le PIB de telle sorte que les probabilités des deux chocs sont égales en moyenne sur le cycle. Les autres variables (taux de chômage, inflation, taux d'intérêt, etc.) sont définies de la même manière que dans le scénario adverse.

Le lien entre les scénarios macroéconomiques et la mesure de l'ECL est complété par une approche permettant de prendre en compte des aspects d'anticipation non capturés par les modèles dans l'approche générique. Cela est en particulier le cas lorsque des événements sans précédent dans la chronique historique prise en compte pour construire les modèles se réalisent ou sont anticipés, ou lorsque la nature ou l'amplitude de variation d'un paramètre macroéconomique vient remettre en cause les corrélations passées. Ainsi, la situation d'inflation élevée et le niveau des taux d'intérêt constatés précédemment n'étaient pas observés dans l'historique de référence. Dans ce contexte, le Groupe a développé une approche permettant de prendre en compte les perspectives économiques à venir dans l'appréciation de la solidité financière des contreparties. Cette approche consiste à projeter les conséquences de la hausse des taux sur les ratios financiers des clients en tenant compte notamment de leur niveau d'endettement. Les notes de crédit et les probabilités de défaut associées sont réestimées sur la base de ces ratios financiers simulés.

#### **Scénario central :**

En 2024, l'activité mondiale a cru à un rythme relativement modéré. En zone euro, l'activité a retrouvé le chemin de la croissance, notamment soutenue par l'impact positif de la désinflation sur les revenus réels et la consommation, et l'assouplissement progressif des conditions monétaires. Au 31 décembre 2024, les prévisions de croissance annuelle s'élevaient à +0,8 % dans la zone euro (en comparaison d'attentes de +0,8 % au 31 décembre 2023).

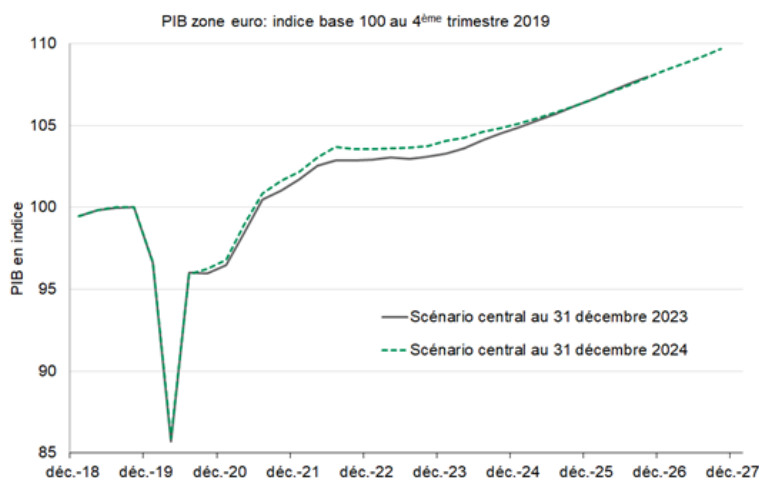
Sur la période 2025-2027, le scénario central suppose une poursuite progressive de la reprise en zone euro, qui s'appuierait sur un renforcement de la demande intérieure privée, les dépenses publiques étant davantage contraintes.

L'inflation a continué à ralentir au cours de l'année 2024, se rapprochant des objectifs des principales banques centrales. Ceci a permis à la plupart d'entre elles (BCE, Réserve Fédérale, Banque d'Angleterre, etc.) de débiter un cycle de baisse des taux. Cet ajustement des politiques monétaires devrait se poursuivre en 2025. A la suite de ce mouvement, les taux des banques centrales resteraient stables sur les années suivantes (2026-2027), en présence d'une inflation maîtrisée, évoluant autour de 2 %.

Les taux d'intérêt à long terme ont atteint en 2023-2024 des niveaux qui n'avaient plus été constatés depuis plus d'une décennie et sont supposés rester relativement stables sur l'horizon de projection (les scénarios de croissance et d'inflation ne montrant pas d'inflexions marquées).

L'incertitude entourant ce scénario central paraît relativement élevée. D'une part, le contexte géopolitique actuel, caractérisé par deux conflits majeurs en cours (invasion de l'Ukraine, conflit au Moyen-Orient) et des tensions significatives dans d'autres régions (en Asie en particulier) est susceptible d'évoluer rapidement. D'autre part, le changement de majorité présidentielle aux Etats-Unis à partir de janvier 2025 est de nature à causer certaines évolutions notables en matière de politique économique américaine, en particulier dans le domaine des droits de douane, qui pourraient avoir des effets sur l'économie mondiale.

Le graphique ci-après présente une comparaison des projections du PIB de la zone euro retenues dans le scénario central pour le calcul des ECL au 31 décembre 2024 et au 31 décembre 2023.



— Variables macroéconomiques, scénario central au 31 décembre 2024 :

(Moyennes annuelles)	2024	2025	2026	2027
<b>Taux de croissance du PIB</b>				
Zone euro	0,8 %	1,1 %	1,5 %	1,6 %
France	1,2%	0,8 %	1,3 %	1,6 %
Italie	0,5 %	0,7 %	1,3 %	1,3 %
<b>Taux de chômage</b>				
Zone euro	6,4 %	6,6 %	6,4 %	6,0 %
France	7,6 %	7,7 %	7,4 %	6,7 %
Italie	6,6 %	6,7 %	6,8 %	6,7 %
<b>Taux d'inflation</b>				
Zone euro	2,4 %	1,9 %	2,0 %	2,1 %
France	2,3 %	1,4 %	1,9 %	1,9 %
Italie	1,1 %	1,9 %	2,0 %	2,1 %
<b>Taux des obligations souveraines à 10 ans</b>				
Allemagne	2,37 %	2,45 %	2,50 %	2,50 %
France	2,99 %	3,20 %	3,25 %	3,25 %
Italie	3,75 %	3,75 %	3,80 %	3,80 %

**Scénarios adverse et sévère :**  
Les scénarios adverse et sévère supposent la matérialisation de certains risques baissiers, entraînant des trajectoires économiques beaucoup moins favorables que dans le scénario central.

Les risques principaux suivants sont identifiés :

- **Des risques géopolitiques.** Les tensions géopolitiques peuvent peser sur l'économie mondiale via divers canaux, tels que les chocs sur les prix des matières premières, les marchés financiers, la confiance des entreprises, les chaînes d'approvisionnement et le commerce international. Ces évolutions sont susceptibles de conduire simultanément à une inflation plus élevée et à un ralentissement de l'activité, compliquant d'autant plus la tâche des banques centrales.
- **Commerce et mondialisation.** Les tensions liées au commerce et à la mondialisation se sont accrues ces dernières années entraînant une certaine fragmentation de l'économie mondiale. Bien que les barrières tarifaires et non tarifaires aient déjà considérablement augmenté, des mesures protectionnistes supplémentaires entre les principales zones économiques (par exemple les États-Unis, la Chine et l'UE) sont probables. Elles sont susceptibles d'entraîner une hausse des prix et de peser sur l'activité.
- **Finances publiques.** De nombreux gouvernements sont confrontés à une combinaison de niveaux d'endettement élevés, de coûts d'emprunt accrus et de croissance modérée. Il s'agit d'un environnement difficile pour les finances publiques à l'heure où les gouvernements sont confrontés à des défis structurels majeurs (action climatique, capacités de défense, dépenses liées au vieillissement). Ces évolutions pourraient engendrer dans certains pays des tensions de marché (élargissement des spreads des obligations souveraines) et affecter l'activité par plusieurs canaux (hausse des taux d'intérêt, hausse des impôts, réduction des dépenses publiques).

Les scénarios adverse et sévère supposent la matérialisation de ces risques à partir du premier trimestre 2025. Bien que les risques identifiés soient présents dans ces deux scénarios, leurs répercussions sont supposées être nettement plus prononcées dans le scénario sévère, en raison de chocs directs plus prononcés, notamment concernant la hausse des prix des matières premières, et du développement d'une spirale négative entre les principaux facteurs (activité, dette publique, taux obligataires, marchés boursiers).

Parmi les pays considérés, les niveaux du PIB en zone euro dans le scénario adverse s'établissent à 8,2 % plus bas que dans le scénario central à la fin de la période de choc. Dans le scénario sévère, les niveaux du PIB en zone euro sont inférieurs de 12,1% à ceux du scénario central à la fin de la période de choc.

**Pondération des scénarios et sensibilité du coût du risque :**  
Au 31 décembre 2024, la pondération du scénario favorable retenue par le Groupe est de 28 %, de 17 % pour le scénario adverse et de 5 % pour le scénario sévère. Au 31 décembre 2023, la pondération du scénario favorable était de 33 %, de 12% pour le scénario adverse et de 5 % pour le scénario sévère.

**Ajustements post-modèles.** — Les ajustements post-modèles sont réalisés lorsque des limitations du dispositif sont identifiées dans un contexte particulier, par exemple, dans le cas de données statistiques insuffisantes ne permettant pas de refléter la situation spécifique dans les modèles.

Notamment, des ajustements complémentaires ont été constitués en 2022 et 2023 afin de tenir compte des effets de l'inflation et de la hausse des taux lorsque cet effet n'est pas directement estimé par les modèles. Par exemple, des ajustements ont été considérés pour les catégories de clientèle les plus sensibles à la baisse progressive de leur reste-à-vivre. Compte tenu de l'évolution du contexte macroéconomique en 2024, ces ajustements ont été entièrement repris.

## — Coût du risque de la période :

(En millions d'Euros)	Exercice 2024	Exercice 2023
Dotations nettes aux dépréciations	-1 103	-1 145
Récupérations sur créances amorties	84	78
Pertes sur créances irrécouvrables	-106	-154
<b>Total du coût du risque de la période</b>	<b>-1 125</b>	<b>-1 221</b>

## — Coût du risque de la période par catégorie comptable et nature d'actifs :

(En millions d'Euros)	Exercice 2024	Exercice 2023
Prêts et créances sur la clientèle et les établissements de crédit	-1 131	-1 229
Autres actifs	-2	-4
Engagements de financement, de garantie et divers	8	12
<b>Total du coût du risque de la période</b>	<b>-1 125</b>	<b>-1 221</b>
Coût du risque sur encours sains	180	-27
<i>Dont strate 1</i>	54	7
<i>Dont strate 2</i>	126	-34
<b>Coût du risque sur encours dépréciés - strate 3</b>	<b>-1 305</b>	<b>-1 194</b>

## — Dépréciations constituées au titre du risque de crédit :

Variations au cours de la période des dépréciations constituées par catégorie comptable et nature d'actifs :

(En millions d'Euros), au	31 décembre 2023	Dotations nettes aux dépréciations	Utilisation de dépréciations	Variation de périmètre, de parités monétaires et divers	31 décembre 2024
<b>Dépréciations des actifs</b>					
Actifs financiers au coût amorti	3 592	1 121	-1 394	-17	3 302
<i>Dont prêts et créances</i>	3 592	1 121	-1 394	-17	3 302
Autres actifs	6	1			7
<b>Total des dépréciations d'actifs financiers</b>	<b>3 598</b>	<b>1 122</b>	<b>-1 394</b>	<b>-17</b>	<b>3 309</b>
<i>Dont strate 1</i>	638	-45	-3	-16	574
<i>Dont strate 2</i>	631	-128	-23	-7	473
<i>Dont strate 3</i>	2 329	1 295	-1 368	6	2 262
<b>Provisions inscrites au passif</b>					
Provisions pour engagements de financement et de garantie	71	-9		-2	60
Autres dépréciations	43	-10	-11	3	25
<b>Total des provisions constituées au titre des engagements de crédit</b>	<b>114</b>	<b>-19</b>	<b>-11</b>	<b>1</b>	<b>85</b>
<i>Dont strate 1</i>	24	-8			16
<i>Dont strate 2</i>	11	-2			9
<i>Dont strate 3</i>	79	-9	-11	1	60
<b>Total des dépréciations et provisions constituées</b>	<b>3 712</b>	<b>1 103</b>	<b>-1 405</b>	<b>-16</b>	<b>3 394</b>

Variations des dépréciations sur actifs financiers au coût amorti sur la période :

(En millions d'Euros)	Dépréciations sur encours avec pertes attendues à 12 mois (Strate 1)	Dépréciations sur encours avec pertes attendues à maturité (Strate 2)	Dépréciations sur encours dépréciés (Strate 3)	Total
<b>Au 31 décembre 2023</b>	<b>638</b>	<b>631</b>	<b>2 323</b>	<b>3 592</b>
<b>Dotations nettes aux dépréciations</b>	<b>-45</b>	<b>-128</b>	<b>1 293</b>	<b>1 120</b>
Actifs financiers acquis ou émis pendant la période	341	15		356
Actifs financiers décomptabilisés pendant la période (1)	-127	-146	-196	-469
Transfert vers strate 2	-97	919	-72	750
Transfert vers strate 3	-11	-550	894	333
Transfert vers strate 1	75	-295	-11	-231
Autres dotations / reprises sans changement de strate (2)	-226	-71	678	381
Utilisation de dépréciations	-3	-23	-1 368	-1 394
Variation des parités monétaires	1	2	2	5
Variation de périmètre et divers	-17	-9	5	-21
<b>Au 31 décembre 2024</b>	<b>574</b>	<b>473</b>	<b>2 255</b>	<b>3 302</b>
(1) Y compris cessions (2) Y compris amortissements				

## 2.g. Autres charges nettes pour risque sur instruments financiers.

En 2023, le Groupe a modifié sa politique comptable relative au risque de perte de flux de trésorerie sur instruments financiers octroyés non liée au défaut de la contrepartie, tels que les risques juridiques remettant en cause la validité ou la force exécutoire de ces contrats.

L'effet sur les flux de trésorerie attendus du fait de ces risques est désormais considéré comme une modification des flux de trésorerie du contrat, suivant IFRS 9 B5.4.6, et est enregistré en diminution de la valeur brute de l'actif.

Il était précédemment comptabilisé séparément selon IAS 37 en « Provisions pour risques et charges » (cf. note 5.m). Les pertes attendues relatives à des instruments financiers décomptabilisés, comme c'est le cas lorsque les prêts ont été remboursés, continuent d'être comptabilisées selon IAS 37.

Les pertes de flux de trésorerie correspondantes, attendues et réalisées, sont désormais présentées en « Autres charges nettes pour risque sur instruments financiers ».

Sur l'année 2024, les charges ainsi constatées concernent les prêts en devises émis par BNP Paribas Personal Finance sont non significatives (contre 221 millions d'euros au 31 décembre 2023, présentés en « Produit net bancaire »).

## 2.h. Gains nets sur autres actifs immobilisés :

(En millions d'Euros)	Exercice 2024	Exercice 2023
Gains ou pertes sur participations consolidées (cf. Note 8.c)	77	-368
Gains ou pertes sur immobilisations corporelles et incorporelles	-12	-9
Résultat sur position monétaire nette		
<b>Gains nets sur autres actifs immobilisés</b>	<b>65</b>	<b>-377</b>

**2.i. Impôt sur les bénéfices :**

Rationalisation de la charge d'impôt par rapport au taux d'impôt sur les sociétés en France	Exercice 2024		Exercice 2023	
	en millions d'euros	taux d'impôt	en millions d'euros	taux d'impôt
<b>Charge d'impôt théorique sur le résultat net avant impôt (1)</b>	<b>-47</b>	<b>25,8%</b>	<b>200</b>	<b>25,8%</b>
Effet du différentiel de taux d'imposition des entités étrangères	-20	10,6%	-12	1,6%
Effet du taux réduit sur les dividendes et les cessions des titres	16	-8,5%	-110	14,2%
Autres effets	-233	126,8%	-44	5,7%
Dont effet lié à la non activation des déficits fiscaux(2)	-234	127,4%	-60	7,7%
<b>Charge d'impôt sur les bénéfices</b>	<b>-284</b>	<b>154,7%</b>	<b>34</b>	<b>4,4%</b>
Charge d'impôt courant de l'exercice	-5		97	
Charge d'impôt différé de l'exercice (note 5.h)	-279		-63	

(1) Retraité des quotes-parts de résultat des sociétés mises en équivalence et des écarts d'acquisition.  
(2) A la suite de la signature d'un avenant à la convention d'intégration fiscale en 2024 entre BNP Paribas SA et BNP Paribas PF SA, l'accord revient à un régime dit « standard » ; ainsi, les gains et pertes liés à l'intégration fiscale sont conservés par la tête du Groupe.

**3. – Informations sectorielles.**

Le groupe BNP Paribas Personal Finance est au sein du Groupe BNP Paribas le spécialiste des financements aux particuliers à travers ses activités de crédits à la consommation. Dans le cadre de cette activité, le groupe a étendu son offre aux produits d'assurance et d'épargne.

BNP Paribas Personal Finance a également une activité de crédit immobilier dont une partie significative est gérée en extinction.

**La répartition des résultats et des encours de crédit sur la clientèle entre les deux activités est la suivante**

— Résultats par activité :

(En millions d'Euros)	Exercice 2024		Exercice 2023	
	Crédit à la consommation	Crédit immobilier	Crédit à la consommation	Crédit immobilier
Produit net bancaire	3 402	-57	3 646	-47
Charges générales d'exploitation	-2 048	-53	-2 499	-56
Coût du risque	-1 124	-1	-967	-254
Autres charges nettes pour risque sur instruments financiers			-221	
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>230</b>	<b>-111</b>	<b>-41</b>	<b>-357</b>
Quote-part du résultat net des SME	16	-32		
Eléments hors exploitation	65		-319	-54
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>311</b>	<b>-143</b>	<b>-360</b>	<b>-411</b>

## — Encours par activité :

(En millions d'Euros)	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Crédits à la consommation	75 035	76 329
Crédits immobiliers	6 858	7 683
<b>Total groupe</b>	<b>81 893</b>	<b>84 012</b>

## — Produit net bancaire par zone géographique :

(En millions d'Euros)	Exercice 2024	Exercice 2023
France	945	1 009
Autres pays européens	2 204	2 282
Amériques	39	161
Autres pays	157	147
<b>Total groupe</b>	<b>3 345</b>	<b>3 599</b>

## — Coût du risque par zone géographique :

(En millions d'Euros)	Exercice 2024	Exercice 2023
France	-297	-343
Autres pays européens	-674	-783
Amériques	-6	-36
Autres pays	-148	-59
<b>Total groupe</b>	<b>-1 125</b>	<b>-1 221</b>

## — Bilan par zone géographique :

(En millions d'Euros)	31 décembre 2024	31 décembre 2023
France	30 500	30 935
Autres pays européens	63 765	63 092
Amériques(1)		3 220
Autres pays	1 137	1 096
<b>Total groupe</b>	<b>95 402</b>	<b>98 343</b>

(1) Cession de Cetelem SA de CV au Mexique.

## — Prêts et créances sur la clientèle par zone géographique :

(En millions d'Euros)	31 décembre 2024	31 décembre 2023
France	23 621	24 241
Autres pays européens	57 617	56 288
Amériques(1)		2 847
Autres pays	655	636
<b>Total groupe</b>	<b>81 893</b>	<b>84 012</b>

(1) Cession de Cetelem SA de CV au Mexique.

## 4. – Exposition aux risques.

## 4.a. Présentation synthétique des risques.

Le Groupe BNP Paribas Personal Finance exerce une activité spécialisée de vente de crédits à la consommation (notamment du financement de véhicules), de crédits immobiliers et de regroupements de dettes aux particuliers.

Dans le cadre de cette activité, six risques majeurs sont identifiables :

- le risque de crédit qui se traduit par le non-règlement de la dette du client en vers la société de crédit (note 4.b),
- le risque de taux d'intérêt (risque de marché) sur le portefeuille bancaire (note 4.c) : Le Groupe BNP Paribas Personal Finance distribue des crédits aux particuliers et/ou aux professionnels à des conditions définies dès l'octroi. Pour garantir l'équilibre de son compte de résultat futur, la marge tarifée doit être protégée contre toutes les variations d'environnement économique, en particulier celles des taux de marché (risque de taux d'intérêt),

- le risque de liquidité (note 4.d), le Groupe BNP Paribas Personal Finance doit s'assurer qu'il disposera tout au long de la vie des crédits des fonds qu'il a prêtés à ses clients,
- le risque de change (note 4.e),
- le risque opérationnel est défini comme le risque de perte résultant de l'inadéquation ou de la défaillance de processus internes, ou d'événements extérieurs délibérés, accidentels ou naturels,
- le risque de conformité concerne le non-respect des dispositions législatives et réglementaires, des normes professionnelles et déontologiques.

#### 4.b. Risque de crédit.

Le risque de crédit est le risque de pertes de valeur économique des créances de la Banque, existantes ou potentielles du fait d'engagements donnés, lié à l'évolution de la qualité de crédit de ses débiteurs, pouvant aller jusqu'à se matérialiser par le défaut de ces derniers. L'évaluation de cette probabilité de défaut ainsi que de la récupération attendue en cas de défaut sont les éléments essentiels de la mesure de la qualité du crédit.

##### Gestion du risque de crédit :

###### — Dispositif de sélection des opérations :

Le dispositif de sélection dépend du type des crédits octroyés.

Pour les crédits à la consommation, le dispositif intègre la sélection et le suivi du réseau de distribution, notamment par l'agrément des vendeurs, le choix des secteurs d'activité, le ciblage des clients éligibles aux offres par marketing direct. L'octroi s'effectue sur la base de scores et de systèmes experts.

Pour les crédits immobiliers et les crédits vendeurs (crédits réalisés notamment auprès des concessions automobiles) pour favoriser la vente de crédits aux particuliers, l'octroi repose sur une analyse de chaque dossier, sur la séparation des fonctions d'analyse et de décision, et sur des délégations de pouvoir.

Pour les crédits vendeurs, les dossiers dépassant un certain seuil sont soumis à décision de la Direction Générale après avis favorable de la Direction des Risques du Groupe BNP Paribas Personal Finance.

— **Dispositif de mesure et de surveillance des risques :** Le contrôle des risques du Groupe BNP Paribas Personal Finance est assuré par une Fonction Risques intégrée et totalement indépendante des responsables des unités opérationnelles et rattachée à la direction des Risques du Groupe BNP Paribas.

Risque Personal Finance (R-PF) assure les missions suivantes :

- Définir la politique risque de BNP Paribas Personal Finance dans le double cadre de la stratégie de BNP Paribas Personal Finance et des politiques de risques du groupe BNP Paribas,
- Assurer l'objectivité du contrôle des risques par un second regard indépendant des logiques commerciales,
- Fournir une information rapide, fiable et complète de l'état des risques, et donner l'alerte sur les éventuelles dégradations des risques,
- Favoriser une pratique uniforme de standards élevés de gestion des risques,
- Contribuer à la qualité des méthodes et des procédures,
- Mettre en place et maintenir un dispositif d'agrégation de données et de reporting conforme aux exigences réglementaires et aux besoins de BNP Paribas Personal Finance.

La Direction des Risques comprend trois niveaux :

- Des équipes risques dans chaque entité, qui ont pour mission d'assurer la maîtrise des risques de leur entité, aussi bien lors de l'octroi des facilités que dans le cadre de la surveillance permanente des engagements,
- Des responsables risques de région regroupant plusieurs entités sur plusieurs pays, qui ont pour mission d'effectuer un contrôle de second niveau et de venir en appui technique des équipes risques locales,
- Une équipe centrale en charge de la définition et de la validation des politiques d'acceptation, de la confection des scores, de l'audit risques des entités, de la réalisation des reportings au niveau du groupe, du contrôle des provisions et de l'examen des crédits vendeurs excédant les délégations des pays.

Le pilotage des risques repose sur des Comités de niveau groupe (comités centraux), des Comités internes à la filière risque et des Comités de niveau pays.

###### — Encours douteux :

(En millions d'Euros), au	31 décembre 2024			
	Encours douteux			Garanties reçues
	Brut	Dépréciation	Net	
<b>Prêts et créances sur la clientèle douteux</b>	<b>4 011</b>	<b>-2 255</b>	<b>1 756</b>	<b>385</b>
Engagements de financements donnés	35	-3	32	10
Engagements de garantie financière donnés	66	-32	34	
<b>Total des engagements douteux hors-bilan</b>	<b>101</b>	<b>-35</b>	<b>66</b>	<b>10</b>
<b>Total</b>	<b>4 112</b>	<b>-2 290</b>	<b>1 822</b>	<b>395</b>



(En millions d'Euros), au	31 décembre 2023			
	Encours douteux			Garanties reçues
	Brut	Dépréciation	Net	
<b>Prêts et créances sur la clientèle douteux</b>	<b>4 261</b>	<b>-2 323</b>	<b>1 938</b>	<b>443</b>
Engagements de financements donnés	45	-3	42	11
Engagements de garantie financière donnés	70	-33	37	
<b>Total des engagements douteux hors-bilan</b>	<b>115</b>	<b>-36</b>	<b>79</b>	<b>11</b>
<b>Total</b>	<b>4 376</b>	<b>-2 359</b>	<b>2 017</b>	<b>454</b>

— **Variation d'encours bruts de la strate 3**

Le tableau ci-après fournit les données relatives aux variations d'encours bruts de la strate 3 :

Valeur brute (En millions d'Euros)	Exercice 2024	Exercice 2023
<b>Encours dépréciés (Strate 3) en début de période</b>	<b>4 261</b>	<b>4 575</b>
Passage en strate 3	2 255	2 307
Retour en strate 1 ou strate 2	-427	-505
Passage en pertes	-1 456	-1 391
Autres variations	-622	-725
<b>Encours dépréciés (Strate 3) en fin de période</b>	<b>4 011</b>	<b>4 261</b>

**4.c. Risque de taux d'intérêt (risque de marché) sur le portefeuille bancaire.**

**Cadre général de la gestion du risque de taux**

Le Banking Book de BNP Paribas Personal Finance se compose essentiellement :

- de l'intermédiation bancaire, tournée essentiellement vers les activités « retail » (prêts immobiliers et à la consommation)
- des transactions visant à réduire le risque de taux d'intérêt issu de ces activités « retail ».

Le risque de taux fixe du banking book (ou IRRBB- Interest Rate Risk in the Banking Book) est défini comme le risque que la marge nette d'intérêt de la banque soit impactée par des variations des taux de marchés.

BNP Paribas Personal Finance est exposé à un risque de taux d'intérêt limité, dans la mesure où les actifs à taux fixe, représentant la majeure partie des actifs, sont largement couverts par des financements à taux fixe, ou bien par des financements à taux révisables couverts par des swaps emprunteurs taux fixe.

Cependant, dans certains cas, les actifs et les passifs peuvent ne pas être parfaitement adossés, par exemple :

- variation du niveau des remboursements anticipés, ce qui peut allonger ou raccourcir le profil d'amortissement de l'actif
- pour certaines filiales (en fonction du set-up opérationnel ou de la devise) financements à taux fixe non disponibles ou swaps de taux non disponibles pour couvrir la production de crédits à taux fixe.

Il en résulte que la marge nette d'intérêt peut être sensible aux variations des taux d'intérêts : on parle alors de position de taux fixe, mesurée par l'impasse de taux fixe.

Le périmètre de gestion de l'ALM Trésorerie de Personal Finance comprend de nombreuses entités juridiques (plusieurs dizaines) qui contribuent à cette exposition. Cette exposition provient de l'origination de crédits à taux fixe (amortissables pour la plupart, renouvelables pour les plus complexes). La couverture s'effectue principalement par des emprunts à taux fixe (auprès des trésoreries de BNP Paribas à Paris ou à l'international et à défaut auprès du marché) et pour quelques grandes entités via des swaps emprunteurs taux fixe.

Dans le respect des réglementations bancaires, le « comité taux » doit mettre en place en fin de mois des couvertures de taux par des swaps emprunteurs à taux fixe (ou des emprunts à taux fixe en cas de besoin de liquidité remonté par le « comité liquidité ») afin que les positions de taux consolidées en fin de trimestre ne dépassent pas les limites allouées. Les couvertures prises en « comité taux » peuvent prendre la forme de programme pour en optimiser l'exécution. Les couvertures sont décidées après présentation du contexte macroéconomique, de l'agenda économique et des indicateurs de risque prévisionnel.

Le CEO désigné par le board de BNP Paribas, délègue la gestion de l'IRRBB au Comité ALM Trésorerie du groupe BNP Paribas (ALCO Groupe). L'ALCO Groupe délègue la gestion opérationnelle de l'IRRBB aux ALCO locaux (niveau entité ou groupe d'entités), comme par exemple l'ALCO BNP Paribas Personal Finance, pour que chaque entité soit couverte par un ALCO.

Dans le cadre du Risk Appetite Statement du sous-groupe BNP Paribas Personal Finance, deux indicateurs sont suivis par le Conseil d'Administration pour le risque de taux : la sensibilité des revenus (NIIS : Net Interest Income Sensitivity) et la sensibilité de la valeur (EVES : Economic Value of Equity Sensitivity).

4.d. Risque de liquidité.

Le risque de liquidité est défini comme le risque que la banque ne dispose pas des ressources nécessaires pour faire face à ses engagements.

BNP Paribas Personal Finance est une filiale à 100% détenue par BNP Paribas SA dont l'activité principale est de proposer des prêts à la consommation et immobiliers directement ou via des partenariats. BNP Paribas Personal Finance a une activité limitée de collecte de dépôts. La politique de gestion du risque de liquidité de BNP Paribas Personal Finance est de se refinancer auprès du Groupe BNP Paribas, sauf exception.

Dans de rares cas, en raison de contraintes organisationnelles ou réglementaires locales, certaines filiales de BNP Paribas Personal Finance peuvent avoir accès à des financements auprès des marchés locaux.

Aussi souvent que possible, les entités BNP Paribas Personal Finance mettent en place des financements parfaitement adossés à l'actif à refinancer. Le soutien de BNP Paribas peut être sollicité dans des conditions normales comme dans des conditions de stress.

Ainsi, le risque de liquidité de BNP Paribas Personal Finance est majoritairement transféré à BNP Paribas. Le risque résiduel est piloté et géré de manière appropriée.

Dans le cadre du Risk Appetite Statement du sous-groupe Personal Finance, deux indicateurs sont suivis par le Conseil d'Administration pour le risque de liquidité : l'impasse de liquidité à un an, et à un mois.

4.e. Risque de change

Le risque de change porté par un établissement est le risque relevant des écarts de valorisation liés à la détention d'une position dans une devise autre que sa devise de référence. Ces écarts de valorisation sont dus aux fluctuations du cours de change entre les deux devises.

Le risque de change peut-être :  
opérationnel lorsque la position de change est liée à l'activité commerciale ;  
structurel lorsque la position de change est liée à un investissement dans une entité implantée au sein d'un pays ayant une devise différente.

L'exposition de BNP Paribas Personal Finance au risque de change opérationnel provient des résultats nets dégagés dans des devises différentes de l'euro. La politique de BNP Paribas Personal Finance est d'insensibiliser son résultat net aux variations des cours de change.

L'exposition de BNP Paribas Personal Finance au risque de change structurel provient principalement des financements par achat de devise de ses titres de participation dans des entités pour lesquelles la devise de référence n'est pas l'euro. Ces titres de participation créent ainsi une position de change impactant les capitaux propres.

Afin de réduire ce risque, BNP Paribas Personal Finance procède, lorsque cela est possible, au financement par emprunt. L'emprunt finançant les titres de participation annule ainsi la position de change induite. Le financement par emprunt est privilégié lorsque les taux d'emprunt dans la devise dans laquelle la position est générée sont accessibles. En effet, dans certaines géographies (par exemple le Brésil), le niveau élevé des taux est susceptible de rendre moins coûteux le fait de porter la position de change plutôt que de la couvrir par emprunt.

A noter qu'une autre source de risque de change structurel réside dans le revenu courant comptabilisé par nos entités situées hors zone euro.

5. – Notes relatives au bilan au 31 décembre 2024.

5.a. Instruments financiers en valeur de marché par résultat.

Les actifs et passifs financiers enregistrés en valeur de marché ou de modèle par résultat sont constitués d'instruments financiers dérivés, ainsi que d'instruments non détenus à des fins de transaction dont les caractéristiques ne permettent pas la comptabilisation au coût amorti ou en valeur de marché par capitaux propres.

(En millions d'Euros), au	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Portefeuille de titres	31	79
Prêts et opérations de pension		
<b>Actifs financiers en valeur de marche par résultat</b>	<b>31</b>	<b>79</b>

La valeur de marché positive ou négative des instruments financiers dérivés classés en portefeuille de transaction représente la valeur de remplacement de ces instruments. Cette valeur peut fortement fluctuer en fonction de l'évolution des paramètres de marché (tels que les taux d'intérêt ou de change).

(En millions d'Euros), au	31 décembre 2024		31 décembre 2023	
	Valeur de marché positive	Valeur de marché négative	Valeur de marché positive	Valeur de marché négative
Instruments dérivés de taux	10	11	34	34
<b>Instruments financiers dérivés</b>	<b>10</b>	<b>11</b>	<b>34</b>	<b>34</b>

Le tableau ci-après présente les montants notionnels des instruments financiers dérivés classés en portefeuille de transaction. Le montant notionnel des instruments financiers dérivés ne constitue qu'une indication de volume de l'activité du Groupe sur les marchés d'instruments financiers et ne reflète pas les risques de marché attachés à ces instruments.

(En millions d'Euros), au	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Instruments dérivés de taux	1 032	842
<b>Instruments financiers dérivés</b>	<b>1 032</b>	<b>842</b>

Les opérations sur instruments financiers dérivés sont conclues de gré à gré.

#### 5.b. Instruments financiers dérivés à usage de couverture.

Le tableau suivant présente les montants notionnels et les valeurs de marché des instruments financiers dérivés utilisés à des fins de couverture.

(En millions d'Euros), au	31 décembre 2024			31 décembre 2023		
	Montants notionnels des instruments de couverture	Valeur de marché positive	Valeur de marché négative	Montants notionnels des instruments de couverture	Valeur de marché positive	Valeur de marché négative
<b>Couverture de valeur</b>	<b>28 351</b>	<b>377</b>	<b>295</b>	<b>31 049</b>	<b>810</b>	<b>299</b>
Instruments dérivés de taux	28 351	377	295	31 049	810	299
<b>Couverture de résultats futurs</b>	<b>10 668</b>	<b>98</b>	<b>220</b>	<b>12 075</b>	<b>7</b>	
Instruments dérivés de taux	10 668	98	220	12 075	7	
Instruments dérivés de change						
<b>Dérivés utilisés en couverture</b>	<b>39 019</b>	<b>475</b>	<b>515</b>	<b>43 124</b>	<b>817</b>	<b>299</b>

Le tableau suivant présente le détail des relations de couverture de valeur d'instruments identifiés et de portefeuilles d'instruments financiers dont la couverture se poursuit au 31 décembre 2024 :

(En millions d'Euros), au 31 décembre 2024	Instruments de couverture				Instruments couverts			
	Montants notionnels	Valeur de marché positive	Valeur de marché négative	Variations de valeurs cumulées utilisées pour le calcul de l'inefficacité	Valeur nette comptable - actif	Variations de valeur cumulées - actif	Valeur nette comptable - passif	Variations de valeurs cumulées - passif
<b>Couverture des portefeuilles couverts en taux</b>	<b>28 351</b>	<b>377</b>	<b>295</b>	<b>-62</b>	<b>28 504</b>	<b>54</b>	<b>97</b>	<b>-6</b>
Instruments dérivés de taux en couverture du risque de taux lié aux	28 351	377	295	-62	28 504	54	97	-6
Prêts et créances	28 256	375	287	-56	28 504	54		
Dépôts	95	2	8	-6			97	-6
<b>Total couverture de valeur</b>	<b>28 351</b>	<b>377</b>	<b>295</b>	<b>-62</b>	<b>28 504</b>	<b>54</b>	<b>97</b>	<b>-6</b>

Le montant notionnel de dérivés en couverture de résultats futurs s'élève à 10 668 millions d'euros au 31 décembre 2024. Les variations de valeur cumulées comptabilisées directement en capitaux propres s'élèvent à -169 millions d'euros.

Le tableau suivant présente la ventilation des montants notionnels des instruments dérivés à usage de couverture par date d'échéance :

(En millions d'Euros), au 31 décembre 2024	Date d'échéance			
	Inférieure à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Couverture de valeur	6 258	19 911	2 182	28 351
Instruments dérivés de taux	6 258	19 911	2 182	28 351
Couverture de résultats futurs	3 450	5 345	1 873	10 668
Instruments dérivés de taux	3 450	5 345	1 873	10 668
Instruments dérivés de change				

5.c. Actifs financiers en valeur de marché par capitaux propres :

(En millions d'Euros), au	31 décembre 2024		31 décembre 2023	
	Valeur de marché	dont variation de valeur comptabilisée directement en capitaux propres	Valeur de marché	dont variation de valeur comptabilisée directement en capitaux propres
Titres de capitaux propres	3	2	2	1
Total des actifs financiers en valeur de marché par capitaux propres	3	2	2	1

L'option de comptabilisation en valeur de marché par capitaux propres a été retenue pour des titres de capitaux propres détenus notamment dans le cadre de partenariats stratégiques et des titres nécessaires pour l'exercice de certaines activités.

Au cours de l'exercice 2024, aucun de ces investissements n'a été cédé.

Au cours de l'exercice 2023, le Groupe a réalisé une cession de ces investissements et une plus-value latente de 1 million a été transférée vers les « réserves consolidées ».

5.d. Mesure de la valeur de marché des instruments financiers.

Classes d'instruments et classification au sein de la hiérarchie pour les actifs et passifs évalués à la valeur de marche.

Comme énoncé dans le résumé des principes comptables (cf. note 1.e.10), les instruments financiers évalués à la valeur de marché sont répartis selon une hiérarchie qui comprend trois niveaux.

— Actifs financiers en valeur de marché par résultat ou par capitaux propres :

(En millions d'Euros), au	31 décembre 2024											
	Portefeuille de transaction				Instruments financiers en valeur de marché par résultat non détenus à des fins de transaction				Actifs financiers évalués en valeur de marché par capitaux propres			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Portefeuille de titres						15	16	31	2		1	3
Etats												
Autres titres de dette						15		15				
Actions et autres titres de capitaux propres							16	16	2		1	3
Prêts et opérations de pension												
Prêts												
Opérations de pension												
Actifs financiers en valeur de marche						15	16	31	2		1	3

(En millions d'Euros), au	31 décembre 2023											
	Portefeuille de transaction				Instruments financiers en valeur de marché par résultat non détenus à des fins de transaction				Actifs financiers évalués en valeur de marché par capitaux propres			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Portefeuille de titres						49	30	79	1		1	2
Etats												
Autres titres de dette						49		49				
Actions et autres titres de capitaux propres							30	30	1		1	2
Prêts et opérations de pension												
Prêts												
Opérations de pension												
Actifs financiers en valeur de marché					49		30	79	1		1	2

— Instruments financiers dérivés :

(En millions d'Euros), au	31 décembre 2024							
	Portefeuille de transaction				Couverture			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Instruments dérivés de taux		10		10		475		475
Valeur de marché positive		10		10		475		475
Instruments dérivés de taux		11		11		515		515
Valeur de marché négative		11		11		515		515

(En millions d'Euros), au	31 décembre 2023							
	Portefeuille de transaction				Couverture			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Instruments dérivés de taux		34		34		817		817
Valeur de marché positive		34		34		817		817
Instruments dérivés de taux		34		34		299		299
Valeur de marché négative		34		34		299		299

Les transferts entre les niveaux de la hiérarchie peuvent intervenir lorsque les instruments répondent aux critères de classification dans le nouveau niveau, ces critères étant dépendants des conditions de marché et des produits. Les changements d'observabilité, le passage du temps et les évènements affectant la vie de l'instrument sont les principaux facteurs qui déclenchent les transferts.

**5.e. Actifs financiers au coût amorti.**

— Détail des prêts et créances par type de produit :

(En millions d'Euros), au	31 décembre 2024			31 décembre 2023		
	Valeur brute avant dépréciation	Dépréciation (note 2.f)	Valeur nette comptable	Valeur brute avant dépréciation	Dépréciation (note 2.f)	Valeur nette comptable
<b>Prêts et créances sur les établissements de crédit</b>	<b>5 978</b>		<b>5 978</b>	<b>6 062</b>		<b>6 062</b>
Comptes à vue	2 187		2 187	2 350		2 350
Prêts	3 727		3 727	3 646		3 646
Opérations de pension	64		64	66		66
<b>Prêts et créances envers la clientèle</b>	<b>85 195</b>	<b>-3 302</b>	<b>81 893</b>	<b>87 605</b>	<b>-3 593</b>	<b>84 012</b>
Comptes ordinaires débiteurs	10		10	5		5
Prêts consentis à la clientèle	69 789	-3 101	66 688	74 256	-3 404	70 852
Opérations de location-financement	15 396	-201	15 195	13 344	-189	13 155
<b>Total prêts et créances au coût amorti</b>	<b>91 173</b>	<b>-3 302</b>	<b>87 871</b>	<b>93 667</b>	<b>-3 593</b>	<b>90 074</b>

— Détail des titres de dette :

(En millions d'Euros), au	31 décembre 2024			31 décembre 2023		
	Valeur brute avant dépréciation	Dépréciation (note 2.f)	Valeur nette comptable	Valeur brute avant dépréciation	Dépréciation (note 2.f)	Valeur nette comptable
Etats				4		4
Etablissements de crédit	17		17	31		31
Autres	128		128	186		186
<b>Total titres de dette au coût amorti</b>	<b>145</b>		<b>145</b>	<b>221</b>		<b>221</b>

— Détail des prêts et créances et titres de dette par strate :

(En millions d'Euros), au	31 décembre 2024			31 décembre 2023		
	Valeur brute avant dépréciation	Dépréciation (note 2.f)	Valeur nette comptable	Valeur brute avant dépréciation	Dépréciation (note 2.f)	Valeur nette comptable
<b>Prêts et créances sur les établissements de crédit</b>	<b>5 978</b>		<b>5 978</b>	<b>6 062</b>		<b>6 062</b>
Strate 1	5 978		5 978	6 062		6 062
<b>Prêts et créances envers la clientèle</b>	<b>85 195</b>	<b>-3 302</b>	<b>81 893</b>	<b>87 604</b>	<b>-3 592</b>	<b>84 012</b>
Strate 1	75 930	-574	75 356	77 973	-638	77 335
Strate 2	5 254	-473	4 781	5 370	-631	4 739
Strate 3	4 011	-2 255	1 756	4 261	-2 323	1 938
Titres de dette	145		145	221		221
Strate 1	145		145	221		221
<b>Total actifs financiers au coût amorti</b>	<b>91 318</b>	<b>-3 302</b>	<b>88 016</b>	<b>93 887</b>	<b>-3 592</b>	<b>90 295</b>

— Détail des opérations de location financement :

(En millions d'Euros), au	31 décembre 2024	31 décembre 2023
<b>Investissement brut</b>	<b>16 835</b>	<b>14 501</b>
<i>A recevoir dans moins d'1 an</i>	5 922	4 946
<i>A recevoir dans plus d'1 an et moins de 5 ans</i>	10 538	9 440
<i>A recevoir au-delà de 5 ans</i>	375	115
Produits financiers non acquis	-1 439	-1 158
<b>Investissement net avant dépréciation</b>	<b>15 396</b>	<b>13 343</b>
<i>A recevoir dans moins d'1 an</i>	5 414	4 476
<i>A recevoir dans plus d'1 an et moins de 5 ans</i>	9 645	8 757
<i>A recevoir au-delà de 5 ans</i>	337	110
Dépréciations	-201	-189
<b>Investissement net après dépréciation</b>	<b>15 195</b>	<b>13 154</b>

#### 5.f. Dettes au coût amorti envers les établissements de crédit et la clientèle :

(En millions d'Euros), au	31 décembre 2024	31 décembre 2023
<b>Dettes envers les établissements de crédit</b>	<b>67 747</b>	<b>70 314</b>
Comptes à vue	276	228
Emprunts interbancaires	67 387	69 975
Opérations de pension	84	111
<b>Dettes envers la clientèle</b>	<b>8 319</b>	<b>5 739</b>
Comptes ordinaires créditeurs	3 648	3 768
Comptes d'épargne	2	2
<b>Comptes à terme et assimilés</b>	<b>4 669</b>	<b>1 969</b>

#### 5.g. Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées.

La présente note regroupe les dettes représentées par un titre et les dettes subordonnées comptabilisées au coût amorti.

— Dettes représentées par un titre comptabilisées au coût amorti :

(En millions d'Euros), au	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Titres de créances négociables	302	927
Emissions obligataires	3 984	5 461
<b>Total des dettes représentées par un titre comptabilisées au coût amorti</b>	<b>4 286</b>	<b>6 388</b>

— Dettes subordonnées comptabilisées au coût amorti :

(En millions d'Euros), au	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Dettes subordonnées remboursables	1 703	1 816
Dettes subordonnées perpétuelles	110	110
<b>Total des dettes subordonnées évaluées au coût amorti</b>	<b>1 813</b>	<b>1 926</b>

— Dettes subordonnées remboursables : Les emprunts subordonnés remboursables émis par le Groupe sont des titres à moyen et long terme assimilables à des créances de rang subordonné simple dont le remboursement avant l'échéance contractuelle interviendrait, en cas de liquidation de la société émettrice, après les autres créanciers mais avant les titulaires de prêts participatifs et de titres participatifs.

Après accord de l'autorité de surveillance bancaire et à l'initiative de l'émetteur, ils peuvent faire l'objet d'une clause de remboursement anticipé par rachat en Bourse, offre publique d'achat ou d'échange, ou de gré à gré lorsqu'il s'agit d'émissions privées.

**5.h. Impôts courants et différés :**

(En millions d'Euros), au	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Impôts courants	268	387
Impôts différés	469	678
<b>Actifs d'impôts courants et différés</b>	<b>737</b>	<b>1 065</b>
Impôts courants	45	87
Impôts différés	171	110
<b>Passifs d'impôts courants et différés</b>	<b>216</b>	<b>197</b>

— Variation des impôts différés par nature au cours de la période :

(En millions d'Euros), au	31 décembre 2023	Variations comptabilisées en résultat	Variations comptabilisées en capitaux propres pouvant être reclassés en résultat	Variations comptabilisées en capitaux propres ne pouvant être reclassés en résultat	Variations de périmètre, des parités monétaires et divers	31 décembre 2024
Instruments financiers	-122	-87	27		-1	-183
Provisions pour engagements sociaux	24	-6		-4		14
Réserve latente de location-financement	-132	15			15	-102
Provisions pour risque de crédit	582	-83			-12	487
Déficits fiscaux reportables	73	-3			-1	69
Autres éléments	143	-115			-15	13
<b>Total impôts différés nets</b>	<b>568</b>	<b>-279</b>	<b>27</b>	<b>-4</b>	<b>-14</b>	<b>298</b>
Impôts différés actifs	678					469
Impôts différés passifs	-110					-171

Les impôts différés actifs non reconnus s'élèvent à 1 417 millions d'euros au 31 décembre 2024 contre 1 193 millions d'euros au 31 décembre 2023.

**5.i. Comptes de régularisation actifs et passifs divers :**

(En millions d'Euros), au	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Dépôts de garantie versés et cautionnements constitués	156	63
Comptes d'encaissement	4	53
Produits à recevoir et charges comptabilisées d'avance	279	223
Autres débiteurs et actifs divers	1 695	1 560
<b>Total des comptes de régularisation et actifs divers</b>	<b>2 134</b>	<b>1 899</b>
Dépôts de garantie reçus	20	81
Comptes d'encaissement		
Charges à payer et produits constatés d'avance	628	573
Passifs location	69	95
Autres créditeurs et passifs divers	1 255	1 890
<b>Total des comptes de régularisation et passifs divers</b>	<b>1 972</b>	<b>2 639</b>



**5.j. Participations dans les sociétés mises en équivalence.**

Les informations financières cumulées relatives aux coentreprises et entreprises associées sont détaillées dans le tableau ci-dessous :

(En millions d'Euros)	Exercice 2024			31 décembre 2024	Exercice 2023			31 décembre 2023
	Quote-part du résultat net	Quote-part des variations d'actifs et de passifs comptabilisées directement en capitaux propres	Quote-part du résultat net et des variations d'actifs et de passifs comptabilisées directement en capitaux propres	Participations dans les sociétés mises en équivalence	Quote-part du résultat net	Quote-part des variations d'actifs et de passifs comptabilisées directement en capitaux propres	Quote-part du résultat net et des variations d'actifs et de passifs comptabilisées directement en capitaux propres	Participations dans les sociétés mises en équivalence
Coentreprises	-1	-5	-6	578	-6	-63	-69	568
Entreprises associées	-15	-9	-24	436	10	-6	4	460
<b>Total sociétés mises en équivalence</b>	<b>-16</b>	<b>-14</b>	<b>-30</b>	<b>1 014</b>	<b>4</b>	<b>-69</b>	<b>-65</b>	<b>1 028</b>

Les engagements de garantie et de financement donnés par le Groupe BNP Paribas Personal Finance aux coentreprises sont détaillés dans la note 8.f Relations avec les autres parties liées.

La valeur au bilan de la quote-part de mise en équivalence des principales coentreprises et entreprises associées du Groupe BNP Paribas Personal Finance est présentée ci-dessous :

(En millions d'Euros), au	Pays d'immatriculation	Activité	% D'intérêt	31 décembre 2024	31 décembre 2023
<b>Coentreprises</b>					
Union de Creditos Inmobiliarios	Espagne	Prêts hypothécaires	40%	186	205
<b>Entreprises associées</b>					
Carrefour Banque	France	Crédits à la consommation	40%	220	226
Servicios Financieros Carrefour EFC	Espagne	Distribution de crédits	40%	146	167

**5.k. Immobilisations d'exploitation et de placement :**

(En millions d'Euros), au	31 décembre 2024			31 décembre 2023		
	Valeur brute comptable	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette comptable	Valeur brute comptable	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette comptable
<b>Immeubles de placement</b>	<b>53</b>	<b>-27</b>	<b>26</b>	<b>42</b>	<b>-21</b>	<b>21</b>
Terrains et constructions	366	-251	115	440	-295	145
Equipement, mobilier, installations	178	-158	20	202	-173	29
Biens mobiliers donnés en location	449	-16	433	652	-46	606
Autres immobilisations corporelles	218	-115	103	204	-123	81
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>1 211</b>	<b>-540</b>	<b>671</b>	<b>1 498</b>	<b>-637</b>	<b>861</b>
Dont droits d'utilisation	279	-216	63	344	-256	88
<b>Immobilisations corporelles et immeubles de placement</b>	<b>1 263</b>	<b>-566</b>	<b>697</b>	<b>1 540</b>	<b>-658</b>	<b>882</b>
Logiciels informatiques acquis	241	-218	23	271	-236	35
Logiciels informatiques produits par l'entreprise	1 036	-858	178	982	-802	180
Autres immobilisations incorporelles	267	-111	156	277	-101	176
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>1 544</b>	<b>-1 187</b>	<b>357</b>	<b>1 530</b>	<b>-1 139</b>	<b>391</b>

— **Immobilisations incorporelles** : Les autres immobilisations incorporelles comprennent notamment les droits au bail et les fonds de commerce.

— **Amortissements et provisions** : Le montant net des dotations et reprises d'amortissement effectuées au cours de l'exercice 2024 s'établit à 165 millions d'euros contre 171 millions d'euros au titre de l'exercice 2023.

Le montant des dotations nettes aux dépréciations sur immobilisations corporelles et incorporelles porté en résultat est nul en 2024, contre 0,8 million d'euros au cours de l'exercice 2023.

**5.l. Écarts d'acquisition :**

(En millions d'Euros)	Exercice 2024	Exercice 2023
<b>Valeur nette comptable en début de période</b>	<b>1 215</b>	<b>1 029</b>
Acquisitions	-8	182
Cessions	-84	
Reclassement en actifs non courants destinés à être cédés (note 8.c.)		6
Effets des variations de parités monétaires	5	-2
Dépréciations comptabilisées pendant la période		
Autres mouvements		
<b>Valeur nette comptable en fin de période</b>	<b>1 128</b>	<b>1 215</b>
Valeur brute comptable	1 910	2 003
Cumul des dépréciations enregistrées en fin de période	-782	-788

Les tests de valorisation des écarts d'acquisition reposent sur trois méthodes de valorisation distinctes, l'une fondée sur l'observation de transactions sur des entités aux activités comparables, la deuxième consistant à rechercher les paramètres de marché induits des cotations d'entités aux activités comparables, enfin la troisième résultant de la rentabilité future escomptée (« discounted cash flow method » - DCF).

Lorsque l'une des deux méthodes fondée sur des comparables suggère la nécessité d'une dépréciation, la méthode DCF est utilisée pour en valider le bien fondé et le cas échéant en déterminer le montant.

La méthode DCF repose sur un certain nombre d'hypothèses relatives aux projections de flux de revenus, de dépenses et de coût du risque (flux de trésorerie) fondées sur des plans à moyen terme sur une période de 5 ans. Les flux de trésorerie sont projetés au-delà de 5 ans sur la base d'un taux de croissance à l'infini et peuvent être normalisés lorsque l'environnement court terme ne reflète pas les conditions normales du cycle économique.

**5.m. Provisions pour risques et charges :**

(En millions d'Euros), au	31 décembre 2023	Dotations nettes aux provisions	Utilisations des provisions	Réévaluations comptabilisées directement en capitaux propres	Variation des parités monétaires et divers (1)	31 décembre 2024
<b>Provisions sur engagements sociaux</b>	<b>304</b>	<b>31</b>	<b>-98</b>	<b>-6</b>	<b>2</b>	<b>233</b>
<i>Dont avantages postérieurs à l'emploi (note 7.b)</i>	22	5	-6	-6	5	20
<i>Dont provision au titre des autres avantages à long terme (note 7.c)</i>	44	7	-8		-1	42
<i>Dont provisions au titre des plans de départ volontaire, pré-retraite, et plans d'adaptation des effectifs (note 7.d)</i>	231	15	-81		-2	163
<i>Dont provisions sur paiements à base d'actions</i>	7	4	-3			8
<b>Provisions au titre des engagements de crédit (note 2.f)</b>	<b>114</b>	<b>-19</b>	<b>-11</b>		<b>1</b>	<b>85</b>
<b>Provisions pour litiges</b>	<b>255</b>	<b>17</b>	<b>-167</b>			<b>105</b>
<b>Autres provisions pour risques et charges</b>	<b>109</b>		<b>-41</b>		<b>-20</b>	<b>48</b>
<b>Total des provisions pour risques et charges</b>	<b>782</b>	<b>29</b>	<b>-317</b>	<b>-6</b>	<b>-17</b>	<b>471</b>

Les provisions pour litiges couvrent notamment les litiges relatifs à l'interprétation et l'évolution de la réglementation en matière de crédits aux particuliers.

**5.n. Transferts d'actifs financiers.**

Dans le cadre de l'activité de titrisation pour compte propre décrite dans la note 6.d, le Groupe réalise des opérations de titrisation, dont certaines font l'objet d'un refinancement partiel auprès d'investisseurs externes.

Les actifs financiers que le Groupe a transférés mais qui ne sont pas décomptabilisés sont ainsi essentiellement constitués de créances titrisées. Les passifs associés à ces créances sont constitués des parts de titrisation souscrites par les tiers.

— **Opérations de pension** : Les titres mis en pension s'élèvent à 84 millions d'euros (contre 110 millions d'euros au 31 décembre 2023). Les passifs associés aux titres mis en pension sont les dettes comptabilisées sous le libellé « Opérations de pension », pour un montant de 84 millions d'euros au 31 décembre 2024 (110 millions d'euros au 31 décembre 2023).

— **Opérations de titrisation avec un refinancement partiel auprès d'investisseurs externes, dont le recours est limité aux actifs transférés** :

(En millions d'Euros), au 31 décembre 2024	Valeur comptable des actifs transférés	Valeur comptable des passifs associés	Valeur de marché des actifs transférés	Valeur de marché des passifs associés	Position nette
<b>Titrisation</b>					
Actifs financiers au coût amorti	3 132	2 637	3 132	2 638	494
<b>Total</b>	<b>3 132</b>	<b>2 637</b>	<b>3 132</b>	<b>2 638</b>	<b>494</b>

(En millions d'Euros), au 31 décembre 2023	Valeur comptable des actifs transférés	Valeur comptable des passifs associés	Valeur de marché des actifs transférés	Valeur de marché des passifs associés	Position nette
<b>Titrisation</b>					
Actifs financiers au coût amorti	5 184	4 111	5 184	4 108	1 076
<b>Total</b>	<b>5 184</b>	<b>4 111</b>	<b>5 184</b>	<b>4 108</b>	<b>1 076</b>

En outre, certaines parts de titrisation auto-souscrites par BNP Paribas Personal Finance, et à ce titre ne figurant pas au bilan consolidé, sont prêtées. Au 31 décembre 2024, la valeur comptable des titres prêtés est de 7 089 millions d'euros (contre 7 526 millions d'euros au 31 décembre 2023).

Le Groupe a également réalisé des transferts conduisant à la décomptabilisation intégrale d'actifs financiers et à la conservation d'une implication continue dans ces actifs sous forme de garanties données rémunérées par des commissions, au titre desquelles des provisions ont également été constatées en « Provisions pour risques et charges ».

(En millions d'Euros)	31 décembre 2024				Gains ou pertes comptabilisées à la date du transfert	Produits et charges comptabilisés	
	Autres montants payables au cessionnaire au titre des actifs transférés	Valeur comptable du passif	Valeur de marché du passif	Exposition maximale aux pertes		Exercice 2024	Cumul
<b>Implication continue</b>							
Engagement de garantie	308	29	29	308	-14	2	-28

(En millions d'Euros)	31 décembre 2023				Gains ou pertes comptabilisées à la date du transfert	Produits et charges comptabilisés	
	Autres montants payables au cessionnaire au titre des actifs transférés	Valeur comptable du passif	Valeur de marché du passif	Exposition maximale aux pertes		Exercice 2023	Cumul
<b>Implication continue</b>							
Engagement de garantie	349	33	33	349	-14	2	-30

## 6. – Engagements donnés ou reçus.

### 6.a. Engagements de financement donnés ou reçus :

Valeur contractuelle des engagements de financement donnés ou reçus par le Groupe :

(En millions d'Euros), au	31 décembre 2024	31 décembre 2023
<b>Engagements de financement donnés</b>		
Aux établissements de crédit		
À la clientèle	20 253	19 584
Ouverture de crédits	20 253	19 584
Autres engagements de financement donnés		
<b>Total des engagements de financement donnés</b>	<b>20 253</b>	<b>19 584</b>
<i>Dont strate 1</i>	<i>19 890</i>	<i>19 283</i>
<i>Dont strate 2</i>	<i>328</i>	<i>256</i>
<i>Dont strate 3</i>	<i>35</i>	<i>45</i>
<b>Engagements de financement reçus</b>		
Des établissements de crédit	861	1 536
De la clientèle		
<b>Total des engagements de financement reçus</b>	<b>861</b>	<b>1 536</b>

### 6.b. Engagements de garantie donnés par signature :

(En millions d'Euros), au	31 décembre 2024	31 décembre 2023
<b>Engagements de garantie donnés</b>		
D'ordre des établissements de crédit	340	383
D'ordre de la clientèle	41	40
Garanties financières	41	40
Autres garanties		
<b>Total des engagements de garantie donnés</b>	<b>381</b>	<b>423</b>
<i>Dont strate 1</i>	<i>314</i>	<i>353</i>
<i>Dont strate 2</i>		
<i>Dont strate 3</i>	<i>67</i>	<i>70</i>

### 6.c. Autres engagements de garantie :

— Instruments financiers donnés en garantie :

(En millions d'Euros), au	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Actifs financiers donnés en garantie d'opérations auprès d'établissements de crédit, de la clientèle financière		
Titres donnés en pension	84	110

La part des instruments financiers donnés par le Groupe en garantie et que le bénéficiaire est autorisé à vendre ou à redonner en garantie s'élève à 151 millions d'euros au 31 décembre 2024 (contre 121 millions d'euros au 31 décembre 2023).

**6.d. Opérations de titrisation :****— Activité en matière de titrisation pour compte propre (originateur) :**

Dans le cadre de la gestion courante de la liquidité du Groupe BNP Paribas Personal Finance et des objectifs de baisse des actifs pondérés du groupe BNP Paribas, des actifs réputés moins liquides peuvent être rapidement mobilisés, au moyen de titrisations de crédits (crédits à la consommation, crédit automobiles, crédits immobiliers,) accordés à la clientèle.

Le plan de titrisation 2024 du Groupe BNP Paribas Personal Finance a été fortement impacté par des niveaux de production de crédits automobiles et de crédits à la consommation plus faible qu'attendu. La taille des gisements éligibles étant moindre, plusieurs transactions ont dû être décalées à 2025.

BNP Paribas Personal Finance a cependant émis trois transactions SRT au cours de l'année.

ECARAT DE 2024, titrisation cash de transfert de risque significatif de crédit (SRT) au sens de la réglementation 575-2013, a contribué significativement à la réduction des exigences de fonds propres du groupe BNP Paribas Personal Finance.

Donatello 1, première titrisation synthétique de BNPP PF a également été lancée en décembre 2024. Cela représente un outil de titrisation complémentaire au titrisation cash pour atteindre les objectifs de baisse de RWA de BNPP PF et du groupe BNP Paribas.

Titrisation	Transfert significatif de risque (SRT)	Type	Date	Pays	Originateur	Type d'actifs	Encours titrisés
Ecarat de 2024	Oui	Cash	Juin 2024	Allemagne	Stellantis Germany	Crédits Automobiles	375 M Eur
Donatello 1	Oui	Synthétique	Décembre 2024	France	Findomestic	Crédits à la Consommation	900M EUR

Le montant de titres auto-souscrits par les entités originatrices du Groupe BNP Paribas Personal Finance et prêtés à BNP Paribas SA s'élève à 7,1 milliards d'euros au 31 décembre 2024 contre 7,5 milliards d'euros au 31 décembre 2023.

Au total, le stock de créances titrisées s'élève à 12,2 milliards d'euros pour 13 opérations au 31 décembre 2024.

**7. – Rémunérations et avantages consentis au personnel.****7.a. Frais de personnel :**

(En millions d'Euros)	Exercice 2024	Exercice 2023
Salaires et traitements fixes et variables, intéressement et participation	796	820
Charges au titre des avantages sociaux	163	453
Impôts, taxes et versements assimilés sur les rémunérations	56	58
<b>Total des frais de personnel</b>	<b>1 015</b>	<b>1 331</b>

**7.b. Avantages postérieurs à l'emploi.**

La norme IAS 19 distingue deux catégories de dispositifs, chacun traité différemment selon le risque supporté par l'entreprise. Lorsque l'engagement de l'entreprise consiste uniquement à verser un montant défini (exprimé en pourcentage du salaire annuel du bénéficiaire par exemple) à un organisme externe, qui assure le paiement des prestations en fonction des avoirs disponibles pour chaque participant au régime, il est qualifié de régime à cotisations définies. En revanche, lorsque l'engagement consiste pour l'entreprise à gérer les actifs financiers financés par la collecte de cotisations auprès des employés et à assumer elle-même la charge des prestations – ou à en garantir le montant final soumis à des aléas futurs – il est qualifié de régime à prestations définies. Il en est de même si l'entreprise confie sous mandat la gestion de la collecte des cotisations et du paiement des prestations à un organisme externe, mais conserve le risque lié à la gestion des actifs et/ou à l'évolution future des prestations.

**— Principaux régimes de retraite à cotisations définies du Groupe BNP Paribas Personal Finance :**

En France, le Groupe BNP Paribas Personal Finance cotise à différents organismes nationaux et interprofessionnels de retraite de base et complémentaires.

Par ailleurs, à l'étranger, les plans à prestations définies ayant été fermés dans la plupart des pays aux nouveaux collaborateurs, ceux-ci se voient offrir le bénéfice de plans de pension à cotisations définies.

Les montants versés au titre des régimes postérieurs à l'emploi à cotisations définies s'établissent à 54 millions d'euros pour l'exercice 2024, contre 52 millions d'euros pour l'exercice 2023.

La ventilation par zone géographique est la suivante :

Montant des cotisations (En millions d'Euros)	Exercice 2024	Exercice 2023
France	28	28
Italie	18	17
Autres	8	7
Total	54	52

— Principaux régimes de retraite à prestations définies du Groupe BNP Paribas Personal Finance et indemnités de départ ou de fin de carrière

Les régimes de retraite à prestations définies ont tous été fermés aux nouveaux entrants. Il s'agit principalement des régimes bénéficiant aux salariés des entités situées au sein de Stellantis Bank SA Niederlassung Deutschland et PSA Bank Deutschland en Allemagne dont les régimes sont financés à hauteur de près de 100% au 31 décembre 2024, contre 93% au 31 décembre 2023, et au sein de Stellantis Financial Services UK Ltd au Royaume-Uni dont le régime est financé à hauteur de 130% au 31 décembre 2024, inchangé par rapport au 31 décembre 2023.

– Indemnités de départ ou de fin de carrière : Le personnel des différentes sociétés du Groupe BNP Paribas Personal Finance bénéficie de diverses prestations contractuelles telles que les indemnités de départ ou de fin de carrière. En France, la couverture de ces indemnités fait l'objet d'un contrat externalisé auprès d'une compagnie d'assurance extérieure au Groupe BNP Paribas Personal Finance. Au 31 décembre 2024, cet engagement est couvert à 125% par des actifs financiers, contre 111% au 31 décembre 2023. A l'étranger, les engagements au titre de ces autres avantages sont concentrés en Italie, où les droits ont été gelés au 31 décembre 2006.

— Engagements relatifs aux régimes de retraite à prestations définies et aux indemnités de départ ou de fin de carrière :

– Actifs et passifs comptabilisés au bilan :

(En millions d'Euros), au 31 décembre 2024	Valeur actualisée brute des obligations pour tout ou partie financées par des actifs	Valeur actualisée des obligations non financées	Valeur actualisée des obligations	Valeur de marché des actifs de régime	Obligation nette	Dont actif comptabilisé au bilan pour les régimes à prestations définies	Dont obligation comptabilisée au bilan pour les régimes à prestations définies
Allemagne	119		119	-119		-6	6
France	39	1	40	-49	-9	-10	1
Royaume-Uni	31		31	-40	-9	-9	
Autres		13	13		13		13
Total	189	14	203	-208	-5	-25	20

(En millions d'Euros), au 31 décembre 2023	Valeur actualisée brute des obligations pour tout ou partie financées par des actifs	Valeur actualisée des obligations non financées	Valeur actualisée des obligations	Valeur de marché des actifs de régime	Obligation nette	Dont actif comptabilisé au bilan pour les régimes à prestations définies	Dont obligation comptabilisée au bilan pour les régimes à prestations définies
Allemagne	119		119	-110	9		9
France	45	1	46	-50	-4	-5	1
Royaume-Uni	28		28	-37	-9	-9	
Autres		12	12		12		12
Total	192	13	205	-197	8	-14	22

– Variation de la valeur actualisée des obligations :

(En millions d'Euros)	Exercice 2024	Exercice 2023
<b>Valeur actualisée des obligations en début de période</b>	<b>205</b>	<b>150</b>
Coût des services rendus au cours de l'exercice	3	3
Charge liée à l'actualisation des engagements	7	7
Coût des services passés	-3	-8
Pertes ou (gains) actuariels liés au changement d'hypothèses démographiques		
Pertes ou (gains) actuariels liés au changement d'hypothèses financières	-7	11
Pertes ou (gains) actuariels liés aux écarts d'expérience	5	-1
Prestations versées aux bénéficiaires directement payées par l'employeur	-1	
Prestations versées aux bénéficiaires de prestations financées	-8	-8
Effet des variations de change	1	
Effet des variations de périmètre	1	51
Autres variations		
<b>Valeur actualisée des obligations en fin de période</b>	<b>203</b>	<b>205</b>

(En millions d'Euros)	Exercice 2024	Exercice 2023
<b>Valeur de marché des actifs en début de période</b>	<b>197</b>	<b>145</b>
Produit d'intérêt des actifs	7	8
(Pertes) gains actuariels de la période	11	-6
Prestations versées aux bénéficiaires de prestations financées	-8	-8
Effet des variations de change	2	
Effet des variations de périmètre	-1	58
<b>Valeur de marché des actifs en fin de période</b>	<b>208</b>	<b>197</b>

– Composantes de la charge relative aux plans à prestations définies :

En millions d'euros	Exercice 2024	Exercice 2023
<b>Coût des services</b>		<b>-4</b>
Coût des services rendus au cours de l'exercice	3	3
Coût des services passés	-3	-7
Effets des liquidations de régime		
<b>Charge financière nette</b>		<b>-1</b>
Charge liée à l'actualisation des engagements	7	7
Produit d'intérêt des actifs de régime	-7	-8
<b>Total porté dans les « Frais de personnel »</b>		<b>-5</b>

– Autres éléments comptabilisés directement en capitaux propres :

(En millions d'Euros)	Exercice 2024	Exercice 2023
<b>Autres éléments comptabilisés directement en capitaux propres</b>	<b>13</b>	<b>-16</b>
(Pertes)/Gains actuariels sur les actifs de régime	11	-6
(Pertes)/Gains actuariels d'hypothèses démographiques sur la valeur actualisée des obligations		
(Pertes)/Gains actuariels d'hypothèses financières sur la valeur actualisée des obligations	7	-11
(Pertes)/Gains actuariels dits d'expérience sur la valeur actualisée des obligations	-5	1

– Principales hypothèses actuarielles utilisées pour le calcul des engagements :

Pour la zone monétaire euro, le Groupe BNP Paribas Personal Finance détermine les hypothèses d'actualisation sur la base des obligations privées de haute qualité, dont la maturité correspond à la durée des engagements évalués.

Les intervalles de taux retenus sont les suivants :

En pourcentage	31 décembre 2024		31 décembre 2023	
	Taux d'actualisation	Taux d'augmentation future des salaires (1)	Taux d'actualisation	Taux d'augmentation future des salaires (1)
Allemagne	3,40%	2,50%	3,20%	2,30% à 2,50%
France	3,40%	2,10% à 4,10%	3,20%	3,00%
Royaume-Uni	5,00%	na	5,30%	3,20%
Autres	3,10%	3,50%	3,60%	3,10%
(1) Y compris dérive des prix (inflation)				

Les taux d'actualisation moyens pondérés par la valeur des engagements sont les suivants :

- sur la zone euro : 3,38 % au 31 décembre 2024 pour une durée moyenne pondérée de 12,7 ans, contre 3,22 % au 31 décembre 2023 pour une durée moyenne pondérée de 12,7 ans ;
- au Royaume-Uni : 5,00 % au 31 décembre 2024 pour une durée moyenne pondérée de 14,1 ans, contre 5,29 % au 31 décembre 2023 pour une durée moyenne pondérée de 14,7 ans.

L'effet d'une variation des taux d'actualisation de 100pb sur la valeur actualisée des engagements relatifs aux avantages postérieurs à l'emploi est le suivant :

Evolution de la valeur actualisée des obligations (En millions d'Euros)	31 décembre 2024		31 décembre 2023	
	Taux d'actualisation -100pb	Taux d'actualisation +100pb	Taux d'actualisation -100pb	Taux d'actualisation +100pb
Allemagne	18	-15	17	-14
France	5	-4	5	-4
Royaume-Uni	5	-4	4	-4
Autres	1	-1	1	-1

Les hypothèses d'inflation utilisées pour le calcul des engagements sont déterminées localement selon la zone monétaire, à l'exception de la zone euro pour laquelle l'hypothèse est déterminée centralement.

Les taux d'inflation moyens pondérés par la valeur des engagements sont les suivants :

- sur la zone euro : 2,10 % au 31 décembre 2024 contre 2,30 % au 31 décembre 2023;
- au Royaume-Uni : 3,15 % au 31 décembre 2024 contre 3,20 % au 31 décembre 2023.

L'effet d'une hausse des taux d'inflation de 100 pb sur la valeur des engagements relatifs aux avantages postérieurs à l'emploi est le suivant :

Evolution de la valeur actualisée des obligations (En millions d'Euros)	31 décembre 2024	31 décembre 2023
	Taux d'inflation +100pb	Taux d'inflation +100pb
Allemagne	15	14
France	5	5
Royaume-Uni	4	4
Autres		

Les effets des variations aux taux d'inflation et aux taux d'actualisation présentés ci-dessus ne sont pas cumulatifs.

– Rendement effectif des actifs de régime au cours de la période :

En pourcentage	Exercice 2024	Exercice 2023
Allemagne	10,50% à 15,90%	9,65% à 11,50%
France	2,80%	2,60%
Royaume-Uni	7,60%	-9,00%
Autres	non financé	non financé



– Ventilation des actifs de couverture :

En pourcentage	31 décembre 2024							31 décembre 2023						
	Actions	Obligations gouvernementales	Obligations non gouvernementales	Immobilier	Compte de dépôt	Autres	TOTAL	Actions	Obligations gouvernementales	Obligations non gouvernementales	Immobilier	Compte de dépôt	Autres	Total
Allemagne	20%	58%	0%	0%	1%	21%	100%	24%	55%	0%	0%		21%	100%
France(1)	12%	64%	13%	9%	2%	0%	100%	8%	59%	18%	13%	2%	0%	100%
Royaume-Uni	2%	0%	95%	0%	3%	0%	100%	2%		95%		3%		100%
Groupe BNP Paribas Personal Finance	15%	48%	21%	2%	1%	13%	100%	16%	46%	22%	3%	1%	12%	100%

(1) En France, la ventilation des actifs de couverture correspond à la ventilation du fonds général de la compagnie d'assurance où contextualisés les engagements.

Le Groupe BNP Paribas Personal Finance a mis en place une gouvernance de gestion des actifs en représentation des engagements de retraite à prestations définies dont les principaux objectifs sont l'encadrement et le contrôle des risques en matière d'investissement.

Elle détaille notamment les principes d'investissement, en particulier la définition d'une stratégie d'investissement des actifs de couverture reposant sur des objectifs financiers et l'encadrement des risques financiers, en vue de préciser la façon dont les actifs de couverture doivent être gérés, au travers de mandats de délégation de gestion financière. La stratégie d'investissement prévoit qu'une étude d'adossement des actifs et des passifs doit être réalisée a minima tous les trois ans pour les plans dont la valeur des actifs est supérieure à 100 millions d'euros.

7.c. Autres avantages à long terme.

Le Groupe BNP Paribas Personal Finance consent à ses salariés divers avantages à long terme, principalement des primes d'ancienneté et la faculté d'épargner des jours de congés.

La provision nette correspondante s'élève à 29 millions d'euros au 31 décembre 2024, contre 31 millions d'euros au 31 décembre 2023.

Par ailleurs, dans le cadre de la politique de rémunération variable mise en œuvre au sein du Groupe BNP Paribas, des plans annuels de rémunération différée sont établis au bénéfice de certains collaborateurs, dont la contribution aux performances du Groupe BNP Paribas est significative, ou en application de dispositions réglementaires particulières. Ces plans prévoient le versement différé dans le temps de la rémunération variable et soumettent, le cas échéant, ce versement à des conditions de performance des métiers, des pôles et du Groupe BNP Paribas.

Depuis 2013, le Groupe BNP Paribas a mis en place un plan de fidélisation Groupe dont le versement en numéraire au terme d'une période d'acquisition de 3 ans (ou de 4 ans depuis 2022) évolue en fonction de la performance intrinsèque du Groupe. Ce plan de fidélisation a pour objectif d'associer différentes catégories de cadres aux objectifs de développement et de rentabilité du Groupe. Ces personnels sont représentatifs des talents du Groupe et de la relève de son encadrement : cadres dirigeants, cadres occupant un poste clé, responsables opérationnels ou experts, cadres à potentiel, jeunes cadres identifiés en raison de leurs performances et de leurs perspectives d'évolution professionnelle, et contributeurs clés aux résultats du Groupe.

Les montants attribués dans le cadre de ce plan sont pour 80% indexés sur la performance opérationnelle du Groupe sur toute la durée du plan, et pour 20% indexés sur l'atteinte d'objectifs liés à la Responsabilité Sociale et Environnementale (RSE) du Groupe. Ces objectifs, au nombre de 10, sont en ligne avec les 4 piliers formant la base de la politique RSE du Groupe. En outre, le paiement final est soumis à une condition de présence continue dans le Groupe entre la date d'attribution et la date de paiement, sous réserve que le Résultat d'exploitation et le Résultat avant impôt du Groupe l'année précédant le paiement soient strictement positifs. Pour les collaborateurs soumis à des dispositions réglementaires particulières, ce plan de fidélisation est adapté conformément aux exigences de la directive européenne CRD.

La provision nette correspondant aux plans de rémunération variable du Groupe et au plan de fidélisation s'élève à 13 millions d'euros au 31 décembre 2024 (13 millions d'euros au 31 décembre 2023).

(En millions d'Euros), au	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Provisions nettes au titre des autres avantages à long terme	42	44

7.d. Indemnités de fin de contrat de travail.

Le Groupe BNP Paribas Personal Finance a mis en place un certain nombre de plans de départs anticipés reposant sur le volontariat de salariés répondant à certains critères d'éligibilité. Les charges liées aux plans de départ volontaire et aux plans d'adaptation des effectifs font l'objet de provisions au titre des personnels en activité éligibles dès lors que le plan concerné a fait l'objet d'un accord ou d'une proposition d'accord paritaire. Par ailleurs, BNP Paribas Personal Finance comptabilise des charges liées aux plans de départ dans le cadre de restructuration dès lors que le Groupe a établi un plan formalisé et détaillé dont l'annonce a été faite aux parties concernées.

(En millions d'Euros), au	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Provisions au titre des plans de départ volontaire, pré-retraite, et plans d'adaptation des effectifs	163	231

### 7.e. Paiements à base d'actions.

Dans le cadre de la politique de rémunération variable mise en œuvre au sein de BNP Paribas, des plans annuels de rémunération différée établis au bénéfice de certains collaborateurs, dont la contribution aux performances du Groupe est significative, ou en application de dispositions réglementaires particulières, prévoient une rémunération variable sur une période pluriannuelle et payable en numéraire indexé sur le cours de l'action, le paiement étant reporté sur plusieurs années.

— Rémunération variable pour les collaborateurs soumis à des dispositions réglementaires particulières :

Depuis la publication de l'arrêté du Ministère de l'Economie et des Finances du 13 décembre 2010 et à la suite des dispositions de la directive européenne CRD4 du 26 juillet 2013, modifiée par la Directive CRD5 du 20 mai 2019, transposées en droit français dans le Code Monétaire et Financier, par l'ordonnance du 20 février 2014 et l'ordonnance du 21 décembre 2020, ainsi que les décrets et arrêtés du 3 novembre 2014 et du 22 décembre 2020 et le règlement délégué européen du 25 mars 2021, les plans de rémunération variable s'appliquent aux collaborateurs du Groupe exerçant des activités susceptibles d'avoir une incidence significative sur le profil de risque de l'entreprise.

Ces plans prévoient le versement différé dans le temps de la rémunération variable et le soumettent, le cas échéant, à des conditions de performance des métiers, des pôles et du Groupe.

Les sommes seront versées notamment en numéraire indexé sur l'évolution, à la hausse ou à la baisse, de l'action BNP Paribas.

— Rémunération variable différée pour les autres collaborateurs du Groupe :

Les plans annuels de rémunération différée applicables aux collaborateurs dont la contribution aux performances du Groupe est significative sont en partie versés en numéraire indexé sur l'évolution, à la hausse ou à la baisse, de l'action BNP Paribas.

— **Charge représentée par les paiements à base d'actions :**

Charge ou (produit) en millions d'Euros	Exercice 2024	Exercice 2023
Plans de rémunération différée antérieurs		-1
Plans de rémunération différée de l'exercice	4	3
<b>Total</b>	<b>4</b>	<b>2</b>

### 8. – Informations complémentaires.

#### 8.a. Évolution du capital et résultat par action.

— **Opérations réalisées sur le capital :** Au 31 décembre 2024, le capital de BNP Paribas Personal Finance est constitué de 88 182 845 actions de 7 euros de nominal entièrement libérées, contre 83 404 922 actions au 31 décembre 2023.

— **Emprunts subordonnés admissibles en capitaux propres :** BNP Paribas Personal Finance a émis des emprunts subordonnés qui offrent aux souscripteurs une rémunération à taux variable et peuvent être remboursés à l'issue d'une période fixe puis à chaque date anniversaire du coupon.

Les caractéristiques de ces émissions sont résumées dans le tableau suivant :

Emetteur	Date d'émission	Devise	Montant (en millions d'Euros)	Taux et durée avant la première date de call		Taux après la première date de call
BNP Paribas Personal Finance	20/12/2017	EUR	280	Euribor 3 mois + 4,16%	5 ans	Euribor 3 mois + 4,16%
BNP Paribas Personal Finance	18/12/2019	EUR	550	Euribor 3 mois + 4,74%	5 ans	Euribor 3 mois + 4,74%
BNP Paribas Personal Finance	22/02/2023	EUR	100	Euribor 3 mois + 4,75%	5 ans	Euribor 3 mois + 4,75%
<b>Total au 31 décembre 2024</b>			<b>930</b>			

— **Résultat par action ordinaire :** Le résultat de base par action ordinaire correspond au résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires divisé par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période.

Le résultat dilué par action ordinaire correspond au résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires, divisé par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires ajusté de l'impact maximal de la conversion des instruments dilutifs en actions ordinaires.

Le Groupe BNP Paribas Personal Finance n'ayant pas d'instrument dilutif en actions ordinaires, le résultat de base par action ordinaire est égal au résultat dilué par action ordinaire.

Au 31 décembre 2024, le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation au cours de la période s'élève à 83 744 337, contre 80 277 307 actions au 31 décembre 2023.

Le résultat de base par action ordinaire sur l'exercice 2024 s'élève à -2,70 euros contre -10,83 euros sur l'exercice 2023.

— **Augmentation de capital :** Par décision du Conseil d'administration en date du 27 novembre 2024, agissant sur délégation de compétence donnée par décision extraordinaire des actionnaires en date du 14 mai 2024, le capital social de la société a été augmenté de 33 445 461 €, par l'émission de 4 777 923 actions nouvelles de 7 € de valeur nominale, pour le porter à 617 279 915 €, et une prime d'émission a été constatée pour 466 554 539 €.

Cette augmentation de capital a été constatée par décision de la Directrice Générale en date du 5 décembre 2024.

**8.b. Regroupement d'entreprises et perte de contrôle ou d'influence notable.****Opérations 2024**

— **Cetelem SA de CV** : Le 27 mars 2024, BNP Paribas Personal Finance a cédé 80% de sa participation dans sa filiale mexicaine, Cetelem SA de CV.

Le Groupe BNP Paribas perd le contrôle exclusif de cette entité mais conserve une influence notable.

Cette cession partielle s'accompagne d'un accord de cession future de la participation résiduelle dont les caractéristiques p rivent le Groupe du rendement des actions détenues, et conduit à la comptabilisation d'une créance de 125 millions d'euros.

La perte de contrôle se traduit par la constatation d'un résultat de cession de 119 millions d'euros et par une diminution du bilan du Groupe de 3,1 milliards d'euros, principalement sur les actifs financiers au coût amorti.

— **BNP Paribas Personal Finance Bratislava Branch (Slovaquie)** : La cession des activités de la succursale BNP Paribas Personal Finance Bratislava Branch en Slovaquie a été réalisée le 2 avril 2024. Cette cession se traduit par la constatation d'un résultat de cession de +0,8 million d'euros et par une diminution du bilan du Groupe de 53 millions d'euros.

— **Magyar Cetelem Bank ZRT (Hongrie)** : Le 30 septembre 2024, BNP Paribas Personal Finance a cédé à Cofidis SA 100% de sa participation dans sa filiale Hongroise, Magyar Cetelem Bank ZRT.

Le Groupe BNP Paribas Personal Finance perd le contrôle exclusif de cette entité qui se traduit par la constatation d'un résultat de cession de -42,8 millions d'euros et par une diminution du bilan du Groupe de 247 millions d'euros, principalement sur les actifs financiers au coût amorti.

Ces cessions avaient été qualifiées d'activité détenues en vue de la vente dans les comptes consolidés 2023 du Groupe BNP Paribas Personal Finance et décrites dans la note 8.c Activités destinées à être cédées.

**Opérations 2023**

— **Partenariat avec Stellantis** : Le 3 avril 2023, BNP Paribas Personal Finance devient le partenaire exclusif de la captive de Stellantis dans ses activités de financement dans trois marchés stratégiques : l'Allemagne, l'Autriche et le Royaume-Uni.

Cette opération se décline par le rachat de trois entités dans ces trois pays concomitamment à la cession d'activités à différentes joint-ventures de Stellantis en France, en Italie et en Espagne. Dans les comptes consolidés 2022, la cession des portefeuilles Retail italiens et espagnols a été traitée, en application de la norme IFRS 5, comme des activités destinées à être cédées.

Cette restructuration a pour conséquence d'augmenter le bilan du Groupe de 8 milliards d'euros, notamment les actifs financiers au coût amorti, et de constater un résultat de cession de 54 millions d'euros et un écart d'acquisition de 173 millions d'euros.

**8.c. Intérêts minoritaires :**

(En millions d'Euros)	Capital et réserves	Variations d'actifs et passifs comptabilisées directement en capitaux propres ne pouvant être reclassées en résultat	Variations d'actifs et passifs comptabilisées directement en capitaux propres pouvant être reclassées en résultat	Intérêts minoritaires
<b>Situation au 1er janvier 2023</b>	<b>787</b>	<b>5</b>	<b>-16</b>	<b>776</b>
<b>Affectation du résultat de l'exercice 2022</b>	<b>-7</b>			<b>-7</b>
Augmentations de capital et émissions	310			310
Rémunération des Titres Super subordonnés à Durée Indéterminée	-3			-3
Mouvements de périmètre affectant les intérêts minoritaires	-17			-17
Variation des engagements de rachat des participations aux actionnaires minoritaires	1			1
Autres variations				
Variations d'actifs et passifs comptabilisés directement en capitaux propres		-6	18	12
<b>Résultat net de l'exercice 31 décembre 2023</b>	<b>133</b>			<b>133</b>
<b>Situation au 31 décembre 2023</b>	<b>1 204</b>	<b>-1</b>	<b>2</b>	<b>1 205</b>
<b>Affectation du résultat de l'exercice 2023</b>	<b>-123</b>			<b>-123</b>
Augmentations de capital et émissions				
Réduction ou remboursement de capital				
Rémunération des actions de préférence	-8			-8
Mouvements de périmètre affectant les intérêts minoritaires				
Variation des engagements de rachat des participations aux actionnaires minoritaires	2			2
Autres variations	1			1
Variations d'actifs et passifs comptabilisées directement en capitaux propres		3	20	23
<b>Résultat net au 31 décembre 2024</b>	<b>110</b>			<b>110</b>
<b>Situation au 31 décembre 2024</b>	<b>1 186</b>	<b>2</b>	<b>22</b>	<b>1 210</b>

— **Intérêts minoritaires significatifs** : L'appréciation du caractère significatif des intérêts minoritaires est fondée sur la contribution des filiales correspondantes au bilan (avant élimination des opérations réciproques) et au résultat du Groupe BNP Paribas Personal Finance.

(En millions d'Euros)	31 décembre 2024	Exercice 2024						
	Total bilan avant élimination des opérations réciproques	Produit Net Bancaire	Résultat net	Résultat net et variations d'actifs et de passifs comptabilisées directement en capitaux propres	% d'intérêt des actionnaires minoritaires	Résultat net part des minoritaires	Résultat net et variations d'actifs et de passifs comptabilisées directement en capitaux propres - part des minoritaires	Dividendes versés aux actionnaires minoritaires
Contribution des entités du groupe Stellantis Bank SA	20 359	544	209	256	50%	104	128	131
Autres intérêts minoritaires						6	5	
<b>Total</b>						<b>110</b>	<b>133</b>	<b>131</b>

(En millions d'Euros)	31 décembre 2023	Exercice 2023						
	Total bilan avant élimination des opérations réciproques	Produit Net Bancaire	Résultat net	Résultat net et variations d'actifs et de passifs comptabilisés directement en capitaux propres	% d'intérêt des actionnaires minoritaires	Résultat net part des minoritaires	Résultat net et variations d'actifs et de passifs comptabilisés directement en capitaux propres - part des minoritaires	Dividendes versés aux actionnaires minoritaires
<b>Contribution des entités du groupe Stellantis Bank SA</b>	<b>20 030</b>	<b>536</b>	<b>243</b>	<b>244</b>	<b>50%</b>	<b>122</b>	<b>122</b>	<b>3</b>
Autres intérêts minoritaires						11	23	7
<b>Total</b>						<b>133</b>	<b>145</b>	<b>10</b>

Il n'existe pas de restriction contractuelle particulière sur les actifs de Stellantis Bank SA, liée à la présence de l'actionnaire minoritaire.

— **Engagements de rachat de participation aux actionnaires minoritaires** : Dans le cadre de l'acquisition de certaines entités, le Groupe a consenti à des actionnaires minoritaires des options de vente de leur participation à un prix déterminé.

La valeur totale de ces engagements, comptabilisés en diminution des capitaux propres, s'élève à 59 millions d'euros au 31 décembre 2024 contre 61 millions d'euros au 31 décembre 2023.

#### 8.d. Restrictions significatives dans les filiales, coentreprises et entreprises associées

##### Restrictions significatives relatives à la capacité des entités à transférer de la trésorerie vers le Groupe.

La capacité des entités à payer des dividendes ou à rembourser des prêts et avances dépend, entre autres, des contraintes locales réglementaires en termes de capitalisation, des réserves statutaires et des performances financières et opérationnelles des entités. Au cours des exercices 2023 et 2024, aucune entité du Groupe BNP Paribas Personal Finance n'a connu de restriction significative autre que celles liées aux contraintes réglementaires.

##### Restrictions significatives relatives à la capacité du Groupe à utiliser des actifs logés dans des entités structurées consolidées :

L'accès aux actifs des entités structurées consolidées dans lesquelles des investisseurs tiers ont investi est limité dans la mesure où les actifs de ces entités sont réservés au bénéfice des porteurs de parts ou de titres. Le montant total de ces actifs est présenté dans la note 5.n Transferts d'actifs financiers.

##### Restrictions significatives relatives à la capacité du Groupe à utiliser des actifs donnés en garantie ou mis en pension :

Les instruments financiers donnés par le Groupe BNP Paribas Personal Finance en garantie ou mis en pension sont présentés dans les notes 5.n Transferts d'actifs financiers et 6.c Autres engagements de garantie.

#### 8.e. Rémunérations des mandataires sociaux.

Le montant global des rémunérations versées aux membres des organes de direction et d'administration s'élève à 1 375 milliers d'euros pour l'exercice 2024, contre 1 537 milliers d'euros pour l'exercice 2023.

#### 8.f. Relations avec les autres parties liées.

Les autres parties liées au Groupe BNP Paribas Personal Finance sont les sociétés consolidées, y compris les sociétés mises en équivalence, les autres sociétés du Groupe BNP Paribas, ainsi que les entités assurant la gestion des avantages postérieurs à l'emploi bénéficiant au personnel (exception faite des régimes multi-employeurs et intersectoriels).

Les transactions opérées entre BNP Paribas Personal Finance et les parties qui lui sont liées sont réalisées aux conditions de marché prévalant au moment de la réalisation de ces transactions.

##### Relations entre les sociétés consolidées du Groupe BNP Paribas Personal Finance et le Groupe BNP Paribas.

La liste des sociétés consolidées du Groupe BNP Paribas Personal Finance est présentée dans la note 8.j « Périmètre de consolidation ». Les transactions réalisées et les encours existant en fin de période entre les sociétés du Groupe consolidées par intégration globale sont totalement éliminés en consolidation. Les tableaux suivants présentent les opérations réalisées avec des entités consolidées par mise en équivalence. Sont également reprises toutes les opérations réalisées avec les autres sociétés du Groupe BNP Paribas consolidées par intégration globale.

— **Encours des opérations réalisées avec les parties liées** : Par ailleurs, des parts de titrisation auto-souscrites par BNP Paribas Personal Finance (cf. note 6.d) et d'autres titres ont été prêtés ou mis en pension auprès de BNP Paribas SA.

— **Eléments de résultat relatifs aux opérations réalisées avec les parties liées :**

(En millions d'Euros)	31 décembre 2024			31 décembre 2023		
	Autres entreprises consolidées dans le Groupe BNP Paribas	Coentreprises	Entreprises associées	Autres entreprises consolidées dans le Groupe BNP Paribas	Coentreprises	Entreprises associées
<b>Actif</b>						
Comptes ordinaires	1 927			1 819		
Prêts	3 791	51	3	3 711	265	
Titres	16	134		27	224	
Actifs divers	248		14	219		13
<b>Total</b>	<b>5 982</b>	<b>185</b>	<b>17</b>	<b>5 776</b>	<b>489</b>	<b>13</b>
<b>Passif</b>						
Comptes ordinaires	166			146		
Autres emprunts	66 673			68 612		
Dettes représentées par un titre	3 021			3 089		
Passifs divers	264		6	196		
<b>Total</b>	<b>70 124</b>		<b>6</b>	<b>72 043</b>		
<b>Engagements de financement et de garantie</b>						
Engagements de garantie donnés	347			391		
Engagements de financement donnés						
<b>Total</b>	<b>347</b>			<b>391</b>		

(En millions d'Euros)	Exercice 2024			Exercice 2023		
	Autres entreprises consolidées dans le Groupe BNP Paribas	Coentreprises	Entreprises associées	Autres entreprises consolidées dans le Groupe BNP Paribas	Coentreprises	Entreprises associées
Intérêts et produits assimilés	937	19		963	22	
Intérêts et charges assimilées	-3 314			-2 722		
Commissions (produits)	379			372		14
Commissions (charges)	-22			-16		
Prestations de services rendues	32			11		
Prestations de services reçues	-377			-228		
Loyers perçus	5			5		
<b>Total</b>	<b>-2 360</b>	<b>19</b>		<b>-1 615</b>	<b>22</b>	<b>14</b>

**8.g. Valeur de marché des instruments financiers comptabilisés au coût amorti.**

Les éléments d'information mentionnés dans cette note doivent être utilisés et interprétés avec grande précaution pour les raisons suivantes :

- ces valeurs de marché représentent une estimation de la valeur instantanée des instruments concernés au 31 décembre 2024. Elles sont appelées à fluctuer d'un jour à l'autre du fait des variations de plusieurs paramètres, dont les taux d'intérêt et la qualité des crédits des contreparties. En particulier, elles peuvent être significativement différentes des montants effectivement reçus ou payés à l'échéance des instruments. Dans la plupart des cas, cette valeur de marché réévaluée n'est pas destinée à être immédiatement réalisée et ne pourrait en pratique pas l'être. Elle ne représente donc pas la valeur effective des instruments dans une perspective de continuité de l'activité de BNP Paribas Personal Finance ;
- la plupart de ces valeurs de marché instantanées ne sont pas pertinentes, donc ne sont pas prises en compte pour les besoins de la gestion des activités du Groupe BNP Paribas Personal Finance qui utilisent les instruments financiers correspondants ;
- la réévaluation des instruments financiers comptabilisés au coût historique suppose souvent d'utiliser des modèles de valorisation, des conventions et des hypothèses qui peuvent varier d'une institution à l'autre. Par conséquent, la comparaison des valeurs de marché présentées, pour les instruments financiers comptabilisés au coût historique, par différentes institutions financières n'est pas nécessairement pertinente ;
- enfin, les valeurs de marché reprises ci-après ne comprennent pas les valeurs de marché des opérations de location-financement, des instruments non financiers tels que les immobilisations et les survaleurs, mais aussi les autres actifs incorporels tels que la valeur attachée aux portefeuilles de dépôts à vue ou à la clientèle en relation avec le Groupe dans ses différentes activités. Ces valeurs de marché ne sauraient donc être considérées comme la valeur contributive des instruments concernés à la valeur du Groupe BNP Paribas Personal Finance.

(En millions d'Euros), au 31 décembre 2024	Valeur de marché estimée				Valeur au bilan
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	
<b>Actifs financiers</b>					
Prêts et créances sur les établissements de crédit et la clientèle (1)		2 280	70 009	72 289	72 676
Titres de dette au coût amorti (note 5.e)	7	17	121	145	145
<b>Passifs financiers</b>					
Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle		76 561		76 561	76 066
Dettes représentées par un titre (note 5.g)	813	3 475		4 288	4 286
Dettes subordonnées (note 5.g)		1 779		1 779	1 813
(1) Hors location financement					

En millions d'euros, au 31 décembre 2023	Valeur de marché estimée				Valeur au bilan
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	
<b>Actifs financiers</b>					
Prêts et créances sur les établissements de crédit et la clientèle (1)		6 698	69 886	76 584	76 919
Titres de dette au coût amorti (note 5.e)	120	31	69	220	221
<b>Passifs financiers</b>					
Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle		76 461		76 461	76 053
Dettes représentées par un titre (note 5.g)	624	5 761		6 385	6 388
Dettes subordonnées (note 5.g)		1 883		1 883	1 926
(1) Hors location financement					

Les techniques de valorisation utilisées et les hypothèses retenues assurent une mesure homogène de la valeur de marché des instruments financiers actifs et passifs comptabilisés au coût amorti au sein du Groupe BNP Paribas Personal Finance : lorsque les prix cotés sur un marché actif sont disponibles, ils sont retenus pour la détermination de la valeur de marché. A défaut, la valeur de marché est déterminée à l'aide de techniques de valorisation, telles que l'actualisation des flux futurs estimés pour les prêts, les dettes et les titres de dette au coût amorti, ou telles que des modèles de valorisation spécifiques pour les autres instruments financiers, ainsi qu'ils sont décrits dans la note 1 relative aux principes comptables appliqués par le Groupe. La description des niveaux de la hiérarchie de juste valeur est également présentée dans les principes comptables (note 1.e.9). La valeur de marché retenue pour les prêts, les dettes et les titres de dette au coût amorti dont la maturité initiale est inférieure à un an (y compris exigibles à vue), ainsi que pour la plupart des produits d'épargne réglementée, est la valeur comptabilisée. Ces instruments ont été présentés en Niveau 2, à l'exception des crédits à la clientèle, classés en Niveau 3.

#### 8.h. Evénements postérieurs à la clôture.

Le 30 janvier 2025, la Cour Suprême espagnole a rendu un jugement défavorable sur les aspects de la transparence. Cet événement post clôture a été couvert par une provision complémentaire dans les comptes locaux de Banco Cetelem en complément de celle déjà existante et n'a pas été intégrée dans les comptes consolidés de BNP Paribas PF au 31 décembre 2024.

## 8.i. Périmètre de consolidation :

Dénomination		Pays	31 décembre 2024				31 décembre 2023			
			Méthode	% contrôle	% intérêt	Réf.	Méthode	% contrôle	% intérêt	Réf.
<b>Société consolidante</b>										
BNPP Personal Finance		France								
BNPP Personal Finance (succ. Autriche)		Autriche	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
BNPP Personal Finance (succ. Bulgarie)		Bulgarie								S1
BNPP Personal Finance (succ. Portugal)		Portugal	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
BNPP Personal Finance (succ. République Tchèque)		Rép. Tchèque	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
BNPP Personal Finance (succ. Roumanie)		Roumanie	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
BNPP Personal Finance (succ. Slovaquie)		Slovaquie	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
<b>Sociétés consolidées</b>										
Auto ABS UK Loans PLC	t	Royaume-Uni				S3	IG			E3
AutoFlorence 1 SRL	t	Italie	IG				IG			
AutoFlorence 2 SRL	t	Italie	IG				IG			
AutoFlorence 3 SRL	t	Italie	IG				IG			E2
Autonor 2019	t	France				S1	IG			
Autonor Spain 2019	t	Espagne	IG				IG			
Autonor Spain 2021 FT	t	Espagne	IG				IG			
Autonor Spain 2022 FT	t	Espagne	IG				IG			
Autonor Spain 2023 FT	t	Espagne	IG				IG			E2
Axa Banque Financement		France	ME	35,0%	35,0%		ME	35,0%	35,0%	
Banco Cetelem SA		Brésil								S2
Banco Cetelem SA		Espagne	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
BGN Mercantil E Servicos Ltda		Brésil								S2
BNPP Personal Finance BV		Pays-Bas	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
BNPP Personal Finance South Africa Ltd		Afrique du Sud	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
BON BNPP Consumer Finance Co Ltd		Chine	ME	1,7%	1,7%	V3	ME	1,8%	1,8%	V3
Cafineo		France	IG	51,0%	50,8%		IG	51,0%	50,8%	
Carrefour Banque		France	ME	40,0%	40,0%		ME	40,0%	40,0%	
Central Europe Technologies SRL		Roumanie	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	



Cetelem America Ltda		Brésil								S2
Cetelem Business Consulting Shanghai Co Ltd		Chine	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
Cetelem Gestion AIE		Espagne	IG	100,0%	96,0%		IG	100,0%	96,0%	
Cetelem SA de CV		Mexique	ME	20,0%	0,0%	S2	IG	100,0%	100,0%	
Cetelem Servicios Informaticos AIE		Espagne	IG	100,0%	81,0%		IG	100,0%	81,0%	
Cetelem Servicios Ltda		Brésil								S2
Cofica Bail		France	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
Cofiplan		France	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
Creation Consumer Finance Ltd		Royaume-Uni								S2
Creation Financial Services Ltd		Royaume-Uni								S2
Crédit Moderne Antilles Guyane		France	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	

Crédit Moderne Océan Indien		France	IG	97,8%	97,8%		IG	97,8%	97,8%	
Domofinance		France	IG	55,0%	55,0%		IG	55,0%	55,0%	
E Carat 10	t	France								S1
E Carat 11 PLC	t	Royaume-Uni								S3
E Carat 12 PLC	t	Royaume-Uni				S3	IG			
Ecarat DE SA	t	Luxembourg	IG			E2				
Ekspres Bank AS		Danemark	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
Ekspres Bank AS (succ. Norvège)		Norvège	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
Ekspres Bank AS (succ. Suède)		Suède	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
Evollis		France	ME	49,2%	49,2%		ME	49,2%	49,2%	V4
Expo Atlantico EAll										
Investimentos Imobiliarios SA	s	Portugal	ME				ME			
Expo Indico EIII										
Investimentos Imobiliarios SA	s	Portugal	ME				ME			
Findomestic Banca SPA		Italie	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
Florence Real Estate Developments SPA		Italie	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
Florence SPV SRL	t	Italie	IG				IG			
Fonds Communs de Créances UCI et RMBS Prado (a)	t	Espagne	ME(1)				ME(1)			
Fonds Communs de Titrisation Genius (b)	t	Chine	ME(1)				ME(1)			E3

Fonds Communs de Titrisation Wisdom (c)	t	Chine	ME(1)				ME(1)			E3
GCC Consumo Establecimiento Financiero de Credito SA		Espagne	IG	51,0%	51,0%		IG	51,0%	51,0%	
Genius Auto Finance Co Ltd		Chine	ME(1)	25,0%	25,0%		ME(1)	25,0%	25,0%	V1
International Development Resources AS Services SA		Espagne	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
Iqera Services		France								S2
Loisirs Finance		France	IG	51,0%	51,0%		IG	51,0%	51,0%	
Magyar Cetelem Bank ZRT		Hongrie				S2	IG	100,0%	100,0%	
Neuilly Contentieux		France	IG	95,9%	95,6%		IG	95,9%	95,6%	
Noria 2018-1	t	France								S1
Noria 2020	t	France								S1
Noria 2021	t	France	IG				IG			
Noria 2023	t	France	IG				IG			E2
Noria Spain 2020 FT	t	Espagne	IG				IG			
Opel Finance NV		Pays-Bas								S3
Opel Finance SA		Suisse				S3	IG	100,0%	50,0%	
PBD Germany Auto Lease Master SA	t	Luxembourg	IG				IG			E3
Personal Finance Location		France	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
Phedina Hypothecken 2010 BV	t	Pays-Bas	IG				IG			
RCS Botswana Pty Ltd		Botswana	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
RCS Cards Pty Ltd		Afrique du Sud	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
RCS Investment Holdings Namibia Pty Ltd		Namibie	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
Servicios Financieros Carrefour EFC SA		Espagne	ME	37,3%	40,0%		ME	37,3%	40,0%	
Stellantis Bank SA		France	IG	50,0%	50,0%		IG	50,0%	50,0%	
Stellantis Bank SA (succ. Allemagne)		Allemagne	IG	50,0%	50,0%		IG	50,0%	50,0%	
Stellantis Bank SA (succ. Autriche)		Autriche	IG	50,0%	50,0%		IG	50,0%	50,0%	
Stellantis Bank SA (succ. Espagne)		Espagne								S1
Stellantis Bank SA (succ. Italie)		Italie								S1
Stellantis Financial Services UK Ltd		Royaume- Uni	IG	100,0%	50,0%		IG	100,0%	50,0%	E3
TEB Finansman AS		Turquie								S2

Union de Creditos Inmobiliarios SA		Espagne	ME(1)	40,0%	40,0%		ME(1)	40,0%	40,0%	
United Partnership		France	ME(1)	50,0%	50,0%		ME(1)	50,0%	50,0%	
Vauxhall Finance Ltd		Royaume-Uni				S3	IG	100,0%	50,0%	
XFERA Consumer Finance EFC SA		Espagne	IG	51,0%	51,0%		IG	51,0%	51,0%	
Zhejiang Wisdom Puhua Financial Leasing Co Ltd		Chine	ME(1)	25,0%	25,0%		ME(1)	25,0%	25,0%	V1
<p>(a) Au 31 décembre 2024, les Fonds Communs de Créances UCI et RMBS Prado regroupent 13 fonds (FCC UCI 11, 12, 14 à 17, RMBS Prado VII à XI, Green Belem I et RMBS Belem No2) inchangés par rapport au 31 décembre 2023</p> <p>(b) Au 31 décembre 2024, les Fonds Communs de Titrisation Genius regroupent 8 fonds (Generation 2024-1 à 4 Retail Auto Mortgage Loan Securitisation, Generation 2023-2 à 5 Retail Auto Mortgage Loan Securitisation) versus 11 fonds (Generation 2021-4 Retail Auto Mortgage Loan Securitisation, Generation 2022-1 à 5 Retail Auto Mortgage Loan Securitisation, Generation 2023-1 à 5 Retail Auto Mortgage Loan Securitisation) au 31 décembre 2023</p> <p>(c) Au 31 décembre 2024, les Fonds Communs de Titrisation Wisdom regroupent 10 fonds (Wisdom Puhua Leasing 2022-2 à 3 Asset-Backed Securities, Wisdom Puhua Leasing 2023-2 Asset-Backed Notes, Wisdom Puhua Leasing 2023-1 &amp; 2 Asset-Backed Securities, Wisdom Puhua Leasing Xinghe 2023-1 Asset-Backed Securities, Wisdom Puhua Leasing Xinghe 2024-1 à 4 Asset-Backed Securities) versus 13 fonds (Wisdom Puhua Leasing 2021-2 &amp; 3 Asset-Backed Securities, Wisdom Puhua Leasing 2022-1 Asset-Backed Notes, Wisdom Puhua Leasing 2022-1 à 3 Asset-Backed Securities, Wisdom Puhua Leasing 2023-1 &amp; 2 Asset-Backed Notes, Wisdom Puhua Leasing 2023-1 &amp; 2 Asset-Backed securities, Wisdom Puhua Leasing Zhixing 2023-1 &amp; 2 Asset-Backed Notes, Wisdom Puhua Leasing Xinghe 2023-1 Asset-Backed Securities) au 31 décembre 2023.</p>										

Mouvements de périmètre	
Entrées (E) de périmètre	ME * Entités contrôlées faisant l'objet d'une consolidation simplifiée par mise en équivalence en raison de leur caractère peu significatif
E1 Franchissement des seuils de consolidation	
E2 Création d'entité	s Entités structurées
E3 Acquisition, prise de contrôle ou d'influence notable	t Fonds commun de titrisation
Sorties (S) de périmètre	Divers
S1 Cessation d'activité (dissolution, liquidation,...)	D1 Changement de méthode de consolidation non lié à une variation de taux
S2 Cession hors Groupe, perte de contrôle ou d'influence notable	
S3 Franchissement des seuils de consolidation	
S4 Fusion-absorption, Transmission Universelle du Patrimoine	
Variations (V) de taux	Périmètre de consolidation prudentiel
V1 Acquisition complémentaire	(1) Entités contrôlées conjointement consolidées selon la méthode de l'intégration proportionnelle dans le périmètre prudentiel
V2 Cession partielle	
V3 Dilution	
V4 Relution	

8.j. Honoraires des commissaires aux comptes :

— Au titre de l'exercice 2024:

Montant hors taxe, en milliers d'euros	Deloitte		BDO		E&y		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Certification des comptes	2 788	94%	2 470	99%	1 507	87%	6 765	94%
- Emetteur	939		543				1 482	
- Filiales consolidées	1 849		1 927		1 507		5 283	
Services autres que la certification des comptes	189	6%	19	1%	231	13%	439	6%
- Emetteur	75		19				94	
- Filiales consolidées	114				231		345	
Total	2 977	100%	2 489	100%	1 738	100%	7 204	100%
Dont honoraires versés aux commissaires aux comptes en France pour la certification des comptes	1 201		1 063		342		2 606	
Dont honoraires versés aux commissaires aux comptes en France pour les services autres que la certification des comptes	75		19				94	

— Au titre de l'exercice 2023:

Montant hors taxe, en milliers d'euros	Deloitte		BDO		Mazars		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
<b>Certification des comptes</b>	<b>2 284</b>	<b>92%</b>	<b>2 589</b>	<b>99%</b>	<b>1 984</b>	<b>97%</b>	<b>6 857</b>	<b>96%</b>
- Emetteur	558		543				1 101	
- Filiales consolidées	1 726		2 046		1 984		5 756	
<b>Services autres que la certification des comptes</b>	<b>204</b>	<b>8%</b>	<b>38</b>	<b>1%</b>	<b>57</b>	<b>3%</b>	<b>299</b>	<b>4%</b>
- Emetteur	30		30				60	
- Filiales consolidées	174		8		57		239	
<b>Total</b>	<b>2 488</b>	<b>100%</b>	<b>2 627</b>	<b>100%</b>	<b>2 041</b>	<b>100%</b>	<b>7 156</b>	<b>100%</b>
<i>Dont honoraires versés aux commissaires aux comptes en France pour la certification des comptes</i>	703		1 071		438		2 212	
<i>Dont honoraires versés aux commissaires aux comptes en France pour les services autres que la certification des comptes</i>	35		38		25		98	

Le montant total des honoraires d'audit versés aux Commissaires aux comptes n'appartenant pas au réseau de l'un de ceux certifiant les comptes consolidés et individuels de BNP Paribas Personal Finance, mentionnés dans le tableau ci-dessus, s'élève à 14 milliers d'euros au titre de l'exercice 2024.

**Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés.**  
(Exercice clos le 31 décembre 2024.)

A l'assemblée générale de la société BNP Paribas Personal Finance

**Opinion.**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société BNP Paribas Personal Finance relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.821-67 du code de commerce.

**Fondement de l'opinion :**

— **Référentiel d'audit :** Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

— **Indépendance :** Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Par ailleurs, les services autres que la certification des comptes que nous avons fournis au cours de l'exercice à votre société et aux entités qu'elle contrôle et qui ne sont pas mentionnés dans le rapport de gestion ou l'annexe des comptes consolidés sont principalement l'émission d'attestations d'informations comptables et financières et l'émission d'attestation portant sur les procédures convenues relatives à certaines données utilisées pour le calcul des contributions au Fonds de Résolution Unique (« FRU »).

**Justification des appréciations.**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques..

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

— **Appréciation du risque de crédit et évaluation des dépréciations (strates 1, 2 et 3) sur les portefeuilles de prêts à la clientèle.**  
(Se référer aux notes 1.e.4, 1.e.5, 2.e, 4.b, 5.e de l'annexe aux comptes consolidés)

Risque identifié	Réponse du collège des commissaires aux comptes face à ce Risque
<p>BNP Paribas Personal Finance comptabilise des dépréciations pour couvrir les risques de crédit inhérents à ses activités bancaires.</p> <p>Dans un contexte d'harmonisation de l'évaluation du risque de crédit avec le groupe BNP Paribas, BNP Paribas Personal Finance a progressivement mis en place une nouvelle méthode d'évaluation des pertes de crédit attendues (nouvelle estimation du critère d'augmentation significative du risque de crédit, des expositions en cas de défaut, des probabilités de défaut et des pertes en cas de défaut).</p> <p>Pour les portefeuilles non migrés au 31.12.2024, la méthode statistique historique est toujours appliquée.</p> <p>Pour ces deux méthodes, l'estimation des dépréciations fait intervenir le jugement de la direction notamment pour :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>– Apprécier la dégradation significative du risque de crédit et classer les encours en strate 1, strate 2 ou strate 3 ;</li><li>– Estimer les paramètres de risque entrant dans le calcul des ECL</li><li>– Ajuster le cas échéant les estimations des modèles pour tenir compte d'incertitudes qui ne seraient pas capturées par les modèles existants (provisions complémentaires).</li></ul> <p>Dans ce contexte, nous avons considéré que l'estimation des pertes de crédit attendues (et en particulier les provisions complémentaires) constituaient un point clé de l'audit.</p> <p>Au 31 décembre 2024, le montant total des encours de prêts à la clientèle exposés au risque de crédit s'élève à 85 195 millions d'euros ; le montant total des dépréciations pour risque de crédit s'élève à 3 302 millions d'euros.</p>	<p>Nous avons réalisé une revue des taux de couverture par niveau, de la charge du risque et des éléments non récurrents.</p> <p>Pour les portefeuilles ayant migré sous la nouvelle méthodologie, nous avons mené des diligences spécifiques : Revue de la nouvelle méthodologie et sa conformité aux principes de la norme IFRS9.</p> <ul style="list-style-type: none"><li>– Prise de connaissance du processus opérationnel de calcul et identification des contrôles clés permettant de couvrir les risques opérationnels associés à ce processus; nous avons apprécié le design et l'implémentation de ces contrôles ainsi que leur efficacité opérationnelle.</li><li>– Revue des modalités de calcul des paramètres de risques entrant dans l'estimation des pertes attendues issues du modèle (CHR, EAD, PD, LGD-cure, LGD Non Cure, Forward Looking), du processus de validation indépendante; nous avons reperformé le calcul d'une sélection d'indicateurs</li><li>– Revue des provisions complémentaires estimées en dehors du modèle</li><li>– Mise en œuvre d'un contre-calcul des pertes attendues sur un périmètre représentatif afin de s'assurer de la correcte application des paramètres aux différentes classes de risque ainsi que la bonne application des règles relatives à l'augmentation significative du risque de crédit</li><li>– Analyses détaillées des impacts de transition : passage entre l'ancienne et la nouvelle norme ainsi que la revue de la stabilité des calculs entre la date de transition et la clôture du 31.12.24</li></ul> <p>S'agissant des portefeuilles non migrés, nous avons revu le backtesting des paramètres de risque.</p> <p>Enfin nous avons examiné les informations publiées en annexe requises par IFRS 9 au titre du risque de crédit.</p>

— **Dépréciation des écarts d'acquisition**  
(Se référer aux notes 1.b.4 et 5.I. de l'annexe aux comptes consolidés

Risque identifié	Réponse du collège des Commissaires aux comptes face à ce Risque
La comptabilisation des opérations de croissance externe amène le groupe BNP Paribas Personal Finance à constater des écarts d'acquisition à l'actif de son bilan consolidé. Ces écarts d'acquisition correspondent à la différence entre le prix d'acquisition des titres des sociétés acquises et la valeur de la quote-part d'intérêt acquise. Au 31 décembre 2024, la valeur nette de ces écarts d'acquisition s'élève à 1 128 millions d'euros. Ces écarts d'acquisition dont l'objet d'un test de dépréciation au minimum annuel, ou plus fréquemment dès lors que des indices de pertes de valeurs sont identifiés. La comparaison de la valeur nette comptable des ensembles homogènes et leur valeur recouvrable est un élément essentiel de l'appréciation de la nécessité d'une éventuelle dépréciation. Nous avons considéré que la dépréciation des écarts d'acquisition constitue un point clé de notre audit en raison du jugement exercé par la direction pour établir les hypothèses de résultats futurs des sociétés acquises et évaluer la valeur recouvrable des ensembles homogènes de métiers.	Notre approche d'audit se fonde notamment sur une appréciation des procédures relatives aux tests de dépréciation des écarts d'acquisition et des contrôles mis en place au sein de BNP Paribas Personal Finance pour identifier les indices de perte de valeur de ces actifs. Les travaux sur les comptes au 31 décembre 2024 réalisés avec nos spécialistes en évaluation, ont notamment consisté en : Une analyse de la méthodologie retenue par BNP Paribas Personal Finance ; Une revue critique des plans d'affaires prévisionnels approuvés par la Direction Générale de BNP Paribas Personal Finance pour s'assurer du caractère raisonnable des estimations de flux futurs dégagés (en particulier lorsque les prévisions sont en décalage avec les performances passées). Une analyse critique des principales hypothèses et paramètres utilisés (taux de croissance, coût du capital, taux d'actualisation) au regard des informations externes disponibles ; Une appréciation des analyses de sensibilité des estimations aux paramètres clés. Enfin, nous avons vérifié le caractère approprié des informations relatives aux résultats de ces tests de dépréciation dans les notes annexes aux états financiers.

**Vérifications spécifiques.**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

**Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires.**

**Désignation des commissaires aux comptes :**

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société BNP Paribas Personal Finance par l'assemblée générale d'avril 2006 pour le cabinet Deloitte & Associés et par l'assemblée générale tenue de mai 2023 pour le cabinet BDO Paris.

Au 31 décembre 2024, le cabinet Deloitte & Associés était dans la 19<sup>ème</sup> année de sa mission sans interruption et dans la 2<sup>ème</sup> année sans interruption pour le cabinet BDO Paris.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés  
Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.821-67 du code de commerce de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration du 1<sup>er</sup> avril 2025.

**Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés.**

**Objectif et démarche d'audit :**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on ne peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

**Rapport au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.821-67 du code de commerce.**

Nous remettons au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.821-67 du code de commerce un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Nous fournissons également au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.821-67 du code de commerce la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n°537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.821-67 du code de commerce des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris et Paris-La Défense, le 23 avril 2025

**Les Commissaires aux comptes :**

**BDO Paris :**  
Benjamin IZARIÉ,

**Deloitte & Associés :**  
Laurence DUBOIS.